

Université de Toulouse-Le Mirail
Département de Sciences Sociales
Master mention «Sociologie»
Mémoire de Master 1

Le militantisme étudiant à Toulouse
l'engagement en question

Présenté par Julien Faessel

Sous la direction de Nicolas Golovtchenko

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont permis de réaliser ce travail, Nicolas Golovtchenko qui l'a suivi et m'a fourni de judicieux conseils, les différents professeurs de sociologie dont j'ai pu bénéficier des enseignements, les différents auteurs sans les travaux desquels rien de sérieux n'aurait été possible, les étudiants militants qui ont bien voulu y contribuer en participant à un entretien, les collègues de Master 1 de sociologie avec qui j'ai pu échanger de précieuses informations sur cette entreprise.

Ce mémoire a aussi pu être réalisé grâce aux membres de mon entourage qui m'ont soutenu et encouragé, en particulier Nadège, pour sa patience et ses conseils, et Anne Laure ma petite soeur qui l'a relu.

Sommaire

Introduction	p.1
Première partie : Approche théorique de l'engagement militant	p.4
I. Les raisons qui expliquent l'engagement	p.4
1. Le pouvoir que confère la politique	p.4
2. L'épanouissement et l'émancipation	p.6
3. Intégrer un cercle social	p.7
4. Renforcer le lien social	p.8
5. Lutter, pour se protéger, pour une cause, pour des valeurs	p.10
6. Les influences structuralistes	p.11
II. L'action militante	p.12
1. La communication	p.13
2. La formation et la spécialisation	p.14
3. Le mouvement social	p.15
a. Définitions	p.16
b. Les principes du mouvement social selon Touraine	p.17
c. La défense de l'intérêt général, la lutte pour des droits	p.19
d. La reproduction des formes de l'action	p.20
e. Le mouvement social, énergie vitale de l'organisation	p.20
f. Le désengagement	p.21
III. Les difficultés de l'action militante	p.22
1. La violence symbolique	p.23
2. Le pouvoir des médias	p.23
3. L'unidimensionnalisation de la sociétés	p.25
4. La puissance des structures de décision	p.27
IV. La place du chercheur en sociologie dans le changement social	p.29

Deuxième partie : présentation de la problématique	p.32
I. Question de départ : pourquoi les militants s'engagent-ils?	p.32
II. Choix du terrain	p.33
1. L'influence déterminante du blocage de l'université	p.33
2. Délimitation de la population ciblée	p.34
3. Terrains écartés	p.35
4. Présentation des associations étudiantes des militants interrogés	p.36
III. Méthodologie	p.38
1. Une méthode inductive qui donne la parole aux acteurs	p.38
2. Le choix du qualitatif	p.39
IV. Définition de la problématique	p.40
1. Intérêt de l'étude	p.40
2. Problématique et hypothèses	p.41
→ Le réenchancement du monde	p.41
→ Créer du lien social	p.42
→ La construction identitaire	p.42
→ Commencer sa carrière militante	p.42
→ Acquérir du pouvoir	p.43
 Troisième partie : la collecte des données	 p.44
I. Le guide d'entretien	p.44
1. Le parcours militant	p.44
2. Action militante	p.45
3. Rapport à la société	p.46
4. Vie politique	p.47
5. Idéologie	p.48
6. Entourage	p.49

II. Organisation de l'entretien	p.50
1. Prise de contact avec les militants	p.50
2. Définition du moment et du lieu de l'entretien	p.51
3. Préparation matérielle	p.52
III. Réalisation de l'entretien	p.53
1. Mise en confiance du militant, pour éviter le stress et les réponses calculées	p.53
2. Déroulement de l'entretien	p.54
a. Pendant l'entretien	p.54
b. Durée des entretiens	p.56
3. Les différents types d'attitudes des militants lors de l'entretien	p.58
a. Les raisons de l'acceptation de l'entretien	p.58
● L'opportunité	p.58
● L'intérêt	p.59
● Le devoir	p.59
b. L'attitude	p.60
● Attitude vive	p.60
● Attitude calme	p.62
● Exceptions	p.62
c. Précision des réponses par rapport aux questions	p.63
● Réponses étant en relation avec les questions	p.63
● Réponses n'étant pas en relation avec les questions	p.63
● Tri des réponses	p.64
4. Problèmes rencontrés	p.65

Quatrième partie : l'analyse des données p.66

I. Traitement des données	p.66
1. Retranscription	p.66
2. Classement	p.67

II. Analyse	p.68
1. Le profil des militants	p.69
a. Sexe	p.69
b. Age	p.70
c. Études	p.70
d. Baccaauréat	p.72
2. L'engagement militant	p.72
a. Depuis quand ?	p.72
b. Choix de l'organisation	p.74
c. Raisons de l'engagement	p.75
d. Engagements multiples	p.75
e. Image des organisations d'appartenance	p.77
3. L'action militante	p.78
a. Ses formes	p.78
b. Ses objectifs	p.80
c. Ce que représente la lutte pour les militants	p.81
d. Temps consacré à l'engagement	p.82
e. Dépenses engendrées par le militantisme	p.83
f. Risques encourus	p.85
g. Temps passé avec les camarades	p.86
h. Relations avec les camarades	p.87
4. Le rapport à la société	p.88
a. L'image donnée par la société française	p.88
b. Les moyens d'information	p.89
c. Le rapport à la sociologie et aux théories	p.90
d. Ressources financières	p.91
5. Vie politique	p.92
a. Participation à la vie politique	p.92
b. Images véhiculées par les organisations d'appartenance	p.93
c. L'exception militante	p.94
d. La discussion politique au sein de la famille	p.96

6. Idéologie	p.96
a. L'utopie et réalisme	p.97
b. Le capitalisme et le communisme	p.98
c. La politique et les mouvements sociaux étudiants	p.99
7. Entourage	p.100
a. Engagement familial	p.100
b. Préférences politiques familiales	p.102
c. Situation économique et origine géographique de la famille	p.102
d. Engagements et préférences politiques des amis	p.104
8. Synthèse des résultats	p.105
a. Synthèse de l'analyse	p.105
b. Caractéristiques communes des militants des diverses organisations	p.107

Conclusion	p.109
-------------------	-------

Bibliographie	p.117
----------------------	-------

Annexes	
----------------	--

Introduction

Ce questionnement sur le militantisme trouve sa source dans le mouvement d'opposition à la loi dite LRU qui a touché l'université du Mirail au début de l'année universitaire, à la fin du mois d'octobre 2007. En effet, les cours n'avaient repris que depuis peu de temps lorsque l'université a été « bloquée » par des étudiants militants empêchant ainsi l'accès aux différents lieux de cours, et l'activité d'enseignement de l'université a donc été suspendue plusieurs semaines. En pleine période de réflexion sur un sujet de mémoire, cette situation ne pouvait qu'être intéressante. Il y avait des étudiants mobilisés, d'autres qui les rejoignaient, d'autres encore qui s'opposaient à eux. Des assemblées générales avaient lieu, des manifestations et autres actions, une occupation du bâtiment de l'Arche qui avait été transformé en un quartier général du mouvement, lieu des « A.G », mais aussi lieu de vie, des militants dormant sur place, y mangeant, y faisant la fête. Des tensions aussi, des énervements, de la violence, verbale et physique, des dégradations. L'université du Mirail avait changé. Elle n'assurait plus de cours, la majorité des étudiants la désertait, elle avait perdu son calme, sa quiétude étudiante, les activités sportives et culturelles étaient en pause. L'université semblait en état d'hibernation. Cette situation offrait donc un lieu d'observation original, ce changement était propice à la réflexion et à la révélation de phénomènes et de situations qui en temps normal passaient inaperçus.

Lorsque le militantisme est évoqué, on peut avoir tendance à penser ce sujet de façon structurelle. Dans un pays comme la France, où les organisations ont une grande importance, les groupes, les structures peuvent rapidement venir à l'esprit lorsqu'on parle de militants ou de syndicats. En effet, il est courant que les militants eux-mêmes se revendiquent de leur groupe lorsqu'ils s'expriment dans les médias ou défilent dans les rues avec autocollants et drapeaux aux couleurs de leur organisation. D'ailleurs, lorsqu'un militant s'exprime dans les médias, on attend de lui qu'il s'exprime en tant que membre de l'organisation X, et non en tant que monsieur Y accessoirement membre de l'organisation X. Cette situation ne doit rien au hasard, puisque la France est un pays centralisé depuis des siècles, il devient naturel de recourir au mode de pensée dominant, surtout sur un sujet aussi particulier, et tant lié à la centralisation, que la politique et

l'engagement politique. Ceci n'est pas la seule raison, puisque le grand réservoir de militants qu'a été le Parti Communiste suivait la même logique d'organisation forte et de centralisation. La littérature peut donner un exemple de cette situation, le personnage de Brunet par exemple dans *Les Chemins de la liberté* de Sartre dit page 1422 : « *Je suis un militant et je n'ai jamais perdu mon temps à faire de la haute spéculation politique, j'avais mon boulot et je le faisais. Pour le reste, je me faisais au comité central et à l'URSS, ce n'est pas aujourd'hui que je vais changer* », ou encore page 1449 : « *Quand on entre au Parti, il n'y a plus que le Parti qui compte* ».

Aujourd'hui, le Parti Communiste a perdu de son influence, et l'URSS a disparu. L'explication structuraliste semble donc limitée pour des étudiants qui prennent la décision de s'engager dans différents groupes militants dans leur université, à Toulouse en particulier, étudiants qui ensuite peuvent passer à l'action de façon visible. Ces étudiants ne suivent pas la logique de la masse, n'agissent pas normalement en s'engageant, au contraire, ils sont un nombre restreint à suivre ce chemin. En nous intéressant au militantisme, nous nous intéressons plus largement à un des fondements théoriques de notre société qui se veut démocratique. Le militantisme est en effet un acte fort dans le processus politique. En militant, des personnes s'engagent au nom de valeurs, défendent un idéal et des orientations qu'ils estiment justes et légitimes, il fait acte de citoyenneté. D'une certaine manière, ces étudiants revendiquent leur qualité d'acteur, de maître de leur existence face à la masse des étudiants qui ne s'engage pas, et qui en partie se désintéresse totalement de la question politique.

Néanmoins, le militantisme traverse une période difficile. Les valeurs qu'il représente ne sont plus à la mode. En effet, les conséquences de l'individualisme et de la mondialisation semblent l'affaiblir, et lui ont porté des coups sévères comme le laisse à penser la diminution des effectifs des militants mais surtout la perte d'influence qu'ont les organisations au sein de la société et dans les négociations avec le pouvoir. Nous pouvons prendre l'exemple de la cogestion du système social, entre les grandes fédérations syndicales et l'Etat, qui est un des fondements de notre société française contemporaine. Ce modèle social, mondialement réputé se rétracte progressivement, suivant des considérations pécuniaires. Les fédérations syndicales qui auraient pour but de le défendre acceptent ou subissent cet état de fait, mais ne semblent pas réussir à proposer une alternative. Une société individualiste, matérialiste, désenchantée n'est pas forcément le meilleur terrain pour le militantisme. De nombreux auteurs, dont des sociologues, ont publié des recherches et des essais, présentant la force du système des dominants et l'impuissance ou la faiblesse de ses adversaires, pour expliquer l'évolution que nous connaissons dans nos sociétés occidentales.

Et pourtant, comme l'a étudié Jacques Ion (2001, p.11) notamment, le militantisme n'est pas mort, l'engagement associatif se développe, le militantisme se transforme, il évolue. Les gens s'engagent désormais de façon plus courte, plus personnelle, sur des sujets qui les touchent et veulent des résultats concrets. Ils sont les cerveaux de leur engagement et peuvent « papillonner », participer à diverses manifestations, défendre différentes causes, de façon autonome et réfléchie. La situation présentée par Sartre n'est plus à la mode. À la lutte globale, politique pour un monde meilleur se serait substituée une lutte locale, associative pour une vie plus agréable. En suivant cette explication, les militants des différentes organisations politiques et « syndicales » présentes sur les campus universitaires apparaissent d'une certaine manière en opposition avec une dynamique en marche, et en exagérant nous pourrions même les voir comme des dinosaures étant le résultat de formes dépassées du militantisme. En effet, en cette période de défiance de la population vis à vis de la politique, se battre pour un projet de société sur un campus universitaire, qui devient de plus en plus un lieu de formation professionnel, est une activité à priori laborieuse qui n'assure pas d'être payée en retour.

Nous arrivons donc à la question de départ de notre enquête. Pourquoi quelques étudiants agissent-ils de façon différente à la masse, et s'engagent-ils dans des associations étudiantes à l'université, alors que nombreuses sont les explications présentant une certaine irrationalité dans cette démarche. Pourquoi consacrent-ils un temps important à une activité qui apparaît comme inintéressante au plus grand nombre? Dans une société égoïste, il apparaît plus important de veiller à son intérêt personnel et à son amélioration, alors que le militantisme semble être une activité altruiste, au service des autres. Dans un monde capitaliste, tout travail mérite salaire, alors que l'engagement militant est gratuit, bénévole. Les militants seraient-ils donc des marginaux, totalement déconnectés des logiques de notre société, ou au contraire auraient-ils un intérêt déterminant dans leur engagement? Le cas échéant, le militantisme deviendrait un acte hautement rationnel, logique. Il ne resterait plus qu'à trouver ses finalités, les objectifs qu'ont les individus en y participant, qu'ils soient déclarés ou cachés, conscients ou inconscients.

Première partie : Approche théorique de l'engagement militant

Le militantisme est « *l'attitude des personnes qui militent activement dans une organisation, un parti politique, un syndicat* ». L'adjectif et le substantif militant ont plusieurs définitions qui sont: « *qui combat, qui lutte; qui cherche par l'action à faire triompher ses idées, ses opinions; qui défend activement une cause, une personne; qui milite dans une organisation, un parti, un syndicat* ». L'engagement est un terme qui a plusieurs définitions, celle qui nous concerne ici est : « *participation active, par une option conforme à ses convictions profondes, à la vie sociale, politique, religieuse ou intellectuelle de son temps.* »¹

I. Les raisons qui expliquent l'engagement

L'engagement militant peut être expliqué grâce à une multitude de raisons différentes. En effet, un nombre important de travaux, sociologiques notamment, a déjà été réalisé sur le sujet. En fonction de la méthodologie employée, des axes de recherche, du courant de pensée dominant, chaque auteur est susceptible de trouver de nouvelles explications, au moins partielles à l'engagement d'une personne. Néanmoins, nous ne pouvons oublier que l'intention n'explique jamais totalement le choix.

1. Le pouvoir que confère la politique

Dès l'origine de la sociologie, le thème de l'engagement est abordé, via celui de la politique. Pour Weber, dans le savant et le politique (1994, p.126), l'engagement politique n'est pas anodin, il révèle une volonté de pouvoir :

« Tout homme qui fait de la politique aspire au pouvoir - soit parce qu'il le considère comme un moyen au service d'autres fins, idéales ou égoïstes, soit qu'il le désire « pour lui-même » en vue de jouir du sentiment de prestige qu'il confère ».

Cette volonté de pouvoir qu'évoque Weber peut avoir, des finalités diverses, altruistes ou égoïstes, ceci dépendant sans doute de l'état d'esprit de la personne. Cette volonté de pouvoir peut être

1 Définitions provenant du dictionnaire en ligne du CNRTL

notamment liée au fait que comme l'indique Offerlé :

« Les individus qui se mobilisent sont les « dominants parmi les dominés ». En effet, des ressources mais aussi des compétences sont nécessaires pour mener un mouvement ² ».

Donc, le fait de s'engager pourrait être vu comme une volonté de perpétuer la situation actuelle de domination, en assurant de meilleures perspectives à l'individu que celles qu'il aurait en ne s'engageant pas. Cette explication est confirmée par Weber (op. cit., p.143),

« Ainsi, les partis apparaissent de plus en plus aux yeux de leurs adhérents comme une sorte de tremplin qui leur permettra d'atteindre cette fin essentielle : assurer l'avenir ».

Il peut donc y avoir une volonté de profiter du pouvoir de l'organisation. Nous pouvons aussi imaginer que rencontrer des personnes disposant du pouvoir puisse être intéressant pour l'individu. La recherche du pouvoir peut donc prendre plusieurs formes, et être soit directe, soit indirecte.

D'autres auteurs reprennent cette idée que l'engagement puisse être motivé par intérêt, pour profiter d'avantages qu'apporterait le militantisme. Howard Becker notamment avec sa notion de « *side bet* », de pari. En suivant ce raisonnement l'engagement serait un pari que ferait l'individu, un pari sur le futur, donc un investissement³. Ce pari est renforcé si l'objectif est en partie ou totalement atteint, notamment dans le cas de l'obtention de responsabilités au sein de l'organisation ou de pouvoir politique. L'engagement deviendra plus fort, et il est possible que cela rende également le pari plus ambitieux⁴. En s'engageant, le militant espère donc peut être un bénéfice ultérieur qui compenserait le risque pris par l'engagement et l'investissement.

Daniel Gaxie pense lui que les partis sont très attractifs et dresse une liste des incitations qu'ils proposent :

« Postes de responsabilité, emplois permanents, mais aussi acquisition d'une culture, d'un capital social pouvant avoir une rentabilité professionnelle, des positions de visibilité en tant qu'expert d'organisation⁵ »

Néanmoins, Gaxie ne s'arrête pas à ces attraits, il en évoque aussi d'autres beaucoup plus émotionnels, intéressants au niveau de l'intégration sociale.

L'engagement peut être, consciemment ou inconsciemment, le fruit d'un calcul sur le long terme pour pouvoir préparer des bénéfices ultérieurs, qui peuvent être comme nous venons de le voir, quantifiables en équivalent monétaire, mais aussi d'autres qui sont difficilement quantifiables, parce que plus psychologiques.

2 cf. Michel Offerlé, cité par Lilian Mathieu, 2004, p. 21

3 cf. Howard Becker, cité par Pascal Marchand (1993, p.43)

4 cf. Howard Becker, cité par Pascal Marchand (1993, p.76)

5 cf. Daniel Gaxie, cité par Erik Neveu (1996, p.78)

2. L'épanouissement et l'émancipation

Ces bénéfices peuvent sans doute être de plusieurs sortes, en effet, si la vision de Weber semble présenter des militants intéressés sur des questions matérielles et de situation, nous pouvons aussi imaginer que le militantisme puisse apporter des bénéfices plus personnels, en matière d'épanouissement notamment.

« L'association leur (aux militants) apporte l'expérience de l'action collective, l'ouverture, les perspectives d'avenir... C'est une activité « passionnante », mais « prenante » disent-ils. Exigeante car « ça prend du temps » et « ce n'est pas évident de gérer ». Elle reste d'abord une expérience enrichissante pour les individus, car l'association peut permettre « un épanouissement ». (Dan Ferrand-Bechmann, 2004, p. 39)

Cette citation combine les deux possibilités. Non seulement l'engagement offre des perspectives dans le futur, mais permet en plus un épanouissement. Il est possible que la base de ces deux bénéfices soit « l'expérience enrichissante » et que tous ces bénéfices soient liés les uns aux autres. L'engagement permettrait donc le développement de la personnalité du militant. En suivant Dewey nous pouvons même aller plus loin et avancer que :

« Parce que l'individu est un produit social, il ne peut pas réaliser son affirmation de soi sans un engagement dans l'espace public ⁶».

La participation à une association serait donc nécessaire à l'épanouissement de la personne. En suivant ce raisonnement, le militantisme ne devrait pas être vu comme un acte marginal, presque anormal, mais comme un passage obligé dans la construction identitaire. Ceux qui d'une manière individualiste ne s'engagent pas dans l'espace public, ne pourraient ainsi pas développer leur personnalité de façon satisfaisante.

Cette vision est donc différente de celle développée dans le point précédent. Il n'y a plus de volonté calculatrice d'un gain possible, au niveau de la situation par exemple. Le gain se situe sur un autre registre, personnel, voir spirituel et est non quantifiable. Leon Festinger et James Carlsmith vont même jusqu'à parler de « sacrifice », dans le sens où le militantisme peut apparaître chez certains militants comme un « don »⁷.

Venir à Toulouse, à l'université, peut représenter dans cette optique un moment important

6 cf. John Dewey cité par Irène Pereira, 2007, p.97

7 cf. Leon Festinger et James Carlsmith, cités par Pascal Marchand (1993, p.47)

dans la construction de la personnalité des étudiants. En effet, cette entrée à l'université se fait généralement autour de la majorité, l'étudiant devant alors désormais assumer et accepter d'être considéré comme un adulte, situation nouvelle, et d'entrer dans un nouveau monde de représentations auquel il n'a pas forcément été préparé. Comme le présente Park, l'étudiant (en arrivant en ville tout comme avant lui les ruraux quittant leur campagne) devra désormais construire sa propre personnalité et affirmer ses choix dans ce nouvel univers.

« La ville est le laboratoire de l'émancipation, la confrontation à l'autre, en soi ou au dehors, se mue en matrice de la création de soi de l'individu⁸ ».

L'épanouissement et l'émancipation peuvent être facilités en étant entouré de personnes ayant les mêmes valeurs et les mêmes représentations.

3. Intégrer un cercle social

En suivant l'idée de la citation de Park, en arrivant à Toulouse, l'étudiant étranger à l'agglomération (situation qui est celle de la majorité des étudiants), va donc se retrouver en confrontation avec d'autres, dans un nouveau monde inconnu. Pour se rassurer, il est envisageable qu'il essaye de se rapprocher d'autres personnes lui ressemblant, et ainsi d'intégrer un groupe, un cercle social.

« Le cercle social est un ensemble d'individus, ne se connaissant pas forcément mais ayant en commun des codes, règles, représentations, symboles. L'appartenance au cercle se manifeste grâce à des pratiques, des comportements.⁹ »

Cette idée de la sécurité est reprise par Le Breton lorsqu'il parle du comportement connu, Si la personne peut évoluer dans un univers où elle pourra utiliser ses codes, de langage notamment, ceci lui apportera une certaine sécurité grâce à « l'univers connu » qui en découle, mais aussi aux « attitudes prévisibles » des autres personnes.

« Les significations plus ou moins partagées au sein d'un groupe délimitent un univers de comportements connus, elles classent les objets en catégories compréhensibles et inépuisables pour ceux qui connaissent les codes » (2004, 49)

« La connaissance du langage, le partage d'un code, n'implique pas seulement une pensée commune, mais aussi une série d'attitudes envers le monde, des dispositions mutuellement

8 cf. Robert E. Park cité par David Le Breton, 2004, 31

9 cf. Alain Degenne cité par Philippe Warin, 1995, p. 95

prévisibles. » (2004, 50)

Kropotkine reprend l'idée de l'épanouissement au sein du groupe, en ajoutant que celui-ci passerait par « *une parfaite identification* » de la personne avec son entourage. Ceci tendrait à confirmer l'idée précédente en ajoutant que l'utilisation de ses codes est pour l'individu un des moyens de s'épanouir, en vivant intensément.

« *Vivre d'une vie intense étant le but de chaque individu, il trouve la plus grande intensité de la vie dans la plus grande sociabilité, dans la plus parfaite identification de soi-même avec tous ceux qui l'entourent.*¹⁰ ».

Jacques Ion et Michel Peroni indiquent eux aussi que l'intégration à un groupe peut être une bonne chose pour l'épanouissement, et que les individus ne doivent plus effacer leur personnalité en s'engageant, comme cela a pu être le cas dans le passé, mais au contraire l'engagement doit permettre de rester soi, et donc de renforcer cette personnalité.

« *L'association avec d'autres ne doit pas impliquer la renonciation à rester soi-même mais au contraire le permettre*¹¹ ».

Donc pour l'individu chercher des gens qui lui ressemblent, qui partagent ses valeurs et ses codes, aurait un but à la fois de protection et d'épanouissement. Afin que cette situation dure, il faut entretenir le lien social, le renforcer et le faire perdurer.

4. Renforcer le lien social

Nous pouvons envisager que l'épanouissement passe par un côté ludique, comme le suggère Jacques Ion (2002) :

« *Lors des grèves lycéennes, il y a une volonté d'être ensemble, de faire la fête* »

Certains militants participeraient donc à des actions, pour « *faire la fête* ». Cette pratique est sans doute marginale auprès des militants « réguliers » du fait des contraintes liées au militantisme qui sembleraient donc nécessiter une volonté première plus « sérieuse », mais elle peut être explicative de l'engagement temporaire, lors des grèves, des mouvements sociaux, d'un certain nombre de lycéens, et sans doute d'étudiants. L'autre idée de Ion est une volonté « *d'être ensemble* ». Cela peut être entendu comme une volonté de créer du lien social, comme cela a été évoqué précédemment, mais aussi de renforcer des liens préexistants. Dans ces conditions, une des finalités de ce type de

10 cf. Pierre Kropotkine cité par Irène Pereira, 2007, p.96

11 cf. Jacques Ion et Michel Peroni cités par Jacques Ion, 2001, p.19

militantisme, serait de créer une occasion, grâce à laquelle cet objectif personnel pourrait être atteint.

Le renforcement de l'intégration sociale peut prendre plusieurs formes dans un groupe militant. Mais il est notable que la bonne humeur et la complicité sont nécessaires pour dépasser un certain stade relationnel. Nous avons évoqué Daniel Gaxie précédemment en disant qu'il présentait d'autres attraits des organisations que celles présentées alors. Il s'agit de :

« L'émotion partagée que peut apporter la tension du collage d'affiche en période électorale, la chaleur du "pot" d'après réunion, le sentiment gratifiant de participer à un juste combat, d'appartenir à une grande famille qui donne sens à toutes les facettes de la vie sociale¹² ».

Vivre des situations « dangereuses » ou vues comme telles, passer des bons moments, envisager les collègues militants au-delà de ce seul rapport et entrer avec eux dans une relation « familiale » sont assurément des actes qui ont un grand pouvoir de rapprochement et de consolidation des rapports.

Hirschmann nous indique d'ailleurs, en parlant du pèlerinage, qui peut représenter une métaphore du militantisme, que *« les risques et l'inconfort du pèlerinage ne s'imputent pas en négatif sur le sens de son [le pèlerin] expérience, mais y ajoutent¹³ »*. Le partage d'émotions fortes, de situations originales, mêmes si elles sont difficiles, est donc un facteur puissant et non négligeable pouvant donner envie au militant de poursuivre et intensifier son engagement.

Il est envisageable que la finalité inconsciente de ces actions joyeuses ou palpitantes soit une nouvelle fois l'épanouissement engendré par des relations sociales fortes, voir intenses, alors qu'à priori l'action militante n'est pas réalisée pour ce genre d'objectifs. Une citation de Becker (1960) illustre bien cette situation :

« Les individus poursuivent souvent une ligne d'action pour des raisons tout à fait étrangères à l'action elle-même. »

Un certain nombre d'actions devraient donc être expliquées par des raisons tout à fait étrangères à ces actions. Ceci pourrait expliquer que la majorité des raisons au militantisme évoquées jusqu'à présent n'entrent pas dans des explications « traditionnelles », liées au militantisme lui-même, et pousse à chercher au moins une partie des réponses hors de ce cadre.

S'il existe des raisons extérieures, il existe aussi bien entendu des raisons liées à l'action militante elle-même, la lutte.

12 cf. Daniel Gaxie, cité par Erik Neveu (1996, p.78)

13 cf. Albert Hirschmann, cité par Erik Neveu (1996, p.79)

5. Lutter, pour se protéger, pour une cause, pour des valeurs

La relation avec le monde peut être une raison de l'engagement militant. En effet, la société moderne exerce un certain nombre de contraintes sur l'individu, ce qui peut engendrer une réaction vis-à-vis de cette société, et une volonté de changement. Nous pouvons trouver chez Simmel la première idée, et imaginer que l'individu en plus de se fermer sur lui-même pour se protéger, lors de ses interactions « superficielles » quotidiennes, s'ouvre d'un autre côté à des personnes de confiance pour des raisons évoquées précédemment, mais aussi peut-être pour essayer de modifier un système vu comme contraignant.

« La superficialité des relations sociales apportait un « droit à la méfiance », une distance intérieure s'imposant à chaque citoyen pour ne pas être broyé par la densité nerveuse de la ville ¹⁴ »

Simmel indiquerait donc que la ville est une sorte de structure nocive pour la personnalité, qui l'écraserait, la broierait, à cause de la présence et de l'influence d'une multitude d'autres personnes, et que le seul moyen de s'en prémunir serait de se créer une sorte de bulle personnelle qu'il faudrait garder fermée aux autres pour préserver son individualité propre. D'une certaine manière, les systèmes médiatiques et économiques peuvent être vus de la même manière oppressante aujourd'hui. Et une des manières de se prémunir de cette uniformisation voulue par ces systèmes, serait d'entrer dans la marginalité, de s'opposer à eux dans des structures ayant ce but alternatif. Devenir militant permettrait donc de protéger sa personnalité, de rester soi-même.

Weber (1994, p.137) résume assez bien les idées que nous avons évoquées, en y ajoutant la lutte pour « la cause », qui pourrait être une des premières motivations qui viendraient instinctivement à l'esprit pour expliquer l'engagement militant. Il ajoute que cette cause est très importante, puisqu'elle va jusqu'à donner un sens à la vie du militant.

« Il y a deux façons de faire de la politique. On bien on vit « pour » la politique, ou bien « de » la politique. Cette opposition n'a absolument rien d'exclusif. Bien plutôt on fait en règle générale les deux à la fois, idéellement certes, mais aussi la plupart du temps matériellement. Celui qui vit « pour » la politique fait d'elle, dans le sens le plus profond du terme, le « but de sa vie », soit parce qu'il trouve un moyen de jouissance dans la simple possession du pouvoir, soit parce que cette activité lui permet de trouver son équilibre interne et d'exprimer sa valeur personnelle en se mettant au service d'une « cause » qui donne un sens à sa vie. C'est en ce sens profond que tout homme sérieux qui vit pour une cause vit également d'elle »

14 cf. Georg Simmel cité par David Le Breton , 2004, p. 118

En allant jusqu'à donner un sens à la vie, la cause a donc atteint une importance capitale pour le militant, dans le sens que se battre pour elle participe incontestablement aussi à l'épanouissement. Cette cause peut aussi être un moyen de réenchanter le monde, face au désenchantement causé par la société moderne, d'avoir un idéal face à un monde calculé et sans place pour le rêve.

La cause permet aussi comme l'indique Erik Neveu (1996, p.81) un renforcement de l'identité. En effet, cette cause est vue comme « *transcendant la biographie individuelle* », et grâce à elle le militantisme constituerait « *une forme d'institution de réassurance permanente d'une identité valorisante* ». Cette identité forte, valorisée, peut être revendiquée, clamée. L'engagement devenant alors une source de fierté. La mobilisation étant généralement en rapport avec l'identité, des personnes qui auraient honte de leur identité ou qui ne voudraient pas l'afficher, auraient donc peu de chance de s'engager.

Les raisons pouvant expliquer l'engagement jusqu'à présent, sont plus reliées à l'individu lui-même, sa personnalité, sa psychologie. Il existe bien entendu aussi des explications plus structuralistes, le milieu d'origine, l'entourage, les amis ont une influence non négligeable.

6. Influences structuralistes

Une des raisons qui viendrait spontanément à l'esprit si nous devons trouver des raisons à une activité militante, serait sans doute l'influence familiale, il est probable qu'un parent militant, ait une influence sur ses enfants. Mathieu (2004, p.75) nous le confirme, et va même plus loin:

« L'engagement présent suit souvent un engagement passé. L'influence de la famille, et notamment des parents peut être grande dans cette culture militante [...] de même que des connaissances de membres d'un groupe ».

Connaître des militants jouerait donc un rôle important. Par extension, nous pouvons imaginer que tout l'entourage de la personne puisse être un facteur déclencheur, grâce aux relations et aux opinions qu'il pourrait apporter. Cette phrase pourrait aussi être entendue dans le sens où, une fois le cap passé de l'entrée en militance, les engagements se succéderaient plus facilement qu'auparavant, puisque l'engagement antérieur pourrait être alors explicatif des nouveaux. D'une certaine manière, la personne aurait mis le pied à l'étrier du militantisme, et celui-ci l'amènerait à de nouvelles vocations. Une autre explication de la multiplicité possible des engagements est que de fil en aiguille, le militantisme amène probablement à rencontrer d'autres militants, venant parfois d'autres

groupes, et ceux-ci peuvent avoir une influence pour provoquer le déclic d'un nouvel engagement. Hirschmann indique d'ailleurs que le surengagement peut être fatigant étant ainsi être une des raisons explicatives du désengagement¹⁵. Le militant doit donc en quelque sorte ne pas être débordant d'une énergie militante incontrôlable et s'engager de façon excessive, sous peine d'y perdre toute énergie, et peut-être même d'être dégoûté du militantisme.

Bien entendu, nous pouvons aussi reprendre la théorie de l'habitus pour expliquer les influences que peut subir la personne et qui l'amèneraient à s'engager, puisque la socialisation primaire de l'enfance et de l'adolescence joue un rôle important dans la confection de l'habitus personnel. En conséquence, il est probable qu'un étudiant ayant une famille militante ou des influences militantes ait une probabilité plus forte de s'engager qu'un autre étudiant venant d'un milieu non militant. La socialisation secondaire de l'âge adulte joue elle aussi un rôle majeur dans la constitution de l'habitus, ceci pouvant être traduit dans notre cas de figure par les influences que peuvent jouer les amis et les connaissances militantes évoqués par Mathieu.

Comme nous venons de le constater, l'engagement militant peut donc avoir une multiplicité de raisons, certaines plus déterminées, d'autre plus liées à la construction identitaire. Il est probable que plusieurs causes entrent en jeu pour expliquer un engagement militant et que ce soit cette combinaison qui sera au final décisive. Nous pouvons pour conclure reprendre Le Breton en disant que « *le comportement individuel n'est ni tout à fait déterminé, ni tout à fait libre.* » (2004, 47) et qu'en conséquence il faille chercher les explications entre ces deux extrêmes.

II. L'action militante

L'action militante est une notion importante dans l'engagement, en effet, elle peut être liée à la notion de lutte. En effet, un synonyme de « militer » est « lutter ». Si nous reprenons la définition de militant, l'action militante serait l'action de lutte, de combat, l'action qui permet de défendre la cause, de faire triompher les idées. L'action militante serait en quelque sorte une notion qui regroupe toutes les activités de l'individu lorsqu'il milite. Cette notion pourrait donc être aussi entendue comme le « travail » du militant.

15 cf. Albert Hirschmann, cité par Lilian Mathieu, 2004, p.83

1. La communication

La communication avec « le monde extérieur » peut être considérée comme une activité importante du militant, puisque c'est d'une certaine manière -à l'exception des groupes ayant choisi la violence comme moyen d'expression- la seule méthode pour faire progresser la cause et les idées défendues, il faut sensibiliser d'autres personnes, voir les convaincre. Cette communication peut prendre différentes formes. Aujourd'hui, une grande partie de la communication politique, et des organisations politiques passe par les médias. Ces médias sont généralement reconnus comme ayant un pouvoir important sur la population. Bourdieu (1996) dans son livre sur le journalisme et la télévision explique par exemple les façons dont ce pouvoir s'exerce sur le téléspectateur. Les idées de « *fast thinking* », « *d'effet de réel* », ou de « *circulation circulaire de l'information* » vont dans ce sens et rendent d'une certaine manière l'individu qui cherche à s'informer victime des médias qui auraient le pouvoir de le manipuler. Si nous nous arrêtons là, il ne resterait plus grand chose à faire pour les militants. Si par exemple ils ne faisaient pas partie des bons groupes ou n'avaient pas les idées qui passent dans les médias, leur militantisme n'aurait aucune portée. Heureusement pour eux, et pour notre étude, ce mythe du « média tout puissant » est aussi contredit. Ignasse & Gerissel (1999, p.130) avancent en effet que « *la communication directe, lors d'interactions avec les relations, a le même poids que l'information des médias dans la formation des opinions des individus* ». Snow va même plus loin en disant que :

« *Les interactions directes sont plus efficaces que les campagnes de communication indirectes, impersonnelles pour recruter de nouveaux membres ou faire passer des informations*¹⁶ ».

Ainsi le contact en face à face, l'interaction directe serait plus efficace qu'un média pour propager des idées et pour convaincre. Nous pouvons alors comprendre la puissance donnée aux médias grâce à leur auditoire très vaste, leur régularité et leur professionnalisme dans la communication qui leur permet d'utiliser les artifices dont parle Bourdieu. Le militant ne peut lui s'adresser qu'à un auditoire très restreint, et ne peut pas être présent tous les jours à heure fixe. Il n'est pas censé être un professionnel, du moins en théorie.

Il est courant d'entendre que la société se complexifie, qu'elle évolue, que le monde bouge. Le militant, pour ne pas être dépassé et pour pouvoir jouer son rôle de façon efficace doit donc être en phase avec l'évolution de la société. Pour cela il apparaît comme indispensable de se former, et même de se spécialiser, pour permettre à l'organisation de disposer d'un panel de militants qui

16 cf. Snow David cité par Lilian Mathieu (2004, p.120)

puisse faire face au maximum de situations.

2. La formation et la spécialisation

Si nous reprenons Weber (1994, p.137) précédemment cité, nous pouvons lire :

« Celui qui vit « pour » la politique fait d'elle, dans le sens le plus profond du terme, le « but de sa vie ».

Les individus qui entrent dans ce type de militantisme doivent assurément consacrer un temps important à leur engagement, et peut-être également des ressources. Il est probable qu'une volonté de résultats et d'efficacité dans l'action soit présente dans leur esprit et qu'en conséquence ils cherchent à se former, se spécialiser, pour être les plus aptes possible à assurer leur engagement. Ion (2002) nous dit à ce sujet que « les associations se professionnalisent », ce qui peut être expliqué par Doidy : « Le militantisme nécessite, et procure un certain nombre de compétences spécialisées¹⁷ ». Donc d'une certaine manière, pour militer il faut avoir, ou acquérir des compétences grâce auxquelles le militantisme pourrait être « bien fait ». Mais à force de militer, l'individu peut acquérir de nouvelles qualités et devenir ainsi de plus en plus spécialisé, de plus en plus professionnel.

D'une certaine manière nous pouvons aller jusqu'à dire, et ce au risque de mécontenter un certain nombre de militants, que les organisations militantes utilisent là une démarche proche de celle utilisée dans le monde économique et ces associations tendraient vers le modèle de l'entreprise. C'est l'idée que défend Erik Neveu (1996, p.9)

« Une des façons à la fois de financer et de populariser une cause, passe par le développement d'une gamme de "produits" : livres, tee-shirts, imprimés, autocollants, vidéocassettes. D'autre part, certaines structures de types associatif et militant ont connu dans la période récente un processus de professionnalisation qui s'est traduit par le développement d'un corps de permanents et d'experts (juristes, communicateurs) qui aboutit à une organisation interne voisine de celle d'une entreprise de services. »

Les organisations militantes tendent donc à perdre tout « amateurisme » pour se rapprocher d'une façon de faire plus « professionnel », vue comme plus efficace. Cela peut être compris, pour les militants et les organisations qui luttent contre les pouvoirs politiques et économiques, comme la volonté de combattre l'adversaire à armes égales. Le risque existe cependant que cette influence de la forme de l'action influence à plus ou moins long terme, le fond même de l'action militante de ces groupes.

17 cf. Éric Doidy cité par Lilian Mathieu (2004, p.81)

À force de spécialisation et de formation, l'individu se constituera un capital militant. Matonti et Poupeau tentent de fournir une définition de cette notion dans les *Actes de la recherche en sciences sociales* d'avril 2005, page 6 :

« Incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir, il (le capital militant) recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines reconversions ».

Ils indiquent également la nécessité d'acquérir ces formations :

« La modification d'une partie des règles de fonctionnement du champ politique, et singulièrement du champ partisan et de ses rapports de force, rend ces apprentissages à la fois plus incertains et plus nécessaires : les « passeurs » et les lieux de la transmission, par exemple les écoles de parti, tendent à disparaître tandis que les exigences techniques auxquelles sont confrontés les militants sont de plus en plus élevées ».

Ces formations deviendraient donc de plus en plus indispensables, tendant à faire des militants des professionnels sinon des techniciens de la politique. Paradoxalement, ces auteurs indiquent aussi que la transmission de ces savoirs deviendrait plus incertaine à cause de la disparition des lieux d'enseignement traditionnels. Le militant serait donc confronté à un double dilemme, d'un côté une nécessité de formation et de spécialisation, et de l'autre des difficultés pour atteindre ce premier but. Néanmoins, ce capital serait doublement bénéfique, dans l'action militante, et ailleurs, dans « d'autres univers », ce qui représente un gain personnel pour le militant qui pourrait alors l'utiliser pour « se reconverter », pour évoluer dans d'autres domaines.

3. Le mouvement social

Lorsque l'on pense à l'action militante, l'image du mouvement social vient rapidement à l'esprit. D'une certaine manière il s'agit du « moment d'éclat » du militantisme, c'est pour ce moment-là que le militant communique durant l'année, qu'il se forme. Parce que si l'activité quotidienne du militantisme est relativement peu reconnue (malgré l'importance du temps et de l'énergie dépensés) par le grand public, le mouvement social est l'occasion d'une mise en avant des militants. Jacques Ion (2001 p.17) dit d'ailleurs que « *c'est dans l'action que les acteurs apparaissent* ».

a. Définitions

Le mouvement social peut se définir comme une action collective qui vise à infléchir une situation sociale ou politique. L'adjectif social peut aussi avoir comme sens « *relatif aux valeurs, critères, comportements, réalités concrètes engendrés par une société divisée et hiérarchisée* » et « *Relatif aux relations qu'entretiennent entre elles les différentes classes de la société, et aux problèmes qui en sont issus* » (dictionnaire en ligne du CNRTL).

Erik Neveu (1996, p.10) nous indique lui que l'action collective renvoie à deux critères :

« *Un agir-ensemble intentionnel marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une "cause"* ».

L'action collective est donc une cause plus qu'une conséquence, elle n'est pas le résultat d'un dépit, mais un moyen réfléchi et motivé.

Herbert Blumer a lui une présentation efficace de l'action concertée autour d'une cause, elle s'incarne en « *entreprises collectives visant à établir un nouvel ordre de vie*¹⁸ ».

Le mouvement social est donc une action, une initiative, regroupant un certain nombre d'individus, en vue d'apporter des modifications qui peuvent viser une politique, des comportements, des réalités, mais aussi des relations entre les différentes classes sociales.

Comme nous l'indique Erik Neveu (1996, p.6), la définition du mouvement social n'est pas évidente. Si nous savons tous ce qu'est un mouvement social pour en avoir déjà vu ou y avoir participé, peu d'entre nous seraient capables d'en donner une définition acceptable, qui ne soit pas une liste d'exemples. De plus, si nous connaissons bien les mouvements sociaux français, grâce à l'importance qui leur est accordée dans les médias notamment, saurions-nous reconnaître des mouvements sociaux d'autres cultures?

Neveu nous indique également que la culture est un facteur qui peut être important dans un mouvement social. Une volonté de changement d'un groupe, qui la met en oeuvre au niveau de ses comportements, de son habillement, par exemple, peut s'il s'étend, créer une mode et se diffuser largement, comme cela s'est produit à la fin des années soixante au sein de la jeunesse occidentale. Le mouvement social peut donc avoir des formes et des conséquences très différentes de celles que nous avons l'habitude de voir dans les médias. Jean Pierre Le Goff nous présente même une sorte de

18 cf. Herbert Blumer cité par Erik Neveu (1996, p.11)

militantisme du « bon travailleur » qui vivrait son salariat tel « *une forme d'engagement total au service d'une cause*¹⁹ ». Malgré la chute de l'URSS, le stakhanovisme ne serait donc pas mort, et pourrait être interprété comme un acte militant au même titre qu'une cessation de la production.

En conséquence, toute cause défendue par un certain nombre de personnes, quelle qu'elle soit, pourrait être assimilée ou appelée mouvement social. Des limites peuvent tout de même être posées. Touraine par exemple propose des principes.

b. Les principes du mouvement social selon Touraine

Alain Touraine qui s'est intéressé à un certain nombre de mouvements sociaux, les caractérise en trois principes²⁰:

- Le principe d'identité impose un minimum d'identité commune aux membre du mouvement, afin qu'ils puissent justement faire partie d'un groupe et avoir des objectifs communs.
- Le principe d'opposition veut qu'un mouvement social n'existe que par son opposition.
- Le principe de totalité, les acteurs ont un objectif global pour la société, et leur mouvement social s'inscrit dans cette logique, qui est proche de la « cause » évoquée précédemment.

Ces trois facteurs semblent d'une certaine manière limiter la force, le potentiel du mouvement social, en effet, le principe d'identité empêche d'une certaine manière au groupe de s'ouvrir, au-delà d'une certaine limite, alors que Mathieu (2004, p.88) indique :

« Pour peser et pour durer, il est nécessaire de constituer puis de consolider la dimension « collective » par de l'organisation et de la coalition »

Les propos de Touraine et de Mathieu semblent donc s'opposer, mais il est aussi possible qu'ils évoquent deux facettes d'une même réalité. En effet, Touraine semble évoquer davantage les conditions pour « lancer » le mouvement, les pré-requis de sa naissance, alors que Mathieu est lui dans l'optique d'augmenter la force et de renforcer le mouvement, de lui permettre de triompher.

Luc Boltanski complète l'idée d'atteindre la dimension collective en indiquant que « *son sujet doit être significatif pour un grand nombre de personnes*²¹ ». Ici aussi, l'opposition avec le principe d'identité se fait sentir, les hommes étant tous différents, il semblerait difficile d'obtenir un minimum d'identité commune à un grand nombre d'individus, alors que le sujet significatif peut être un objectif plus « réaliste ». En effet, des personnes très différentes peuvent se retrouver avec des

19 cf. Jean Pierre Le Goff cité par Erik Neveu page 9

20 cf. Alain Touraine cité par Gérard Ignasse & Marc-Antoine Gerissel 1999, p.151

21 cf. Luc Boltanski cité par Lilian Mathieu (2004, p.17)

problèmes ou des ambitions similaires, et il est envisageable que dans ce cas elles puissent se battre ensemble. Néanmoins, il est tout aussi envisageable de revenir à la théorie de Touraine et d'imaginer que ces personnes aux multiples différences ne réussiraient pas à s'entendre au delà d'un certain temps et de certains sujets et que leur collaboration ne soit que temporaire, de circonstance. Callon nous indique d'ailleurs une particularité à laquelle on ne penserait pas forcément :

« Pour qu'une organisation en réseau fonctionne, il faut que les revendications de chaque groupe soient traduites dans le langage des autres²² »

Ainsi, si un mouvement ou une organisation veut s'étendre, il devrait disposer de « traducteurs », qui pourraient exprimer les diverses revendications de façon perceptible pour les autres, perceptible dans le sens d'en transmettre l'importance dans des mondes différents. Nous pouvons ici évoquer une nouvelle fois l'habitus de Bourdieu, au niveau des registres de langage cette fois. Ces registres conditionnent en plus du vocabulaire une façon de penser. En conséquence, deux personnes ayant des habitus éloignés mais face à une même situation risquent d'émettre des diagnostics différents et pourraient donc de ne pas pouvoir collaborer, voyant des problèmes différents à une même situation.

Le principe d'opposition a lui le défaut de laisser l'initiative à l'adversaire (alors que dans tout jeu de stratégie, cet avantage est capital puisqu'il permet dans une certaine mesure d'anticiper les mouvements de l'adversaire et d'occuper les meilleures positions, il est probable que cet exemple ludique puisse être transposé à la vie réelle) et oblige d'une certaine manière à être sur la défensive, donnant le beau rôle de proposition au camp opposé.

Le principe de totalité risque lui de délaissier les situations présentes, locales pour un idéal plus lointain et plus théorique et ainsi de rebuter une partie de la population qui aurait pu soutenir le mouvement mais qui ne se reconnaît pas dans ces objectifs-là.

Le principe de totalité peut venir en complément de la lutte pour des « droits », qui entrent dans la vision d'une société idéale où ces droits seraient plus importants qu'ils ne sembleraient l'être dans la situation actuelle. Mathieu (2004, p.24) reprend aussi à sa manière l'objectif global de société :

« Les mouvements sociaux ont généralement la revendication du changement social, d'aller vers une amélioration, vers « un monde meilleur », ou contre une dégradation. »

Le « monde meilleur » peut faire partie de la vision globale, alors que lutter contre la « dégradation » pourrait être interprété comme une « vision globale d'opposition ».

22 cf. Michel Callon cité par Lilian Mathieu (2004, p.118)

c. La défense de l'intérêt général, la lutte pour des droits

L'intérêt général est une notion centrale du militantisme. Généralement, comme l'indique Sylvie Ollitrault (1996) page 79 il « *semble être un point de passage obligé pour tout groupe ayant l'ambition d'être reconnu* ». L'intérêt général est un terme que l'on peut rapprocher du « *fast thinking* » de Bourdieu (1996), qui est une expression n'ayant en soi pas de sens propre mais qui renvoie à un raisonnement, à des valeurs, à un sens fort, grâce à l'utilisation de ces défenseurs pour lui conférer toutes ces caractéristiques. Le terme « intérêt général » cache en réalité une évolution dans l'histoire depuis son apparition lors de la période révolutionnaire. Il n'est pas forcément utile ici de revenir sur cette construction, mais celle-ci est expliquée en détails à partir de la page précédemment citée. L'utiliser dans une action collective peut même parfois suffire à rendre inutile toute argumentation ou justification supplémentaire. Dans l'imaginaire, il s'agit d'une expression puissante, noble, qui s'oppose à l'intérêt particulier, personnel, qui lui est connoté beaucoup plus péjorativement, puisqu'il sous-entend que le bénéfice de quelques-uns se fasse au détriment des autres. Invoquer l'intérêt général permet donc de s'ouvrir au public encore neutre, de lui donner à penser que la lutte présente sert la collectivité et que sa réussite engendrerait une amélioration de la situation générale, donc au bénéfice du plus grand nombre. Ceci pourrait ainsi inciter ce public soit à s'engager auprès des militants, soit au moins à les soutenir.

Un des exemples que peut prendre la défense de l'intérêt général est la lutte pour l'acquisition ou la défense « de droits », qui sert souvent de moteur aux mouvements sociaux. En reprenant l'idée énoncée par Boltanski et Thévenot dans *De la justification, les économies de la grandeur*, nous pourrions analyser cette façon de faire comme la volonté pour les acteurs de s'appuyer sur une justification juridique pour mettre en avant la validité de leurs revendications. Lucas qui a été recteur d'académie à été confronté à cette situation, mais note qu'il peut être utile de connaître l'histoire des droits revendiqués pour se servir efficacement de cet argument.

« Les acteurs agissent généralement au nom de droits dont ils se prévalent, mais la connaissance de leur origine, de qui a créé ces droits et pour quelle raison, peut être utile à comprendre leur raison d'être et ainsi éventuellement aider à participer à leur défense, ou à leur amélioration » (Lucas 1997, p.18).

Néanmoins, se placer sur le terrain « juridique » comporte le problème majeur de la complexité de ce monde et nous revenons donc à la nécessité de la spécialisation des militants, faute de quoi, l'utilisation de tels arguments pourraient se révéler contre productives et décrédibiliser un utilisateur novice de telles références.

d. La reproduction des formes de l'action

Tout comme l'individu peut être d'une certaine façon prédestiné à militer (en suivant l'exemple familial par exemple), le mouvement social peut lui aussi subir une prédestination, au niveau de sa forme notamment. Lucas (1997, p.42) dans la sous partie « plateau » du premier chapitre, nous indique que lors des mouvements de protestation, les mouvements lycéens et étudiants restent dans le monde du connu, imitent les « formes classiques » d'action mais n'essaient pas d'innover, de voir plus loin ou ailleurs par rapport à ce qu'ils connaissent. Nous pourrions analyser cela en rapport avec la spécialisation nécessaire. En effet, si historiquement les structures contrôlaient les mouvements sociaux, notamment au niveau de leur forme « classique », aujourd'hui que ces structures ont moins de poids et qu'une certaine innovation pourrait apparaître, celle-ci semble absente. Il est possible que s'appuyer sur des formes éprouvées et reconnues, soit une façon d'inscrire le mouvement social dans la durée historique, de trouver dans le passé une légitimation et une stabilité, dans un monde qui change et qui efface les repères connus. Milner (2002, p.8) pense lui que la raison est autre, que la remise en question et l'innovation sont tout simplement des notions étrangères à la société française : « le savoir et l'étude n'ont pas de place naturelle dans la société française ». Cette idée est peut-être exagérée mais il est tout de même possible et envisageable qu'il y ait un manque de regard critique dans un certain nombre de situations.

e. Le mouvement social, énergie vitale de l'organisation

Paradoxalement, il y a une différence entre la théorie et la pratique. Si la théorie prône un idéal, Filleule nous informe qu'en pratique, le « carburant » des luttes reste « terre à terre ». Après avoir suivi de nombreux mouvements sociaux, il peut nous dire que « *la raison principale d'une mobilisation est matérialiste (emploi, revenu, niveau de vie...)*²³ ». Ceci peut être envisagé comme étant une conséquence du manque de « traducteurs » des revendications plus théoriques et ainsi d'évoluer sur un terrain plus proche des militants, de leurs revendications quotidiennes.

Cette question de l'argent touche aussi les organisations elles-même. Organiser un

23 cf. Olivier Filleule cité par Lilian Mathieu (2004, p.31)

mouvement social engendre des dépenses, John McCarthy et Zald Mayer nous indiquent à ce sujet:

« Le financement est très important et rare. Son obtention crée de la concurrence. C'est sa présence ou son absence qui détermine l'engagement²⁴ »

Sans financement une organisation sera empêchée d'agir, trouver des ressources est donc une mission prioritaire et cela crée de la concurrence avec les autres associations et organisations.

L'image doit jouer un rôle prépondérant dans cette lutte, et il est possible en conséquence que certains mouvements sociaux aient comme réelle finalité d'assurer des revenus. Gaxie nous dit à ce sujet :

« Accepter que le militantisme se ralentisse, c'est interrompre les satisfactions qui en sont retirées et risquer à terme de perdre des adhérents. [...] Tout un pan du "métier" de militant et d'organisateur consiste à entretenir cet activisme et ses satisfactions, à créer des interactions qui "mouillent" les agents mobilisés, fasse primer un impératif de solidarité sur les intérêts individuels et pousse ainsi vers le fonctionnement en "surrégénérateur" de nouveaux contingents de militants²⁵ ».

L'effet « surrégénérateur » s'applique surtout en politique dans les organisations révolutionnaires.

Un mouvement social, est donc un moment extrêmement important pour une organisation. Il permet à la fois de garder les militants en leur « donnant de l'action », mais aussi d'en recruter de nouveaux. Sachant que les militants sont ceux qui font tourner l'organisation et qui apportent une part non négligeable des contributions financières, la structure militante a donc besoin de garder son « essence » et de la renouveler. Il est alors vital que les mouvements sociaux soient nombreux et aient une certaine fréquence, faute de quoi le risque de disparaître « par manque d'activité » est important.

f. Le désengagement

Enfin nous pouvons parler du désengagement qui peut survenir pour différentes raisons comme l'indique Hirschmann :

« Le désengagement des militants peut survenir après l'obtention des revendications, l'évolution désapprouvée du mouvement, l'épuisement suite au surengagement²⁶ »

Cette information peut être complétée Jack Goldstone qui nous apprend lui que :

24 cf. John McCarthy et Zald Mayer cités par Mathieu (2004, p.89)

25 cf. Daniel Gaxie, cité par Erik Neveu (1996, p.79)

26 cf. Albert Hirschmann cité par Mathieu (2004, p.83)

« *C'est au fil des revendications satisfaites que les positions se radicalisent*²⁷. »

Nous pouvons donc envisager qu'il existe deux grands types de militants au niveau de l'engagement, ceux qui s'engagent dans le temps, de façon pérenne, et ceux qui s'engagent épisodiquement, pour une cause qui les touche par exemple. Ces premiers seront sans doute davantage touchés par le surengagement et la fatigue alors que les autres risquent plus d'être sensibles à l'arrêt après des gains satisfaisants et par la désapprobation des nouvelles orientations. Nous pouvons interpréter le durcissement des mouvements au fil des avancées à la suite du départ progressif des militants « de passage » qui peut avoir pour conséquence de donner un poids démographique de plus en plus important aux militants de longue durée, qui eux ont un objectif plus global, une « cause » à défendre.

Comme nous avons déjà pu le remarquer précédemment, l'action militante n'est pas quelque chose de facile, d'évident à mener. Nous avons déjà évoqué en présentant l'action militante, un certain nombre des problèmes qui peuvent s'y poser directement. D'autres problèmes trouvent eux leur source dans les structures de la société et dans les rapports de domination.

III. Les difficultés de l'action militante

Si l'action militante est généralement « contre », nous nous devons d'évoquer l'adversaire. Celui-ci est généralement présenté sous le terme générique de « dominant », et les individus « normaux » étant les *dominés*. Les dominants seraient une sorte de « big brother » invisible, dont on remarque l'existence grâce aux conséquences de leurs actions et des outils qu'ils utilisent. Les rouages de la société sont généralement vus comme étant à leur avantage, et donc d'une certaine manière leur oeuvre ou celle de complices. De nombreux sociologues se sont intéressés aux contraintes et aux dominations qui s'exercent dans la société. Celles-ci sont généralement vues comme fortes, difficiles à ébranler ou à briser. Avec humour, Goffman annonce la couleur de la difficulté de la lutte contre l'aliénation :

« *Celui qui voudrait lutter contre l'aliénation et éveiller les gens à leurs véritables intérêts aura*

27 cf. Jack Goldstone cité par Mathieu (2004, p.22)

fort à faire, car le sommeil est profond²⁸ »

Les gens seraient donc endormis. Nous pouvons trouver plusieurs raisons à cela.

1. La violence symbolique

La « violence symbolique » de Bourdieu (1990, p.23) regroupe tout un ensemble d'éléments:

« Les mécanismes invisibles aux yeux du public, la contribution des dominés à leur propre domination, les mécanismes sociaux favorables aux dominants et donc défavorables aux dominés, la manipulation des représentations qui fausse le jugement sur les raisons de la domination et qui empêche les dominés de s'attaquer à la base du problème et donc de le résoudre, le capital culturel qui est une des composantes essentielles de la reproduction de situations inégalitaires, par l'intermédiaire de l'éducation notamment »

Le risque serait donc grand, de se tromper de cible en ayant le jugement faussé et ainsi de rendre la lutte vaine. Il ajoute d'ailleurs à ce sujet, page 20 que pour mener une lutte efficace, il faut commencer par se purger des fausses représentations que nous avons en nous, afin de pouvoir percevoir avec justesse la situation. Il faudrait donc, avant de commencer toute action ou même réflexion, prendre conscience que nos représentations seraient faussées, et les rectifier, afin de pouvoir analyser la situation de façon neutre et objective.

Les médias sont généralement reconnus comme étant des acteurs centraux pour inculquer à la population des fausses représentations, et donc d'une certaine manière des agents de la domination symbolique.

2. Le pouvoir des médias

Les médias, et notamment la télévision, peuvent être des outils puissants aux mains des dominants pour imposer cette violence symbolique et ces fausses représentations. Bourdieu (1996) nous présentent deux des armes utilisées par les médias et la télévision en particulier :

- Premièrement page 20, l'effet de réel : il s'agit de ne montrer qu'une partie de la réalité et de donner à penser qu'il s'agisse de la totalité. Cet effet de réel est amplifié par la circulation

28 Erving Goffman cité par David Le Breton (2004, p.104)

circulaire de l'information qui signifie que tous les médias traitent des mêmes informations au même moment et de façon continue. Il s'agit donc d'une forme poussée de manipulation, puisque les dominants font croire à la liberté, grâce aux informations qui se diffusent, mais au final ce sont les mêmes informations qui reviennent sans cesse, donnant l'illusion de l'abondance de l'information, alors qu'en vérité les informations essentielles, celles qui permettraient d'analyser les situations de façon objective grâce à la pluralité des points de vue demeurent cachées, étouffées par le flot de la désinformation.

- Ensuite page 30, le « fast thinking » qui consisterait à traiter rapidement les sujets proposés, à l'aide d'expressions ou de mots renvoyant directement à l'idée ou à la personne à laquelle elles se réfèrent. Les problèmes sont donc présentés de façon simpliste et les solutions proposées comme évidentes, allant de soi. En conséquence, le public s'habituerait à cette apparente « simplicité » et dénigrerait les explications profondes et les débats d'idées. Ceci est un bon moyen pour faire disparaître la critique construite, mais aussi d'imposer son terrain. En effet, grâce à l'effet de réel et à la circulation circulaire de l'information, les idées « officielles » défendues par les médias seraient diffusées largement, présentées. Au contraire, l'opposition à ces idées ne disposerait que de peu de temps, puisque les arguments devraient être brefs, et le risque serait grand de voir ces arguments décrédibilisés parce que manquant d'explications et apparaissant comme caricaturaux.

Jacques Gerstlé (2003) porte lui aussi un regard critique sur la possibilité de s'opposer au pouvoir des dominants qui contrôlent les sujets qui seront abordés, le calendrier, l'information et la communication autour de ces sujets, ainsi que la visibilité des différents problèmes. Il ajoute que « *les préférences du public ne sont plus authentiques mais construites* », de même que la fameuse « opinion publique » grâce à la manipulation des cadres interprétatifs. En imposant une façon partisane de voir une situation, on dispose d'un outil efficace pour orienter les opinions. Le contrôle de l'information est crucial dans la manipulation :

« Si elle [l'information] est faible, partielle, la domination sera facile et donc forte, si au contraire elle est importante et rigoureuse, le contrôle citoyen pourra être important et ainsi retourner le rapport de force en mettant la pression sur les dirigeants ».

Il est donc de l'intérêt des dominants de fournir l'information la plus parcellaire, tronquée et à leur avantage possible, afin d'empêcher le contrôle populaire de leurs actions et qu'il puissent ainsi agir à leur guise.

Les médias de « masse », par leur large fréquence de diffusion et par le message unique

qu'ils peuvent véhiculer, sont susceptibles de participer à la création d'une société uniformisée, où les individus tendraient de plus en plus à se ressembler, au niveau des représentations et des objectifs notamment.

3. L'unidimensionnalisation de la sociétés

Le comportement unidimensionnel a été présenté par Marcuse. Les idées que nous présentons ici sont issues de son ouvrage *L'homme unidimensionnel* (1964).

Ce comportement naît lorsque les membres des différentes catégories sociales ont les mêmes envies, les mêmes comportements, les mêmes besoins. Ceux-ci sont ceux de la classe dominante, qui apparaissent comme avantageux, enviabiles au plus grand nombre, mais en définitive au bénéfice de la minorité dirigeante. Les vrais besoins sont les besoins « *vitaux* » (p.31)

« Faire ou ne pas faire, utiliser ou détruire, posséder ou rejeter quelque chose sont pris comme des besoins, à partir du moment où ce sont des nécessités et des besoins pour les institutions et les intérêts dominants » (p.30)

« Si l'ouvrier et son patron regardent le même programme de télévision, si la secrétaire s'habille aussi bien que la fille de son employeur, si le Noir possède une Cadillac, s'ils lisent tous le même journal, cette assimilation n'indique pas la disparition des classes. Elle indique au contraire à quel point les classes dominée participent aux besoins et aux satisfactions qui maintiennent les classes dirigeantes » (p.33)

De plus, les dominés oublient leur situation en imitant, voir singeant les comportements et codes des dominants et de ce fait ne pensent plus à remettre en question un système qui les défavorise, ils iraient même jusqu'à s'épanouir dans l'asservissement.

« Toute libération implique qu'on prend conscience de la servitude et cette prise de conscience est gênée par des satisfactions et des besoins prépondérants que l'individu pour une grande part a fait siens » (p.32)

Une des conséquences de l'unidimensionnalité est que les acteurs se satisfont de la situation actuelle, et qu'ils perdent toute capacité à envisager une alternative, puisqu'ils n'envisagent pas de modifier un système qui leur paraît bon. En ce sens, les mouvements sociaux et la critique du système sont fragilisés si la population évolue dans ce schéma de pensée.

Un autre point important est la différence faite entre les « faux » et les « vrais » besoins. Les « faux » besoins sont ceux qui ne proviennent pas de la personne mais qui lui sont inculqués par les dominants pour l'obliger à dépenser son argent (et ainsi de le rendre dépendant d'un travail sous

payé par rapport à la richesse produite qui profitera donc aux dominants) afin d'assouvir des besoins qui lui apporteront une satisfaction de courte durée.

« Nous pouvons distinguer de vrais et de faux besoins. Sont « faux » ceux que des intérêts sociaux particuliers imposent à l'individu : les besoins qui justifient un travail pénible, l'agressivité, la misère, l'injustice. [...] Se détendre, s'amuser, agir et consommer conformément à la publicité, aimer et haïr ce que les autres aiment et haïssent, ce sont pour la plupart des faux besoins. De tels besoins ont une fonction et un contenu social qui sont déterminés par des forces extérieures sur lesquelles l'individu n'a pas de contrôle. » (p.30)

Un des risques pour le mouvement social serait donc la volonté des dominés de se battre pour de faux besoins, plutôt que de chercher la libération, ils se battraient pour être encore plus asservis, annihilant ainsi toute possibilité de libération.

Un autre risque peut être signalé. Si les membres de la société ont intégré l'envie de faux besoins, ils entreraient en concurrence les uns avec les autres afin de les satisfaire, et se jaloueraient. Cette compétition n'aurait pas le but de posséder le plus, mais d'être celui qui ne possède pas le moins. D'une certaine manière les dominés, intégrant la logique des dominants mais l'adaptant à leur situation, entreraient en concurrence entre eux. Dans ce cas, ces personnes auraient du mal à se réunir pour mener un mouvement social ou changer le fond de la société. En effet, ils interpréteraient probablement les discours critiquant la société sur le fond, comme des discours de fous, ou comme étant des manoeuvres de ceux qui les tiennent, pour améliorer uniquement leur situation personnelle, et ce, au détriment de l'auditoire..

« Le refus intellectuel et émotionnel du conformisme paraît être un signe de névrose et d'impuissance » (p.35)

« Les idées, les aspirations, les objectifs qui, par leur contenu, transcendent l'univers établi du discours et de l'action, sont soit rejetés, soit réduits à être des termes de cet univers » (p.37)

Marcuse va encore plus loin en affirmant que les dominés ont désormais rejoint les dominants dans le défense du système. Tuant de ce fait le mouvement social dans l'oeuf.

« Dans les secteurs les plus évolués de la société contemporaine, un intérêt puissant unit les anciens adversaires pour maintenir et renforcer les institutions » (p.19)

Nous pouvons reprendre ici l'exemple de l'objectif des manifestations présenté par Filleul pour illustrer cette situation.

« La raison principale d'une mobilisation est matérialistes (emploi, revenu, niveau de vie...)»²⁹ »

Si cette situation semble se généraliser, les mouvements sociaux n'auraient donc plus aucune chance de changer véritablement les choses si on suit Marcuse.

29 Olivier Filleule cité par Lilian Mathieu (2004, p.31)

4. La puissance des structures de décision

Alain Touraine³⁰, et l'actualité quotidienne prouvent qu'une des raisons principales de l'action militante est l'opposition aux décideurs politiques. En effet, ceux-ci, dans un système qui se veut démocratique aurait pour objectif premier de satisfaire aux exigences populaires, bien souvent leurs décisions provoquent le mécontentement au sein d'une partie plus ou moins importante de la société.

Philippe Warin (1995) nous présente les artifices que peuvent utiliser les dirigeants politiques afin de mener leur action le plus indépendamment possible des volontés populaires, tout en soulignant le danger que cette situation représente.

« On met le doigt sur une perspective inquiétante : celle dans laquelle l'ordre social produit par les politiques publiques échapperait totalement aux individus destinataires de ces politiques. On peut alors craindre une forme d'aliénation politique fondamentale » (p.87)

Warin nous indique donc que le pouvoir de décision n'est pas aux mains de ceux pour qui la politique publique est faite, ce qui peut expliquer le mécontentement à l'égard de ces politiques. Afin d'expliquer comment cette situation à priori paradoxale peut avoir lieu, il cite Habermas.

« La démocratie serait en péril dès lors que les contraintes imposées aux individus par les décisions des dirigeants n'ont plus besoins d'être justifiées au regard d'un système de normes en phase avec l'évolution des représentations qui ont cours dans la société »³¹

Cette phrase est aussi compliquée que essentielle. Elle permet de faire le lien entre les représentations qui ont cours dans la société et que nous avons évoquées lors des points précédents (en présentant notamment leur propagation par les médias et leur milieu d'origine qui est celui des dominants), et l'utilisation de ces représentations par les dirigeants politiques pour justifier leur action. Si nous admettons que les les élites politiques fassent partie des dominants, nous pourrions à présent envisager un cercle qui leur permettrait de reproduire cette domination à l'infini. Ce cercle s'appuierait sur les représentations, leurs représentations de la société idéale. Dans un premier temps grâce aux médias, ces représentations seraient diffusées dans la société, puis grâce au système

30 Alain Touraine cité par Gérard Ignasse & Marc-Antoine Gerissel 1999, p.151

31 Jurgen Habermas cité par Philippe Warin (1995, p.87)

consommériste, intégrées par la population, et dans un troisième temps, elles seraient utilisées comme justification des orientations politiques. Cet enchaînement peut aussi être envisagé dans un ordre différent ou les différentes parties ayant lieu simultanément. Il devient donc évident que Warin craigne « *une forme d'aliénation politique fondamentale* » et que Habermas puisse estimer que la démocratie soit en « *péril* ».

Warin nous donne ensuite un exemple page 89 de l'utilisation de ces représentations dans un but partisan

« Ce constat se vérifie justement dans la capacité des élites étatiques [...] à élever un intérêt particulier au rang de partenaire social respectable, ce qui est une marque indiscutable du rôle prépondérant qu'occupe cette élite dans la définition des politiques publiques (dans le choix des intérêts à privilégier, des problèmes à mettre sur l'agenda politique, des référents, codes ou "algorithmes" »

Les dirigeants politiques pourraient donc en toute liberté élever au stade « d'intérêt général » des intérêts particuliers, qui sont potentiellement néfastes pour la majorité de la population. Le calendrier est aussi une notion qui a son importance, il permet de fixer un ordre de priorité, « de passage » des différentes questions. Ce choix peut lui aussi être soupçonné de ne pas être impartial

Giandomenico Majone évoque lui aussi un instrument de domination des élites politiques, la ceinture de protection.

« Afin de remplir son rôle normatif, le noyau, formé de normes de standards, d'idéologies, doit être protégé autant que possible des critiques et des risques de changements brutaux. Un ensemble de débats, de controverses, de corrections peuvent modifier les programmes opérationnels et les dispositions administratives qui protègent le coeur de la politique [...] les éventuelles modifications ne doivent pas affecter le coeur de la politique³² »

Les lois qui sont proposées par les gouvernants sont donc conçues avec une partie négociable, qui apparemment serait la forme. Les dirigeants ouvriraient donc la forme au débat, afin de préserver le fond. Ceci signifie que si les opposants acceptent d'entrer dans le débat proposé, ils ne pourraient obtenir qu'une modification de la mise en oeuvre de la loi, le fond étant intouchable, et qu'en conséquence toute « victoire » qu'ils pourraient obtenir ne serait qu'un leurre, une illusion.

Nous pourrions aller plus loin et reprendre ici une idée que nous avons déjà évoquée. Il serait envisageable, qu'en plus de la mise en application de la loi, donc uniquement de la forme, une partie même de la loi fasse partie de la ceinture de protection. La loi proposée serait donc exagérée : elle irait encore plus loin que ce qui est réellement voulu ou vu comme possible. Cette exagération jouerait dans cette situation le rôle d'appât, de cible pour toutes les attaques visant la loi. Après

32 Giandomenico Majone cité par Philippe Warin (1995, p.92)

négociation l'élimination de la partie exagérée ne modifierait en rien la loi initialement prévue, tout en donnant un sentiment de victoire aux opposants. Nous pouvons même aller jusqu'à imaginer que la ceinture de protection consiste en une autre loi, qui là aussi aurait pour but de focaliser l'attention et de permettre à d'autres lois d'être adoptées tranquillement pendant ce temps. Cette façon de faire n'apporte que des avantages aux dirigeants puisque la volonté initiale ne serait pas affectée. Dans le cas d'une exagération, si l'opposition est faible sur ce sujet, la loi pourrait même aller au-delà des espérances premières.

Les militants risqueraient donc de tomber dans le piège et d'agir en conformité avec les attentes gouvernementales, leur action n'ayant au final comme conséquence que de supprimer quelque chose présent pour être supprimé. Ce genre de pratiques étant faites en secret, il est quasiment impossible de les contrer. En effet, comment définir ce qui a été prévu comme noyau et ce qui l'a été comme ceinture. Dans le cas évoqué par Majone, la difficulté consisterait à déplacer la négociation sur le fond plutôt que sur la forme.

Nous pouvons ajouter pour conclure que certaines périodes peuvent aussi jouer le rôle de ceinture. Les périodes des vacances, estivales en particulier, sont souvent dénoncées comme étant un moment privilégié pour l'adoption des lois qui risqueraient de créer des polémiques

Les militants qui voudraient s'opposer efficacement aux institutions et à leur fonctionnement, devraient donc être informés de toutes ces particularités, de ces mécanismes. La prise de conscience du pouvoir des représentations apparaît elle aussi comme essentielle pour mener une lutte efficace. Apparemment, toute remise en question ne pourrait passer que par une opposition de fond contre le noyau idéologique, alors que celui-ci est généralement caché, tenu à l'écart de la connaissance publique, protégé par une « ceinture » conçue comme pouvant être modifiée, adaptée en fonction des situations. La connaissance théorique préalablement nécessaire est donc importante, et n'est pas forcément à la portée du plus grand nombre. Le rapport de force semble donc très déséquilibré.

IV. La place du chercheur en sociologie dans le changement social

Nous venons de voir que la tâche du militant s'annonce ardue. Un certain nombre de

connaissances nécessaires à une action efficace ne sont disponibles que difficilement ou à un public particulier. Le sociologue fait partie de ces publics particuliers, d'une certaine manière il est celui qui rend public ce genre d'informations.

Pierre Bourdieu était un sociologue engagé. Son activité de sociologue a participé au développement, la diffusion et à la popularisation de la discipline. Paradoxalement, il est notable que certains de ses ouvrages ne sont pas destinés au grand public alors qu'il aime dénoncer les méfaits de la généralisation de l'habitus (notamment au niveau du langage) des dominés qui serait source de discrimination, dans l'éducation notamment³³. D'un autre côté, une recherche scientifique doit être précise, et ainsi nécessite un certain registre d'expression, quitte à la traduire ensuite dans un langage plus courant. C'est justement ce qu'indique Bourdieu (2001, p.15), le chercheur, et donc la sociologie aurait un rôle central à jouer pour lutter contre les mécanismes de domination :

« Le chercheur bénéficie du temps pour étudier les phénomènes et les rendre explicites, dévoiler l'invisible pour ensuite l'expliquer, le diffuser, le démocratiser pour permettre aux dominés de réagir face à cette domination soudainement perceptible »

Le chercheur en sociologie devrait donc participer à la lutte contre la domination, en donnant les outils, les armes mentales aux dominés pour agir efficacement. D'une certaine manière cette citation défendrait le fait que les ouvrages sociologiques ne soient pas forcément faciles d'accès, puisqu'ils se situeraient dans la première phase, le dévoilement des phénomènes. Le chercheur devrait ensuite dans un deuxième temps *« diffuser, démocratiser »* ces connaissances difficiles d'accès. Le chercheur en sociologie apparaîtrait donc comme étant quasiment le seul à pouvoir apporter au militant la connaissance nécessaire pour mener un combat social efficace.

La position de Bourdieu peut venir en complément de celle de Lilian Mathieu (2004, p.10) qui nous dit :

« Les militants n'ont que difficilement accès aux travaux sociologiques traitant les mouvements sociaux »

Il y a donc un décalage, entre les travaux sociologiques qui *« dévoilent l'invisible »*, permettent de *« réagir face à cette domination »* et les militants qui devraient être les destinataires *« naturels »* de ces travaux, sinon les premiers intéressés. Si les militants ne connaissent pas les travaux sociologiques qui leur permettraient d'améliorer l'efficacité de leur lutte, peut-être que ceux-ci ne les intéressent tout simplement pas. Ils préféreraient rester dans le monde du connu qu'évoque Philippe Lucas (1997). Peut-être ont-ils aussi une mauvaise image de la sociologie, la voyant au service des dominés pour les tromper. De même il est tout autant envisageable que les chercheurs en sociologie ne jouent pas le rôle que leur assigne Bourdieu.

33 Voir à ce sujet les ouvrages réalisés par Pierre Bourdieu en collaboration avec Jean Claude Passeron

Milner (2002, p.24) pense que face à « l'ignorance collective » de notre société, les détenteurs de savoirs doivent aujourd'hui être humbles, ne pas afficher leur connaissance, qu'ils doivent donc se taire. Il serait difficile de juger si la société est ignorante, et si c'est pour ne pas choquer cette ignorance que les sociologues ne diffuseraient pas la sociologie hors du cadre qui leur est assigné. De même, il serait dangereux de décréter que la connaissance des sociologues est supérieure en valeur et est plus valable que celle des autres individus, cette comparaison se heurte à une appréhension différente de la réalité sociale.

Lucas (1997, p.182), qui était recteur d'académie, indique que le monde enseignant reste à l'écart du reste de la société. Peut-être que cette distance existe aussi chez les professeurs l'université.

Il y aurait donc un fossé entre la réalité et ce que préconise Bourdieu. Néanmoins, devenir le guide, le maître à penser du mouvement social, n'est pas forcément ce à quoi aspirent les sociologues, et ceci n'est peut-être pas forcément non plus la finalité de la sociologie, ou au moins celle qu'on lui prête. De même les militants souhaiteraient-ils voir des sociologues s'immiscer dans leur « monde », ces sociologues qui pourraient potentiellement remettre en question une certaine façon de voir ou de faire. Et si la volonté réciproque existait, encore faudrait-il que la communication soit possible entre deux groupes à priori hétérogènes, peut être faudrait-il ici aussi les traducteurs qu'évoque Mathieu (2004, p.118), qui feraient alors le relais lorsque cela s'avèrerait nécessaire.

Nous avons donc vu successivement différentes facettes de l'engagement militant. Cette vision montre une grande complexité, tant au niveau de l'engagement que de l'action. Les raisons amenant une personne à devenir militante sont nombreuses et variées, la lutte pour des idées n'étant que l'une d'entre elles. Sans doutes y en a t-il encore d'autres. Peut-être aussi de nouvelles raisons vont apparaître en parallèle aux changements ayant lieu dans la société. L'action militante apparaît elle presque comme un travail, qui nécessite formation, spécialisation, don de temps et sans doute aussi rigueur. Le militantisme peut presque apparaître d'une certaine manière comme un sacerdoce, au vu du dévouement et des sacrifices qu'il peut engendrer. Les difficultés qui se dressent sur le chemin du militant s'avèrent être nombreuses, diverses et sournoises, et il n'est pas évident d'en triompher. Bourdieu avance même l'idée que seul le sociologue pourrait permettre une telle victoire, en « éclairant de sa science » le chemin de la lutte et ainsi en dévoilant les difficultés cachées. Mais la sociologie ne semble pas jouer encore ce rôle. Le chemin du militantisme semble donc être un long fleuve, mais qui n'est pas forcément tranquille.

Deuxième partie : présentation de la problématique

I. Question de départ : pourquoi les militants s'engagent-ils?

La sociologie a beaucoup étudié les mouvements sociaux, mais aussi ce qui en est la cause, le capitalisme, la domination, les luttes de pouvoir... Les théoriciens de l'École de Francfort, dont Marcuse que nous avons pu voir, ont présenté une vision pessimiste de la société. Les individus seraient tellement aliénés qu'ils ne s'en rendraient même pas compte, grâce aux différents moyens au service des dominants pour maintenir cet état de fait. Si cette situation se révèle exacte, les mouvements sociaux s'attaqueraient à des cibles fictives qui ne seraient que des illusions mais présentées et intégrées comme étant l'ennemi à abattre. Cette lutte serait alors autorisée, permise et d'une certaine manière peut-être même encouragée par les dominants, afin de maintenir l'apparence de la liberté et de détourner l'attention. En conséquence, quel est l'état de conscience des membres des groupes étudiants ? Si ceux-ci sont aliénés, leurs combats sont vains, et voués à l'échec. En suivant Bourdieu et sa notion de « violence symbolique », les syndicalistes ne se rendraient pas réellement compte de la violence et de l'aliénation qu'ils subissent, alors comment pourraient-ils s'en débarrasser ? Si comme le pensent les membres de l'École de Francfort, la société est réifiée, les individus la verraient comme naturelle, allant de soi et ne chercheraient qu'à améliorer leur situation personnelle selon les valeurs mises en avant par la société, dans une logique individualiste qui rendrait impossible tout mouvement de masse. Et les contestataires eux ne réussiraient pas une vraie remise en question, ne toucheraient pas le fond du problème, qui même à eux paraîtrait « naturelle » et en conséquence proposeraient une alternative qui conserverait les mêmes valeurs.

« Une telle société peut exiger l'acceptation de ses principes et de ses institutions; il faut débattre des alternatives politiques et les rechercher à l'intérieur du statu quo, c'est à cela que se réduit l'opposition » (Marcuse, 1964, p.28)

A la suite de la revue des apports théoriques de notre enquête, deux constats s'imposent. Le premier est que le militantisme semble être une activité particulièrement difficile, éprouvante. Il nécessite un engagement important, un investissement, et n'est pas sûr d'être payé en retour au niveau de l'accomplissement des programmes et des idées défendues. Le deuxième est que au vu des raisons motivant l'engagement et de la phrase de Becker (1960), « *les individus poursuivent souvent une ligne d'action pour des raisons tout à fait étrangères à l'action elle-même* », le

militantisme ne peut donc être finalement qu'un moyen, pour atteindre une fin autre. Ceci pourrait expliquer que le risque de ne pas atteindre les buts de l'organisation ou de l'association ne soit pas forcément un frein à l'ardeur de l'engagement. Il apparaîtrait en effet légitime de se poser la question: pourquoi les militants s'engagent-ils, alors que les différents auteurs de sociologie que nous avons cités, et bien d'autres encore, présentent d'une certaine manière le militantisme comme voué à l'échec, comme prédestiné à ne pas pouvoir atteindre ses objectifs affichés, à cause de la puissance cachée des dominants.

Si se battre pour des idées ne serait pas la raison principale de l'engagement, cela reviendrait à une remise en question complète des a priori que nous pouvions avoir sur le militantisme, en s'inspirant notamment de l'image donnée et défendue par les différentes organisations syndicales. Il y aurait donc des « raisons cachées » derrière cette raison « officielle », qui pourrait alors être utilisée pour servir des intérêts autres, tant des militants que des organisations.

II. Choix du terrain

1. L'influence déterminante du blocage de l'université

Ce questionnement sur le militantisme trouve sa source dans le mouvement d'opposition à la loi dite LRU qui a touché l'université du Mirail au début de l'année universitaire, à la fin du mois d'octobre 2007. En effet, les cours n'avaient repris que depuis peu de temps lorsque l'université a été « bloquée » par des étudiants militants empêchant ainsi l'accès aux différents lieux de cours, et l'activité d'enseignement de l'université a donc été suspendue plusieurs semaines. En pleine période de réflexion sur un sujet de mémoire, cette situation ne pouvait qu'être intéressante. Il y avait des étudiants mobilisés, d'autres qui les rejoignaient, d'autres encore qui s'opposaient à eux. Des assemblées générales avaient lieu, des manifestations et autres actions, une occupation du bâtiment de l'Arche qui avait été transformé en un quartier général du mouvement, lieu des « A.G », mais aussi lieu de vie, des militants dormant sur place, y mangeant, y faisant la fête. Des tensions aussi, des énervements, de la violence, verbale et physique, des dégradations. L'université du Mirail avait changé. Elle n'assurait plus de cours, la majorité des étudiants la désertait, elle avait perdu son calme, sa quiétude étudiante, les activités sportives et culturelles étaient en pause. L'université

semblait en état d'hibernation. Cette situation offrait donc un lieu d'observation original, ce changement était propice à la réflexion et à la révélation de phénomènes et de situations qui en temps normal passaient inaperçus.

2. Délimitation de la population ciblée

L'influence de l'école de Francfort et de Bourdieu n'est pas étrangère à cet intérêt. Nous nous intéressions aux phénomènes de domination cachée, de réification. Toute la difficulté consistait à définir un axe de recherche cohérent, et surtout réalisable en une année. En suivant Marcuse, il est facile d'aller trop loin, d'entrer dans la philosophie ou de tenter des enquêtes impossibles. Ces militants qui fourmillaient avaient déjà permis de définir le terrain : les militants du campus du Mirail. Ce choix permettait la facilité « d'évoluer à domicile » et donc de limiter les déplacements coûteux en temps, mais aussi de se servir de ce mouvement de blocage pour prendre des repères, préparer le terrain. Le problème est que le campus du Mirail pour dynamique au niveau du militantisme qu'il soit, n'offre qu'une diversité d'organisations militantes limitée. En effet, trois organisations disposent d'un local sur le campus, et lors du mouvement d'opposition à la loi LRU, deux de ces organisations se sont rapprochées de façon très importante. Ce manque de diversité était préjudiciable à une collecte d'informations variées. Pour cette raison, nous avons élargi la population concernée aux associations étudiantes présentes sur le campus du Mirail, de façon active (présence physique) ou passive (présence aux élections notamment).

Afin d'obtenir suffisamment d'informations des militants de chaque organisation, nous avons décidé d'interroger trois membres de chacune d'elles, ce qui fait un total d'une vingtaine de militants. Ce choix est dicté par la contrainte en temps, mais aussi par la volonté d'obtenir une certaine égalité entre les différents membres des organisations. L'objectif n'est pas d'avoir une vision juste et parfaite de la population militante, mais de découvrir des tendances, des particularités de cette population et de ses composantes. Certains groupes comptent peu, voir très peu de membres, et ceci a posé problème dans le cas de Fac Verte où nous n'avons pu interroger que le président. Nous avons aussi rencontré un certain nombre de difficultés pour trouver des militants de l'UNI, ainsi que de Libertafac (qui est un cas particulier, ses membres subissant des pressions et étant en conséquence très méfiants). Au contraire, il est assez aisé de trouver des militants JCR, parce que ceux-ci sont souvent membre d'une association étudiante en parallèle.

3. Terrains écartés

Ce choix peut provoquer des questionnements, notamment de pourquoi ne pas avoir choisi une organisation et interroger uniquement ses membres, ou pourquoi ne pas avoir choisi comme terrain d'enquête le mouvement de protestation et de blocage? La seule organisation capable de fournir à elle seule suffisamment de militant à interroger sur le campus du Mirail est l'AGET FSE. Cette organisation est de type révolutionnaire, elle a comme réputation d'être fermée sur elle-même et ses membres, certains d'entre eux étaient d'ailleurs méfiants à l'idée de participer à une enquête sociologique. De plus elle était la principale instigatrice du mouvement de blocage. Il aurait pu apparaître aux membres de cette organisation étrange qu'on en interroge un grand nombre sur leur militantisme. Mais cela n'est pas la raison principale. Obtenir un matériau suffisant pour une enquête de mémoire prend un certain temps, qui s'étale sur des semaines. Notre volonté est de nous intéresser aux militants et d'avoir des informations personnelles. Si ce groupe est fermé comme il en a la réputation, très rapidement l'ensemble des militants serait au courant de la totalité de l'enquête et pourrait préparer des réponses de circonstance. Le risque était donc trop important.

Étudier le blocage aurait été téméraire. En effet, il apparaissait rapidement que ce mouvement avait une durée de vie limitée, en particulier au vue du désintérêt croissant de la majorité des étudiants. Il aurait donc fallu en très peu de temps définir la problématique et des moyens d'enquête, il aurait donc fallu travailler dans l'urgence et prendre le risque (pour notre étude) que le blocage de l'université cesse du jour au lendemain. Il ne semblait pas sage de mener une étude dans ces conditions et risquer qu'elle soit incomplète, floue. Dans ces cas-là, il aurait pu être difficile de rebondir ou de réussir à utiliser les informations parcellaires récoltées. De plus, l'actualité brûlante du moment étant omniprésente, il est possible que ce sujet serait revenu de façon redondante au point de ne plus avoir de sens. La fin du mouvement a en plus été témoin d'une situation originale, grâce à l'apparition d'une organisation prônant la fin du blocage. Cette résistance changeait la situation et cristallisait les positions, parfois jusqu'au caricatural.

4. Présentation des associations étudiantes des militants interrogés³⁴

34 (sources: entretiens, sites internet des organisations : www.aget-fse.fr/, www.facverte.org/, <http://jcr-red.org/>, www.libertafac.fr/, www.sud-etudiant.org/, www.unef.fr/, www.uni.asso.fr/, propagande électorale)

Il est probable que les militants choisissent des associations en rapport avec leur personnalité et leurs aspirations. Connaître les différentes organisations peut donc être utile pour comprendre certaines particularités ou pour repérer des similitudes entre des militants d'un même groupe.

- **AGET FSE** : L'Association Générale des Etudiant-e-s de Toulouse se définit comme « *un syndicat de lutte étudiant, c'est-à-dire une organisation qui défend, par la mise en place d'un rapport de forces les intérêts des étudiant-e-s contre les atteintes à leurs conditions d'étude et de vie* ». Il s'agit donc d'une organisation locale, qui est relié à la Fédération Syndicale Étudiante qui est de dimension nationale. Cette association est la plus active sur le campus du Mirail. Au vu de son activité et ses nombreux membres (plusieurs dizaines), elle peut être considérée comme la plus importante du campus. L'AGET FSE a joué un rôle déterminant dans le blocage de l'université en compagnie de Sud étudiant. Ces deux groupes se sont présentés sur des listes communes aux élections étudiantes.
- **Fac Verte** : Fac Verte l'écologie universitaire est une association nationale qui promeut l'écologie dans le champ de l'enseignement supérieur, porte ses valeurs « *pour un monde soutenable et désirable* ». Fac Verte ne dispose pas de local sur les campus de Toulouse, compte une dizaine de militants sur Toulouse qui sont généralement assez avancés au niveau de leurs études. Fac Verte s'est présenté aux élections du conseil d'administration du CROUS.
- **JCR** : les Jeunesses Communistes Révolutionnaires, est la section jeune de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui est un parti politique national. Les membres jeunes de la LCR sont automatiquement membres des JCR. Sur le campus du Mirail, JCR est le seul groupe politique présent. Ses membres sont également généralement membres ou proches d'associations étudiantes « syndicales », soit par choix, soit pour suivre une consigne du parti (dans le cas des membres de l'UNEF). La LCR et sa section jeunesse dispose de locaux dans la ville de Toulouse. Les JCR n'ont pas présenté de liste aux élections universitaires. Nous utilisons indifféremment les sigles JCR et LCR lorsque nous parlons de ces militants.
- **Libertafac** : le groupe Libertafac s'est créé de façon spontanée lors du blocage de l'université en octobre 2007 par des étudiants opposés à cette méthode de mouvement social, le critiquant sur la forme et estimant qu'il n'était pas démocratique. Ce groupe s'est organisé

en association peu de temps après la fin du blocage. Une partie des membres de Libertafac a fondé le groupe local de la Confédération étudiante qui est une organisation nationale. Ni Libertafac, ni la Cé ne disposent actuellement de local sur le campus du Mirail. Libertafac a présenté des listes en compagnie de la Cé et de la Fédér aux élections étudiantes.

- **Sud étudiant** : Sud étudiant est une association étudiante nationale, membre de la Fédération Syndicale Unitaire qui est une des grande confédération syndicale française reconnue par l'Etat. Sud étudiant se présente comme étant un « *syndicat de lutte* », qui privilégie « *en toutes circonstances la mobilisation et le rapport de force* ». Sud étudiant a participé au blocage de l'université avec l'AGET FSE et s'est ensuite présenté aux élections étudiantes avec cette organisation. Sud étudiant dispose d'un local sur le campus, et aurait connu une augmentation conséquente de ses effectifs en cours d'année.
- **UNEF** : l'Union Nationale des Étudiants de France est la première organisation étudiante au niveau national, elle est présente dans toutes les Universités de France. Il s'agit donc d'une organisation nationale qui dispose d'un pouvoir de négociation et d'une grande notoriété. UNEF dispose d'un local sur le campus du Mirail mais y connaît des difficultés face à la présence active de l'AGET FSE. Lors du blocage, la position de l'UNEF a suscité l'incompréhension. UNEF recrute généralement en début d'année universitaire, lors des inscriptions. Ses militants sont surtout de sexe féminin, et sont assez jeunes, en cursus Licence. UNEF s'est présenté aux élections étudiantes.
- **UNI** : l'UNI, la droite universitaire est une organisation nationale qui revendique une présence dans toutes les universités de France, et qui affiche clairement ses liens avec le parti politique Union pour un Mouvement Populaire. Ses effectifs militants sont réduits, la majorité des adhérents étant des sympathisants, et agit surtout lors des élections tant nationales (avec l'UMP) que étudiantes. UNI dispose d'un local à l'université de l'Arsenal, mais ne s'est pas présenté lors de toutes les élections étudiantes pour cause de dépôt de liste hors délai.

Il peut être signalé que la population de l'UNI que nous avons interrogé est particulière, en effet deux des trois militants sont malgaches, en France depuis quelques années et âgés. Il est possible que les résultats obtenus avec des militants français et plus jeunes auraient été différents. En effet, les réponses de ces deux militants paraissent parfois surprenantes et mériteront d'être signalées. Lorsqu'il sera précisé « des militants de l'UNI », cela évoquera

ces deux personnes. En effet, le troisième membre interrogé de ce groupe se signale lui généralement par l'absence de données exploitables qu'il nous a fourni.

- **Aucune organisation** : nous avons aussi interrogé des militantes qui n'appartiennent pas ou plus à une organisation. Celles-ci militent de façon « libre », lorsqu'elles en ont envie ou estiment une cause juste. Elles peuvent donc militer pour plusieurs causes en même temps ou en fonction des circonstances. Il y a parmi ces militantes une ancienne membre de l'UNEF qui a quitté cette organisation après le blocage, en désaccord avec des décisions et surtout des personnes. Elle milite désormais avec moins d'intensité mais sa façon de militer et beaucoup de ses caractéristiques sont proches de celles des autres militantes de l'UNEF.

III. Méthodologie

1. Une méthode inductive qui donne la parole aux acteurs

Si nous souhaitons avoir des informations qui ne sont pas celles des organisations, cela pose un problème. En effet, généralement les militants font partie d'une structure. Nous devons donc séparer les deux, les opposer d'une certaine manière, ou au moins nous opposer nous à la structure d'appartenance en donnant toute l'importance à l'acteur de cette situation qu'est le militantisme.

Si notre travail portait sur le degré de liberté du militant dans son organisation, nous pourrions interroger les responsables et les porte-paroles sur les raisons de l'engagement de leurs militants, pour comparer ensuite avec les réponses fournies par ces derniers. Mais dans ce cas, nous risquerions aussi d'éveiller des soupçons et de ne pouvoir interroger que des militants pré-sélectionnés pour répéter la version officielle. Dans ce cas-là, nous devrions arrêter l'étude sociologique pour nous consacrer à l'étude des fables et des légendes du militantisme.

Nous devons donc passer outre la structure, l'ignorer dans notre collecte d'informations. La seule importance doit être donnée au militant, à la personne en elle-même. En ce sens, nous adoptons une démarche clairement compréhensive. Le but n'est pas d'ériger des lois sociales qui gouverneraient l'action et la pensée des individus, mais de rendre compte de ces actions et de ces pensées en relation avec notre sujet, afin d'être au plus près de la réalité sociale telle qu'elle est

vécue. En reprenant Weber, pour comprendre le « sens visé » par les acteurs, et donc pour pouvoir donner une image fiable de la réalité, nous nous inspirerons de Luc Boltanski et nous demanderons aux militants de nous donner leurs propres raisons, leurs « justifications » expliquant leur démarche. Nous laisserons la liberté à l'acteur de nous expliquer lui-même ses actions et les raisons qui le poussent à agir ainsi. Nous sommes donc également dans le sillon de l'interactionnisme symbolique selon la présentation qu'en fait Le Breton (2004, p.46 et p.52) :

« Pour l'interactionnisme, l'individu est un acteur interagissant avec les éléments sociaux et non un agent passif subissant de plein fouet les structures sociales à cause de son habitus ou de la « force » du système ou de sa culture d'appartenance. Il construit son univers de sens non à partir d'attributs psychologiques ou d'une imposition extérieure, mais à travers une activité délibérée de donation de sens. »

« L'individu attribue du sens à ses actions, à leurs retentissements, il interprète aussi celle des autres et agit en conséquence. »

Ensuite, par le traitement des données recueillies, nous pourrions dégager des tendances, des similitudes et des différences. Notre recherche suivra donc une démarche inductive

2. Le choix du qualitatif

Les méthodes de recherches seront qualitatives. En effet, dans l'optique que nous envisageons, il s'agit de la profondeur des réponses fournies par les militants plus que le nombre de ceux-ci qui nous intéressent. Il est envisageable que le militantisme soit un acte fort pour l'individu et pas seulement la conséquence d'une prédestination sociale. En effet, le côté presque exceptionnel de l'engagement et les contraintes qui y sont liées nécessitent une volonté forte. Si un moment de découragement ou de démotivation se fait sentir il est a priori possible de se désengager sans avoir de comptes à rendre. Le militantisme apparaît comme un acte bénévole, donc volontaire. On peut travailler contre son gré, pour des questions financières notamment, par contre il apparaît probable que le militantisme soit forcé, et le cas échéant, nous serions en face d'une situation très intéressante. Il est aussi envisageable que les relations sociales au sein du groupe soient une force qui puisse retenir certaines personnes, qui en quittant la structure auraient ainsi peur de décevoir des gens qui leur sont chers.

Pour comprendre le sens donné par les individus à leurs actions et les liens qui peuvent exister entre eux, la méthodologie de l'interactionnisme symbolique nous sera utile. L'observation,

et l'entretien exploratoire ont été les deux méthodes utilisées, pour appréhender le terrain et pour collecter les informations. L'observation a été utilisée tout au début de l'enquête, au moment du blocage de l'université notamment, afin de fournir des informations sur la situation actuelle, pour déceler des pistes d'étude intéressantes, mais aussi pour repérer un certain nombre de militants qui seraient susceptibles d'être interrogés par la suite. L'observation participante a été aussi utilisée lors de réunions des deux principales associations étudiantes sur le campus, l'UNEF et l'AGET FSE. L'entretien part lui d'une base commune pour tous les militants, la grille d'entretien. Celle-ci a été finalisée grâce aux entretiens exploratoires. L'intérêt est donc de collecter des informations différentes, d'aborder des sujets divers en posant les mêmes questions, révélant ainsi une partie de la vision subjective du militant. L'entretien semi directif répond à ces attentes et apparaît ainsi comme l'outil le plus approprié à notre recherche. L'enquête n'étant pas psychologique, nous ne chercherons pas des explications à cette subjectivité. Nous nous intéressons à ce qui est dit, mais nous laisserons de côté la façon dont ces choses sont dites. Nous pourrions essayer de réfléchir à pourquoi ceci peut être dit, si cela peut apparaître comme faisant avancer notre recherche et si nous disposons le cas échéant des moyens nous le permettant. En revanche, étudier la manière dont le discours général est fourni lors de l'entretien risquerait de fausser notre enquête, face à une population dans la majorité des cas novice, dans ce genre d'exercice.

Afin de simplifier le traitement et la lecture des résultats, nous tenterons de compiler les données dans des tableaux récapitulatifs (qui sont disponibles en annexes) qui nous seront utiles pour dégager des tendances et créer des types idéaux.

IV. Définition de la problématique

1. Intérêt de l'étude

L'utilité de cette étude tient de son sujet, qui est actuel et touche directement notre université, où le militantisme, est au dire de nombreuses personnes particulier, au moins dans ses conséquences. De plus, notre société est fréquemment qualifiée comme étant « en crise ». Cette situation est en tout cas perçue ainsi par une partie de la population, qui la prend en considération au moment d'effectuer les choix guidant ses actions. Les syndicats sont, à priori, des acteurs susceptibles d'apporter des réponses et des solutions à cette « crise », et notamment à la situation du

monde étudiant qui est elle aussi perçue comme étant sans cesse plus critique. L'étude des militants, nous indiquera leur vision, leurs objectifs, leurs priorités, leurs actions... En effet, si des groupes ou des organisations peuvent avoir un but précis, défini, officiel, son origine est la volonté d'individus isolés, qui suivent des logiques différentes et ont des raisons d'agir propres, même s'ils appartiennent au même groupe et se battent ensemble.

2. Problématique et hypothèses

L'énoncé de la problématique sera donc : **Pratiques, représentations et parcours de vie des étudiants militants du campus du Mirail et des organisations y étant présentes, comprendre l'engagement étudiant.**

Afin de mettre en oeuvre cette problématique, nous nous basons sur plusieurs hypothèses qui nous guideront dans notre recherche :

→ **Le réenchantement du monde**

L'engagement militant peut se révéler être une réponse au désenchantement du monde que présente Max Weber³⁵ et ainsi participer à la création d'un nouveau monde enchanté auquel croire et pour lequel se battre. En effet, une des conséquences de la rationalisation est la perte de sens de l'existence, ce qui peut être difficile à vivre pour les individus, qui ne verraient comme finalité à leur vie et à leur actions, que d'être manipulés et dominés dans l'intérêt d'autres personnes. Leur nécessité est donc grande alors de retrouver des valeurs qui guident leur vie.

Émile Durkheim indique d'ailleurs sur ce sujet qu'aucune société ne peut se passer de religion en tant que ciment social indispensable, l'idéologie peut alors devenir une nouvelle croyance puisque la religion comme la présente Durkheim n'est pas à entendre dans le sens strictement religieux mais comme étant un lien social, le partage par une communauté de valeurs, pratiques, présentées comme supérieures, « sacrées ³⁶».

→ **Créer du lien social**

Il peut aussi témoigner, comme le présente Mathieu de la volonté de se rapprocher de personnes ayant les mêmes aspirations, de créer des connexions, un réseau de personnes aux

35 cf. Max Weber, cité par Alain Beitone (2004, p.378)

36 cf. Émile Durkheim, cité par Jacqueline Lagrée (2006, p.100)

mentalités proches (2004, p. 73). En effet, l'université peut être perçue comme un lieu impersonnel et individualiste où il n'est pas forcément évident de réussir à trouver des amis et ne pas être seul, surtout pour les nouveaux venus. S'engager dans un mouvement (social par exemple), une association, un groupe permet de briser cette logique et ainsi de permettre d'être mis en relation avec les réseaux des nouvelles connaissances. Dans la situation du mouvement social, comme le blocage de l'université peut en être un exemple, y participer fait entrer de facto dans un cercle, et peut ainsi permettre une création rapide de liens avec les autres participants, grâce en particulier à la nécessité de cohésion qui y existe.

→ **La construction identitaire**

Le militantisme peut aussi être une façon de s'affirmer vis-à-vis des parents, surtout en cas d'opinions opposées, mais aussi de suivre leur enseignement et leur exemple (Mathieu 2004, p. 75). Dans le cas de l'influence parentale, s'engager peut être un moyen de garder un lien avec l'exemple familial. Dans le cas inverse, il peut s'agir d'afficher clairement l'indépendance, mais aussi de faire ce que l'on souhaite, d'accomplir ses envies une fois sorti d'un cadre pouvant être contraignant (dans le cas de parents refusant l'engagement de leurs enfants). Dans la partie théorique nous avons abordé à plusieurs reprises cette idée, qui passait généralement par l'hypothèse précédente. En effet, généralement l'épanouissement personnel (qui permet à la personnalité de se construire, de s'affirmer) est présenté comme étant une conséquence de l'appartenance à un groupe social, où de préférence, les liens sont forts entre les membres.

→ **Commencer sa carrière militante**

L'arrivée à l'âge adulte, dans un milieu universitaire où la question politique est présente et visible peut être l'occasion pour l'étudiant de commencer sa carrière militante. En effet, Mathieu nous signale que l'engagement présent suit souvent un engagement passé (2004, p. 75). Il faut alors nécessairement commencer à un moment. Nous pouvons donc imaginer que la vie universitaire fournisse un terrain propice à ce commencement, parce qu'elle peut offrir la facilité d'être sur place, et d'avoir le temps. En effet, beaucoup d'étudiants vivent sur le lieu de leurs études, et le rythme des cours apparaît comme étant plus relâché à l'université qu'au lycée fréquenté précédemment. Il est possible que l'étudiant fasse un pari, en suivant l'idée de Becker, et s'engage, pour d'une certaine manière « tester » le militantisme.

→ **Acquérir du pouvoir**

Cette hypothèse est en partie liée à la précédente. En effet, à moins de cas exceptionnels (notamment avoir dans son entourage au moins un personne influente dans le milieu politique) il faut un certain temps et une certaine dépense d'énergie entre le début de l'engagement et les retombées « matérielles » que peut apporter le militantisme. L'idée du pari sur le futur peut donc être reprise aussi dans ce cas. Il est probable que la personne qui s'engage en recherchant le pouvoir, en fasse son objectif principal (en privilégiant cette finalité à celles évoquées précédemment) et mette en oeuvre les moyens d'y arriver. Weber (1994, p.126) annonce que toutes les personnes faisant de la politique ont cet objectif, mais au vu des autres possibilités offertes par le militantisme et des exemples de vieux militants étant toujours « à la base », nous pouvons remettre en question une partie de cette affirmation et penser qu'il ne s'agit pas de la majorité des militants qui s'y prédestine.

Afin de collecter des données qui nous permettront de confirmer ou d'infirmier tout ou partie de ces hypothèses, les étudiants militants seront interrogés au cours d'entretiens semi-directifs grâce à un guide d'entretien. L'objectif est de collecter des informations pertinentes qui nous permettent de dégager des tendances et de réaliser des types idéaux des pratiques, des représentations et des parcours de vie des militants, afin de pouvoir au final comprendre l'engagement des étudiants.

Troisième partie : la collecte des données

La collecte des données est effectuée grâce à des entretiens individuels semi-directifs. Afin de bénéficier d'un matériau valable pour notre recherche, plusieurs conditions doivent être réunies. Il faut dans un premier temps préparer un guide d'entretien satisfaisant, et bien entendu se préparer à interroger en l'apprenant et connaissant ses objectifs. Il faut ensuite organiser l'entretien en prenant contact avec les étudiants, puis en définissant un lieu et une date de rendez-vous. L'entretien nécessite de plus un matériel d'enregistrement fiable, il faut donc s'en équiper avant de commencer à prendre des rendez-vous. Il faut pour finir réaliser l'entretien, qui est le fruit des préparations antérieures, dans le but de collecter toutes les informations voulues dans le laps de temps disponible.

I. Le guide d'entretien (disponible en annexe)

La création d'un guide d'entretien pour mener la discussion est nécessaire afin d'obtenir toutes les informations voulues en n'oubliant pas de traiter certains points. Le but est de percevoir comment les étudiants justifient leur action militante, afin de donner du sens, qui pourra être un sens qu'elles évoquent directement, ou peut-être aussi un sens plus dissimulé qu'il faudra alors décrypter. Afin d'en définir les axes, nous nous sommes inspirés en partie des entretiens qu'a effectué Anne Muxel (2001, p.19) dans son enquête sur l'expérience politique de jeunes adultes. Les informations à obtenir se classent dans six grandes catégories : le parcours militant, l'action militante, le rapport à la société, la vie politique, l'idéologie, l'entourage.

1. Le parcours militant

En parlant de son engagement, le militant va traiter d'un sujet qu'en théorie il connaît bien. Il peut l'aborder d'un façon « naturelle », notamment au niveau des raisons expliquant le déclic de l'engagement et le choix de l'association. Le militant va probablement évoquer ses « évidences » qui nous permettront d'en apprendre plus sur ses représentations.

Le parcours militant est intéressant à connaître pour déceler les similitudes ou les différences entre les personnes qui pourraient être corrélées à d'autres facteurs. D'après les lectures bibliographiques une fois le cap de l'engagement passé, d'autres engagements suivent plus facilement, il est donc intéressant de savoir si cela est vrai pour les personnes interrogées.

L'entrée dans la militance est un acte fort. Demander depuis quand date l'engagement amènera probablement des informations intéressantes sur ce moment, d'autant plus que le sujet est relancé avec la question demandant la raison du déclic.

Demander le rapport à la structure, notamment par le biais de ses qualités et ses défauts permet d'en apprendre plus sur les différentes structures, et ainsi trouver des différences et des points communs entre elles, mais aussi situer le militant par rapport aux valeurs qu'il invoque à ce sujet pour émettre un jugement.

2. Action militante

Comme nous l'avons vu dans la partie théorique, l'action est généralement ce qui symbolise l'engagement. Elle peut prendre plusieurs formes, plus ou moins actives, mais on peut considérer que la grande majorité de ce qui se fait au sein de l'engagement peut être considéré comme action militante. En interrogeant le militant sur son action, nous aurons son point de vue sur celle-ci, sa définition avec son vocabulaire et sa logique. Ainsi nous pourrions déceler différentes formes d'action et de logiques qui la gouvernent, et ce afin d'arriver à différents objectifs.

Afin de répondre à la question initiale de notre étude (pourquoi les étudiants militent-ils?), nous poserons directement la question des objectifs poursuivis par l'intermédiaire de cet engagement. Le cas échéant, si cela se révèle intéressant, nous demanderons aussi comment atteindre ces objectifs.

La lutte étant un thème récurrent, central, très subjectif et un synonyme de l'action militante, en demander une définition permet aussi d'obtenir une présentation de cette l'action, et vient donc en complément de la question usant cette expression. La même question posée deux fois de deux manières différentes nous permettra sans doute d'avoir une définition et une vision représentative de ce que pense le militant.

Le militantisme nécessite du temps et de l'argent, ce qui peut a priori apparaître comme des contraintes. Interroger sur ce sujet permet de mieux connaître l'intensité de l'engagement ainsi que le rapport du militant au temps et à l'argent consacré.

L'engagement militant est une des facettes du monde politique, qui peut consister en une confrontation de visions, de valeurs, d'intérêts. Il est possible en conséquence que le militant

s'expose à des problèmes en agissant, notamment des pressions psychologiques, mais aussi des violences morales, matérielles ou physiques. Interroger sur ces questions peut nous apprendre beaucoup. En effet, il serait logique dans notre société pacifiée que tout se passe bien, sans violence ni pressions. Néanmoins, si ces situations existent, leurs victimes en parleront, profiteront de l'intérêt qui leur est porté pour dénoncer ce qu'elles subissent ou ont subi, et donc nous informeront sur l'influence qu'ont eu ces situations sur leur militantisme.

Connaître l'intensité des relations avec les collègues militants peut informer sur l'importance « sociale » de l'engagement militant, et ainsi savoir si cela en est une caractéristique importante ou si les rapports entre membres ne sont que « professionnels ».

3. Rapport à la société

Généralement, l'action se situe en rapport avec la société et sa façon de fonctionner. Le but premier était de déterminer si les militants sont conscients de leur aliénation au sein de la société et s'il sont capables de s'en libérer. Ceci est très difficile à déterminer, notamment à cause du caractère subjectif de la définition de l'aliénation.

En conséquence, le but des questions relatives à la société est pouvoir situer la personne vis-à-vis des logiques la dominant, ceci afin de pouvoir faciliter la compréhension de son action et de sa façon de raisonner.

D'après la bibliographie, une des raisons essentielles de l'engagement militant est l'indignation. La société française est beaucoup critiquée, de toutes parts et pour diverses raisons. Il est donc utile de savoir si ce rapport à la société est important dans le processus d'engagement.

Afin de pouvoir approfondir les réponses aux questions précédentes, il est également utile de savoir comment la personne s'informe vis-à-vis de cette société, et la perception de l'importance de ces informations. Dans la même idée, il peut être intéressant de connaître le degré de connaissance du militant des travaux sociologiques qui étudient justement la question, et peuvent permettre une compréhension plus fine de la société et de l'information diffusée par les différents médias, ainsi que comme le dit Bourdieu, de « voir l'invisible ».

Connaître l'origine des ressources permettra de savoir comment se situe le militant vis-à-vis de sa subsistance. En effet, il est envisageable qu'une personne aidée soit plus disponible en temps et en énergie qu'une autre qui doit travailler dans la semaine. Il est possible que l'intensité de l'engagement soit influencée par cette question des ressources.

4. Vie politique

Le degré de participation à la vie politique peut paraître une question superflue en partant du principe qu'un militant s'y engage forcément. Néanmoins il serait dangereux de faire l'impasse sur ce sujet qui est central. Il est en effet primordial de connaître avec le maximum de précision les différentes formes d'engagement afin de pouvoir par la suite repérer des tendances et des régularités. Le degré d'engagement vient en complément des questions sur l'engagement militant.

Le niveau de participation aux élections permet de présenter le rapport au système légal de désignation des responsables politiques. Il y a en effet, au sein de la population française et chez les jeunes adultes un taux d'abstention aux élections. Militer en politique consiste généralement à proposer un projet, une des finalités est alors de pouvoir le mettre en oeuvre, donc d'arriver aux responsabilités. Il est possible que ceux qui ne participent pas aux élections cherchent autre chose dans leur militantisme.

L'engagement militant est une attitude marginale, interroger le militant sur les raisons qui font ne pas s'engager la grande majorité des étudiants est une autre façon, détournée cette fois, de demander au militant pourquoi il s'engage lui. Il est probable que la réponse à cette question se fasse par la négative, faisant apparaître en symétrie les qualités de celui qui s'engage. De plus, il est possible que pour expliquer le non-engagement des autres étudiants, les militants évoquent divers problèmes, nous pourrions alors les situer vis-à-vis de ces difficultés.

Savoir quelle image a l'organisation pour les autres personnes, permet de déceler le rapport au monde et d'une certaine manière, l'image qu'a de lui le militant dans sa participation à cette organisation. En effet, on ne peut pas donner de réponse exacte à cette question, chaque personne ayant un avis différent. Il est donc envisageable que la réponse soit proche de la manière dont le militant voit son action au sein de son organisation.

Il est aussi très probable que si la famille aborde régulièrement du sujet politique cela puisse être un acte déterminant dans l'engagement futur, en donnant une culture politique, un capital pour reprendre les théories de Bourdieu. Cette question vient donc en complément de celles sur l'engagement familial notamment.

5. Idéologie

Souvent, dans le jargon politique ressort la notion de réalisme, qui guiderait une action plus mature et en phase avec le présent que l'utopie, qui est elle présentée telle une fabulation, de jeunes par exemple. La définition que donnera la personne de l'utopie sera caractéristique, en effet l'Utopia est un pays idéal, par extension, l'utopie représente un gouvernement politique idéal, donc le but idéal à atteindre, qui n'existant pas actuellement reste une conception imaginaire, un objectif. Ce terme est donc éminemment politique, puisqu'il représente la perfection à atteindre à ce niveau, par extension quelque chose qui paraît irréalisable. Il est probable qu'un militant qui dans son discours refuse l'utopie, subisse l'aliénation de la société en ne sachant imaginer une alternative. Il accepterait donc la réification (soit par fatalité, soit en la voyant de façon positive), en ne sachant sortir comme le dit Philippe Lucas (1997) du « *monde du connu* » et ainsi refuser de tendre vers « *cette conception imaginaire d'un gouvernement idéal* ».

Questionner sur les mouvements étudiants précédents (lorsque le militant a pu suffisamment les connaître pour en parler) permet de situer le militant par rapport aux théories de Marcuse sur la difficulté (voir l'impossibilité) de remporter une lutte sociale. En effet, la redondance de ces mouvements peut apparaître comme révélateur de la précarité des étudiants vis-à-vis des décideurs politiques. C'est en partie pour cette raison que nous n'interrogeons pas uniquement les militants sur le blocage de 2007, puisqu'il peut être envisagé que les militants aient un avis différent entre ce mouvement particulier, et d'autres mouvements auxquels ils ont pu participer, ou même plus généralement avec l'idée qu'ils peuvent avoir du principe du mouvement social.

L'action militante, tout comme l'engagement, a des origines qui peuvent être théoriques, issues d'apprentissages, influencées par l'entourage, la famille. Être informé de ces bases théoriques peut améliorer la connaissance des militants et des raisons les ayant poussé à agir.

Les questions relatives à l'idéologie permettent de situer la personne et d'analyser le rapport entre ses visions idéologiques et son discours notamment par la définition de termes tels communisme, capitalisme et politique. Ceux-ci ont en effet souvent perdu leur sens premier, dans le langage courant, dans les médias, et en ont pris un nouveau, sur le modèle du « *fast thinking* » de Pierre Bourdieu (1996, p. 30).

6. Entourage

Cette rubrique participe à la création de groupes et à la mise en perspective. Nous y apprendrons les opinions politiques et l'engagement de la famille et des amis, ce qui nous permettra ensuite de voir si l'engagement ou le non-engagement ainsi que l'opinion des parents ont une incidence sur l'engagement du militant. De même par extension peut-être que l'activité militante a des répercussions sur l'entourage de la personne et qu'elle joue le rôle d'un facteur important dans la sélection des amis (à cause du temps passé dans le militantisme par exemple). L'influence inverse est possible aussi en créant un sentiment de rejet d'une mentalité dominante.

L'origine géographique permet de situer le militant par rapport à son milieu d'origine et de découvrir si la vie à Toulouse crée une distance qui permettrait ou provoquerait l'émancipation. Le niveau de vie des parents peut aussi être une information utile. En effet, les gens issus de la classe moyenne, sont généralement vus comme étant plus politisés, alors que ceux issus des milieux les plus pauvres apparaissent comme plus insensibles à ces questions, alors qu'il devraient être en théorie les premiers concernés.

Le parcours d'étude est lui susceptible de révéler si certaines filières semblent permettre plus que d'autres aux étudiant de militer, en sensibilisant à ces problèmes notamment.

Afin d'obtenir toutes les informations voulues, il est nécessaire de connaître les grands axes du guide d'entretien, les objectifs que nous visons à travers ces questions. L'objectif n'est pas d'obtenir une réponse précise qui validerait nos hypothèses, mais d'obtenir une réponse qui nous apporte du matériau, quel qu'il soit, afin de pouvoir l'analyser et la comparer avec ces hypothèses. Notre guide d'entretien final est la conséquence de plusieurs modifications apportées au guide test. Ces modifications sont apparues lors des entretiens d'essai. Elles sont le fruit de découvertes d'idées et de thèmes qui nous avaient échappés auparavant, mais aussi du manque d'intérêt de certaines questions par rapport à la problématique qui s'était resserrée et finalisée.

L'étape suivante consiste à organiser l'entretien en trouvant un partenaire et en définissant avec lui un rendez-vous.

II. Organisation de l'entretien

1. Prise de contact avec les militants

La prise de contact est un moment clé, puisqu'elle conditionne l'obtention des informations futures. En effet, si personne n'acceptait de participer, notre enquête serait vouée à l'échec et à la disparition. Cette prise de contact s'est faite de différentes manières:

- Contact visuel lors du mouvement contre la loi LRU afin de repérer des militants à solliciter ultérieurement.
- Observation participante lors de réunions hebdomadaires d'associations étudiantes et à des manifestations, afin de récupérer les contacts de militants (le guide d'entretien n'était pas toujours prêt à ce moment-là).
- Contact direct sur le campus de l'université d'étudiants militant (distribuant des tracts de propagande, présentant leur association ou une manifestation, collant des affiches) ou repérés comme tels précédemment.
- Contacts fournis par d'autres militants, lors de la sollicitation ou après l'entretien généralement.
- Contacts fournis par des connaissances.
- Contact par internet via les adresses présentes sur les tracts de propagande ou directement par le site internet de l'association.

Généralement les militants acceptaient assez facilement de participer, certains par intérêt pour le sujet, d'autres pour rendre service, d'autres par « obligation », estimant sans doute que cela faisait partie de leur engagement. Il y avait toujours une certaine surprise lors de la demande, et une volonté d'en savoir plus sur le thème de la recherche. Il y a eu peu de refus, et ceux-ci n'ont pas été pénalisant, à l'exception des militants de Fac Verte puisque leur faible nombre rend leur remplacement difficile. Afin de convenir d'un rendez-vous, les militants donnaient souvent leur numéro de téléphone, mais il est arrivé que certains préféraient le substituer par leur adresse de messagerie électronique, par peur d'une utilisation malveillante sans doute.

2. Définition du moment et du lieu de l'entretien

Il n'y a pas vraiment eu de difficultés à ce niveau, juste des contraintes. En effet, il faut

convenir d'un moment libre pour l'enquêteur et pour le militant (donc les périodes de partiels, de campagne électorale et de vacances sont plus difficiles) et s'organiser s'il y a plusieurs entretiens prévus à la suite, afin de permettre un éventuel dépassement du temps envisagé sans perdre l'entretien suivant. Enfin il faut s'assurer que le moment et le lieu soient bien compris.

Les façons de convenir du moment de l'entretien sont : directement en face à face avec le militant, par téléphone ou par internet. Il est préférable de fixer un rendez-vous proche dans le temps, pour éviter que le militant ne l'oublie. Quasiment tous les entretiens ont été réalisés en journée dans la semaine. Seul un l'a été en soirée, et un autre le week-end. Il est préférable d'échanger les numéros de téléphone avant l'entretien, afin de pouvoir s'arranger en cas de problème, de retard, d'empêchement ou tout simplement pour se retrouver sur le lieu d'entretien s'il y a beaucoup de monde et que le rendez-vous n'a pas été fixé en personne.

Puisque les personnes interrogées le sont sous le statut de militant, elles auront en théorie moins de pression à répondre à des questions sur l'engagement ou l'organisation d'appartenance que s'il s'agissait de représentants ou délégués de la structure parlant en son nom et qui pourraient alors avoir un discours beaucoup plus lisse. Néanmoins, il reste préférable d'isoler l'étudiant, afin de s'assurer qu'il ne subisse aucune influence, mais aussi de lui assurer la confidentialité de ses propos. Le lieu généralement choisi était l'université, qui a l'avantage d'offrir un terrain à la fois neutre et rassurant, puisque connu. Généralement nous utilisions des salles disponibles dans le bâtiment de l'Arche, grâce à sa position centrale et aisée pour un rendez vous (sur le campus un des lieux de rendez-vous le plus courant est « devant les marches » du grand escalier extérieur de l'édifice) et à ses salles disponibles. Ces salles ont aussi l'avantage d'être calmes, il y a très peu de passage et de bruit dans les couloirs, peu d'intrusions de personnes voulant elles aussi en profiter ou y ayant cours, et sont bien isolées des bruits de l'extérieur (du quartier Mirail et du couloir aérien d'approche de l'aéroport).

Dans le cas des militants de l'AGET FSE, qui étaient dans leur local de l'autre côté du campus, nous avons utilisé des salles des bâtiments préfabriqués situés à côté de l'UFR de sociologie. Ces salles présentaient l'inconvénient de ne pas être très bien isolées, en conséquence le bruit des passages réguliers d'avions a gêné l'entretien, et l'enregistrement. Pour les militants des autres universités, nous leur demandions de nous guider vers une salle disponible. Un entretien a été effectué dans une salle de l'UFR de géographie en raison de la réservation de l'Arche pour des oraux. Cette salle avait été mal choisie, en effet elle résonnait beaucoup. Quelques entretiens ont aussi été effectués au domicile des étudiants, pour des raisons pratiques.

Plusieurs fois, lors de la prise de contact, les militants pensaient que l'entretien se déroulerait

dans un bar. L'inconvénient majeur de ce lieu, et d'être bruyant, en conséquence la retranscription aurait été compliquée par la présence de bruits parasites. De plus, la situation d'isolement n'aurait pas pu être obtenue dans ce lieu public, où le risque existait d'une rencontre de la personne avec des connaissances durant l'exercice, ce qui aurait stoppé la dynamique en cours et posé des problèmes pour la suite. Un bar aurait aussi été coûteux financièrement, et aurait pu donner un côté festif à l'entretien, ce qui aurait pu nuire à la qualité des réponses, de même que l'absorption de boissons alcoolisées.

L'université était donc le lieu adéquat pour que nos entretiens se déroulent dans les meilleures conditions.

3. Préparation matérielle

L'entretien a pour finalité d'être retranscrit afin de pouvoir être traité et analysé sans risquer d'omettre des éléments importants. Il serait en effet impossible de pouvoir en temps réel à la fois conduire l'entretien et prendre des notes de la discussion. Effectivement, ces notes risqueraient de n'être que parcellaires, du fait de la distraction créée en écrivant et du débit rapide de parole. L'inattention au discours et aux réponses risquerait aussi d'empêcher de pouvoir rebondir sur des paroles ou des expressions prononcées, de ne pas relancer en cas de blanc, et de manifester une sorte de désintérêt en fixant notre feuille plutôt qu'en nous intéressant à notre interlocuteur.

Il était donc important de pouvoir enregistrer les entretiens. Il faut pour cela un matériel particulier. Il existe deux sortes d'enregistreurs, à bande magnétique et numérique. Le premier nommé peut être moins cher à l'achat, mais présente deux grands inconvénients : il oblige à disposer d'un stock de cassettes pour garder les enregistrements, ce qui augmente d'autant le coût initial et il est difficile voire impossible de travailler l'enregistrement pour le rendre plus facile à retranscrire (ralentir le tempo par exemple). Accessoirement ce type d'appareil nécessite des piles pour fonctionner, cela peut être un avantage, en disposant de piles rechargeables en double pour avoir une réserve de secours, en cas d'épuisement des batteries initiales.

L'enregistreur numérique est donc le meilleur choix, puisque sa capacité d'enregistrement est illimitée en transférant les enregistrements sur un ordinateur, et ainsi en garder un nombre très important, mais aussi en faire des copies et des sauvegardes. Des logiciels gratuits disponibles sur internet permettent ensuite de modifier les caractéristiques de tempo de façon convenable, c'est à dire sans donner une voix de robot ou quelque chose d'incompréhensible.

Les dictaphones numériques coûtant un certain prix dans le commerce, l'enregistrement a été réalisé à l'aide d'un lecteur portatif mp3 qui possède la fonction dictaphone et qui a été acheté pour l'occasion. Sa capacité d'enregistrement dépasse plusieurs dizaines d'heures et sa batterie peut aussi avoir une autonomie suffisante pour que nous n'ayons pas à nous en soucier.

III.Réalisation de l'entretien

Une fois préparé, organisé, vient le moment de l'interaction, de l'entretien. Généralement les militants interrogés n'occupent pas de responsabilités au sein de leurs organisations les amenant à participer à ce genre d'exercice, qui pouvait donc être nouveau pour eux. Une entreprise de mise en confiance était donc nécessaire afin qu'il n'y ait pas de méfiance et que la personne parle de façon naturelle, sans subir l'entretien.

1. Mise en confiance du militant, pour éviter le stress et les réponses calculées

Discuter avant l'entretien, en allant du lieu de rendez-vous à la salle par exemple, permet de détendre l'atmosphère et de tranquilliser le militant (certaines militantes de moins de 20ans semblaient assez stressées par l'exercice) et de présenter l'étude mais aussi de dissiper des doutes qui peuvent subsister sur l'utilisation des réponses. Mettre en avant notre statut d'étudiant et utiliser le tutoiement permet de se situer au même niveau que l'interlocuteur, ce qui évite d'ériger des barrières inutiles. Nous ne savons pas en effet quelles représentations a pour la personne l'expression « entretien pour une enquête sociologique ».

Des militants sont curieux d'en savoir plus sur l'entretien, sur l'étude, peut-être pour en garder le contrôle, ou tout simplement pour apporter des réponses satisfaisantes pour l'étude (les militantes en particulier ont semblé assez sensibles à l'utilité, la justesse de leurs réponses et n'hésitaient pas à proposer de clarifier leur propos ou à demander si elles avaient bien répondu). Répondre à cette curiosité est un exercice périlleux (puisque'il serait vain de chercher à isoler le militant des influences externes pour l'influencer nous-mêmes), mais intéressant puisque bien fait, cela favorise des réponses et des précisions en phase avec l'enquête et donc très utiles (certains détails notamment). Certaines informations sont en effet données spontanément par la personne si

elle sait que cela peut nous être utile, alors que nous n'aurions pas forcément pensé à explorer ce domaine (un parent énarque par exemple).

Présenter l'étude de façon sérieuse, scientifique peut participer à dissuader le militant de fournir des réponses de « circonstances », en faisant comprendre que les réponses seront utilisées dans le cadre de la recherche et non de la communication comme cela pourrait être le cas lors d'un entretien avec un journaliste.

Néanmoins, comme l'indique Sylvie Ollitrault, l'entretien peut être pour le militant un exercice délicat, puisqu'il devra combiner son histoire personnelle et son histoire militante, et nous pouvons penser qu'il fera en sorte d'en donner une image cohérente.

« Un jeu va se constituer pendant l'interaction : mettre en scène son identité collective en articulant avec son propre cursus individuel » (1996, p.133)

Donc même si nous voulons évacuer les structures dans notre recherche, celles-ci restent présentes puisqu'elles font partie de la vie, ont une influence sur la personnalité des membres du groupe, qui probablement tenteront d'en préserver l'image et d'éviter des déclarations qui pourraient être mal interprétées. En conséquence, certains militants risquent de ne pas "tout" dire, s'ils sont armés intellectuellement pour réussir à anticiper les conséquences de leurs déclarations. En conséquence, ils pourraient privilégier certains points à mettre en avant et d'autres à dissimuler

« Si l'individu ne contrôle pas les structures structurant son habitus, il est capable de se situer et d'agir dans son environnement. C'est un individu actif au sein des structures qui opère les choix: de dire ou de ne pas dire, de valoriser un aspect ou non en se référant aux conséquences produites ». (ibid, p.60)

2. Déroulement de l'entretien

a. **Pendant l'entretien**

Lors des entretiens, le tutoiement est de rigueur, puisque entre étudiant, il serait malvenu de se vouvoyer, ceci n'aurait sans doute que des conséquences négatives, créerait une distance, une gêne et peut-être même une méfiance. En effet, le sujet de l'entretien est politique, ce qui peut vouloir dire que la personne craint de se livrer si elle pense avoir affaire à quelqu'un d'hostile ou d'une autre idéologie. Être étudiant en master de Sociologie pouvait être rassurant à ce niveau.

L'entretien se déroulant généralement l'après-midi, il n'était pas rare qu'il fasse chaud dans les salles sélectionnées. Afin d'améliorer le confort, il était bon de trouver la salle la plus fraîche.

Nous nous mettions en face du militant, afin de pouvoir discuter de façon confortable (sans avoir à la fin de torticolis ou des douleurs de nuque). De plus, être en face permettait de donner l'impression d'écouter, d'être intéressé et donc de mettre en confiance l'étudiant et ainsi l'inciter à se dévoiler.

Nous disposions le dictaphone à proximité du militant, puis nous commençons par la question « Peux-tu me présenter ton engagement militant ». Cette question est très globale et parle directement au militant, puisqu'elle lui demande de présenter un sujet qu'il connaît bien. Elle n'est pas sur le guide d'entretien, il s'agit d'une phrase d'accroche, afin d'entrer dans le vif du sujet en lançant une discussion. Il semblait en effet logique de commencer par le parcours militant mais les questions s'y rapportant risquaient d'entraîner des réponses courtes (quelle organisation, depuis quand, autres organisations...). Cette question permettait donc de synthétiser, et certains militants ont apporté plusieurs réponses. Cette question semble donc efficace, mais elle paraissait être interprétée différemment suivant les individus, qui y répondait donc en conséquence. Lors des derniers entretiens, il nous a été demandé plusieurs fois de préciser cette question, alors que cela n'avait jamais été le cas jusqu'alors. Ceci peut s'expliquer par le fait que cette question est très vague, chacun pouvant y comprendre ce qu'il veut. Ce manque de précision est recherché pour ne pas brusquer le militant et lui permettre de commencer l'entretien par le thème qu'il souhaite.

Les thèmes du guide d'entretien suivant une construction, nous essayions d'en suivre l'ordre, afin d'épuiser les sujets les uns après les autres et de pouvoir alors les approfondir tant qu'ils étaient dans la discussion, et donc ne pas avoir à y revenir plus tard en changeant de sujet, mais aussi par commodité, pour pouvoir vérifier plus facilement à la fin que toutes les questions avaient été posées. Mais comme il fallait tout de même prendre en compte ce que dirait le militant, nous ne pouvions pas suivre entièrement l'ordre du guide d'entretien. Donc lorsque nous devions aborder un nouveau sujet avant d'avoir fini le précédent, nous tentions de finir celui-ci avant de retourner à l'autre. Lorsqu'une réponse n'apportait pas des données qui nous semblaient suffisantes, nous la relançons ou nous demandons des précisions afin d'obtenir des ressources utilisables.

Il ne faut pas non plus oublier qu'il est envisageable que des militants puissent vouloir garder un contrôle de l'interaction lors de l'entretien et ainsi ne pas être « à la merci » du chercheur. La façon de répondre pouvait donc être une forme de protection, de la personnalité par exemple en décidant de ne pas tout dévoiler. Il fallait donc parfois faire preuve de finesse et ne pas demander directement les choses, mais amener le militant à en parler de lui-même. Le Breton (2004, p.123 et p.176) présente cette situation :

« Le danger de ne pas être pris pour celui qu'il voudrait être provoque chez l'individu le souci de contrôler les représentations que l'autre se fait de lui et de donner l'image la plus propice. De manière subtile, la face est le coeur tacite de l'échange. À tout moment elle est susceptible d'être mise à mal ».

« Ce (les réponses) sont des actions conjointes qui naissent de la teneur de la relation nouée entre les acteurs et leurs projections mutuelles, des attentes supposées de l'un et de l'autre »

A la fin de l'entretien, nous demandions au militant s'il avait des collègues qui étaient susceptibles d'être intéressés à participer à un entretien. Cette méthode a donné de bons résultats, et nous a permis d'obtenir un certain nombre de contacts qui nous ont été très utiles. En agissant de cette manière, le militant sait à quoi correspond notre requête, il ne prend pas le risque vis-à-vis de ses camarades que cette enquête soit un piège ou ait des intentions malveillantes. De plus, s'il ne sait pas sur le moment si des collègues sont intéressés, mais va se renseigner, cette expérience peut lui servir pour en convaincre. Lorsque nous récupérons des contacts téléphoniques, indiquer le nom de la personne qui a servi d'intermédiaire était un bon moyen d'instaurer la confiance et d'obtenir l'accord. Parfois même, lorsque nous appelions, l'interlocuteur était déjà au courant de qui nous étions et du sujet de l'enquête grâce au militant interrogé précédemment qui lui en avait parlé.

b. Durée des entretiens

La durée annoncée des entretiens était d'environ 45 minutes, en se référant aux entretiens de test du guide. Près de la moitié d'entre eux a été réalisée dans ces temps, en moins de 50 minutes. Les autres ont eu tendance à prendre bien plus de temps. La moyenne de durée des entretiens tend à le prouver puisqu'elle est de 75 minutes, soit une heure et quart. L'écart type de 49 minutes indique une dispersion importante, qui peut s'expliquer le nombre important d'entretiens « courts » (réalisés dans les temps prévus ou en nécessitant moins) et par celui de 4 heures. Mise à part cette exception, nous pouvons remarquer deux grandes catégories : les entretiens de moins de 50 minutes, et ceux durant entre 1h20 et 2h20, qui en comprennent respectivement 9 et 7. L'intervalle dans lequel se situe la moyenne ne compte que 3 entretiens.

En analysant les durées moyennes des membres des différentes organisations, nous remarquons que six des huit groupes ont une moyenne proche de 65 minutes, mais l'écart type variable témoigne des disparités. La population à prendre en compte est trop faible pour pouvoir

détecter des grandes régularités. Sauf dans certains cas exceptionnels, il est peu probable que nous puissions trouver une variable qui influe sur la durée de l'entretien.

Par exemple, nous pouvons remarquer que les militants de Libertafac ont la durée moyenne d'entretien la plus élevée et cela s'explique facilement. Les deux entretiens les plus longs ainsi que celui qui se classe sixième en durée, sont issus des membres de ce groupe. Ces militants ayant beaucoup parlé du blocage pendant leur entretien, il est normal que leur temps de parole soit plus important que ceux qui se sont contentés de répondre simplement aux questions.

Statistiques relatives à la durée en minutes des entretiens :

- moyenne et écart type

Moyenne	75,65
Écart type	48,91

- effectifs des différents intervalles

Intervalles	[0-50[[50-80[[80-110[[110-140[[140 et +[
Effectifs	9	3	5	2	1

- durée moyenne et écart type en fonction de l'organisation d'appartenance

	AGET FSE	Aucune	Fac Verte	JCR
Moyenne	63	49	67	71
Écart type	20,52	17,01		33,57
	Libertafac	Sud étudiant	UNEF	UNI
Moyenne	155	69	64	67
Écart type	80,41	38,11	29,16	38,18

3. Les différents comportements des militants lors de l'entretien

Chaque entretien est un exercice unique. En effet, si le guide d'entretien est similaire, les interlocuteurs sont eux tous différents, ont des personnalités et des attitudes propres. De même, le chercheur est lui aussi différent, il évolue, apprend des exercices précédents, s'adapte à la situation. Aucun entretien n'est par définition normal, il n'y a pas de norme possible, chacun laisse une autre impression, qui peut par exemple concerner l'attitude, la précision des réponses par rapport aux questions. Une raison explicative de tout ou d'une partie des comportements peut probablement se chercher dans les motifs qui ont poussé le militant à accepter de participer à notre enquête.

a. Les raisons de l'acceptation de l'entretien

Nous avons déjà évoqué succinctement ce sujet précédemment, mais il semble important d'y revenir afin de le présenter plus précisément. Nous avons enregistré plus de réponses positives que de négatives à nos sollicitations. En conséquence, accepter de participer peut être considéré comme une attitude majoritaire, « normale ». Cet entretien étant annoncé d'une durée de 45 minutes, cela représente donc une contrainte. Nous pourrions estimer que cela soit une conséquence de la nature du militant d'accepter les contraintes, mais cela ne serait pas du tout suffisant ni satisfaisant comme explication et nous devons en trouver d'autres :

- *L'opportunité*

Le statut conféré par une recherche de master a du jouer un rôle déterminant dans un certain nombre de cas. Cela apporte une certaine crédibilité et une sorte de caution scientifique qui peut impressionner. En effet, il est probable que des étudiants se soient sentis flattés d'être sollicités pour présenter leur engagement militant. Cela traduisait un intérêt de la « recherche », mais pouvait aussi représenter une reconnaissance de leur engagement, de leur action. Ils pouvaient devenir les porte-paroles du militantisme. Il est probable que dans un certain nombre de cas cette enquête ait été considérée comme une tribune, une occasion de dire ce qu'ils avaient sur le cœur, de dénoncer, en quelque sorte une opportunité à saisir. Il y avait apparemment chez un certain nombre de militants, le besoin de parler, de trouver quelqu'un de disponible et d'intéressé pour écouter, de présenter cet engagement, de se justifier, mais aussi parfois de régler ses comptes. Par moments cela tournait plus au récit de vie qu'à l'entretien semi directif.

Certains étudiants nous ont remercié à la fin de l'entretien, avant même que nous ne puissions le

faire, ce qui était assez surprenant sur le moment. Dans leur esprit le service rendu avait changé de sens et ils en étaient apparemment redevables.

- L'intérêt

Plusieurs formes d'intérêt se sont manifestées, celui que nous venons de citer de pouvoir témoigner de son engagement, mais aussi celui porté au sujet du militantisme et de pouvoir participer à sa manière à l'enquête. Enfin, il semblerait que certaines personnes aient espéré bénéficier de quelque chose en retour.

Des militants ont trouvé un intérêt certain en participant à ces entretiens. Ceci s'est révélé plusieurs fois, les militants s'engageaient dans l'enquête à laquelle ils participaient de fait, et tentaient d'aider au maximum à son avancement pendant le laps de temps auquel ils y participaient. Ils donnaient pour cela des réponses justes, précises et précisées, mais aussi faisaient intervenir leurs connaissances universitaires et empiriques pour expliquer des actions, éclairer des points de vue, dévoiler des phénomènes. Plusieurs fois aussi est revenue la demande relative à la justesse de la réponse (« *j'ai bien répondu?* »). Il est même arrivé qu'un militant estime de lui même que sa réponse n'était pas claire et qu'il recommence à y répondre.

Un membre de l'AGET FSE, étudiant en psychologie s'est particulièrement distingué dans cet exercice mais plus de la moitié des militants était dans cette logique au cours de l'entretien.

Il est sans doute aussi envisageable que cet entretien soit vu dans la continuité de l'action militante quotidienne. En effet, il apparaît que aller au contact des gens, et ensuite essayer de les convaincre est un exercice constant. Certains se sont peut être dit qu'un étudiant de master fait aussi partie du public visé, et que le service rendu pourrait être payé en retour par un engagement, un vote ou autre chose. Après un entretien, un militant de l'AGET FSE a justement tenté d'obtenir des informations sur les autres militants, notamment des numéros de téléphone. D'autres militants ont souhaité pouvoir lire l'enquête une fois finie. Ces exemples peuvent amener à penser que la participation à cette recherche ait pu être guidée par des considérations intéressées, calculées.

- Le devoir

Il est apparu clairement lors de l'entretien que certains militants ont participé quasiment par obligation, qui serait liée à leur statut, réel ou supposé. En effet, il est possible que suite aux représentations courantes de la politique, avec des interviews, des entretiens, des émissions où sont invités des représentants du monde politique, certains étudiants se sont peut être placés dans une sorte de reproduction, de phénomènes connus en rapport avec leur fonction de militant. Les

militants qui semblent avoir accepté pour cette raison étaient généralement peu à l'aise, et souvent pressés de terminer.

Le président de l'UNI par exemple l'a apparemment accepté en le voyant comme une charge liée à sa fonction (il aurait apparemment l'habitude de participer à des débats ou à des interviews) et a montré beaucoup de réticences à répondre lorsqu'il s'est très rapidement rendu compte que l'exercice se révélait très différent de ce qu'il escomptait.

Le président de Fac Verte l'a lui aussi accepté comme une charge liée à sa fonction. Il était méfiant, l'entretien se déroulant en période électorale et il craignait des manœuvres d'adversaires politiques.

Une militante de l'AGET FSE qui avait accepté l'entretien d'une certaine manière pour rendre service, à la suite de l'acceptation par d'autres de ses collègues avec qui elle se trouvait à ce moment là, semblait très stressée, en partie peut-être parce qu'elle craignait que les informations qu'elle donnait soient utilisées à des fins malveillantes. Elle a d'ailleurs demandé à la fin que son nom soit modifié, pensant qu'il serait utilisé.

Un militant de Sud étudiant qui est aussi étudiant en master de sociologie a répondu aux questions de façon très professionnelle, ce qui a trahi son habitude à participer à des exercices politiques. Il a d'ailleurs indiqué qu'il avait été plusieurs fois le représentant de mouvements et qu'ainsi il participait à des interviews de journalistes et des débats, mais aussi qu'il avait occupé des responsabilités à l'échelon national au sein de son organisation. Il est possible que le fait d'être aussi en master de sociologie ait joué un rôle au niveau de son acceptation.

b. L'attitude

Les deux grandes situations que nous avons rencontrées sont une attitude émotive, et une attitude calme. La première pourrait avoir deux explications différentes alors que la deuxième semble plus concerner des militants ayant du « vécu ». Généralement ces attitudes demeurent durant tout l'entretien, mais il peut y avoir des exceptions et des militants qui passent de l'une à l'autre, ce qui a été le cas des membres de Libertafac. Nous entendons par « émotive », une attitude laissant échapper, paraître des émotions, par opposition à « calme » qui ne laisse rien transparaître.

- *Attitude émotive*

Les militants jeunes et de sexe féminin ont eu souvent tendance à rire pendant l'entretien. En évoquant l'action militante, plusieurs fois des étudiants manifestant cette attitude ont indiqué préférer

le militantisme de terrain aux tâches bureaucratiques, aux réunions, aux conseils. Ceci peut être lié.

Le rire se manifestait souvent lorsqu'ils répondaient aux questions, généralement lors des questions qui les surprenaient, auxquelles ils avaient du mal à répondre, ou pendant leurs réponses, surtout lorsque celles-ci étaient désordonnées. Ce rire peut être interprété comme de la gêne, du malaise, de la nervosité. En effet, après avoir ri, ces militants se raidissaient en écoutant la question suivante. Sans doute qu'ils ne sont pas habitués à cette situation de l'entretien et que ce rire en témoigne. Ces militants semblaient participer dans une logique de « devoir » et peut être regrettaient-ils d'être là. Nous pouvons reprendre ici David Le Breton (2004, p.177) pour illustrer cette situation :

« Si l'entretien sollicite un individu déconcerté, hors des conditions familières de sa parole, il réagit par la gêne [...]. intimidé par son interlocuteur, désarçonné par une situation dont il ne possède pas le mode d'emploi, il craint de commettre une bétise ou de subir les conséquences d'une révélation maladroite de sa part »

Mais ce rire peut aussi être dans d'autres situations un rire indiquant la satisfaction. Des militants auraient apparemment vraiment pris du plaisir à participer à cette enquête, et cette bonne humeur en témoignerait. Ils s'exprimaient de façon très naturelle, très décontractée, n'hésitant pas à faire de l'humour, à rigoler, à prendre le chercheur à témoin, à critiquer, à s'indigner, à dénoncer. D'une certaine manière ces étudiants semblaient « vivre » leur engagement qui paraissait être une partie intégrante et essentielle de leur personnalité. Cette attitude pourrait alors être interprétée comme étant la conséquence d'une discussion sur un sujet familier et qui leur est cher, mais aussi peut-être une forme de défense, en voulant lui donner une bonne image de cette partie d'eux-mêmes.

Un cas vraiment particulier de ce type d'attitude vive a été donné par une militante « libre », hors organisation. Elle parlait lors de l'entretien de façon très courante, elle commençait des phrases qu'elle ne finissait pas, passait d'un sujet à l'autre (cette retranscription sera d'ailleurs assez difficile), utilisait beaucoup de « quoi », de « trucs », « après », « chais pas », « tu vois ». Elle donnait des réponses très longues, voir très très longues, en redisant parfois ce qu'elle avait déjà dit. Par moments elle s'énervait contre le sujet qu'elle évoquait et haussait la voix, d'autres fois elle riait. Cet entretien était dynamique mais a nécessité un grand travail de classement pour réorganiser ces réponses.

Un autre exemple peut être donné par cette militante de Sud et de la LCR qui avait des éclats de voix quand elle parlait et qui vivait vraiment ce qu'elle disait, en s'indignant, en riant, en s'énervant. Elle était aussi très enthousiaste quand elle parlait de son expérience avec son parti

politique. Elle estime d'ailleurs que militer est une des meilleures choses qui lui soient arrivées.

- Attitude calme

Elle est souvent la caractéristique des étudiants plus âgés, plus avancés dans leurs études, ou ayant une expérience militante importante. Ces militants restent généralement plus calmes et imperturbables, et fournissent des réponses plus ordonnées que leurs autres collègues. D'une certaine manière, la majorité des étudiants était calme au début de l'entretien, mais rapidement se distinguaient ceux qui le restaient de ceux qui vibraient en parlant de leur engagement.

Par exemple le président de Fac Verte était très calme et méthodique, il réfléchissait à chaque fois à la question posée. Il répondait rarement rapidement et apportait ensuite une réponse très construite et précise. Cette situation était assez troublante, les réponses semblant parfois trop rigoureuses, scientifiques.

Le militant de l'AGET FSE qui étudie en psychologie a lui aussi répondu de façon très sérieuse et concentrée, en apportant ses connaissances psychologiques à l'explication de ses réponses, et lorsqu'il pensait voir la finalité des questions, donnait des pistes pour y répondre.

Une étudiante de Libertafac parlait très calmement, de façon réfléchie, semblant peser ses mots. De plus, elle ne parlait vraiment pas fort, au point que sur le moment et ensuite sur l'enregistrement, on entendait mieux des voisins hispaniques à travers les murs. Elle semblait aborder cette confrontation d'une manière très originale, de façon totalement différente des autres militants. Par moment elle nous vouvoyait lors de l'entretien, ce qui pouvait être déstabilisant puisque cela pouvait avoir plusieurs significations, un respect de l'enquête et du chercheur, une volonté de distanciation, une immersion totale dans l'entretien...

- Exceptions

Généralement, les attitudes étaient homogènes durant tout l'entretien. Il pouvait tout de même arriver que certains étudiants passent de l'une à l'autre. Le président de Libertafac par exemple, était assez calme, au début, mais petit à petit en évoquant son expérience, notamment des problèmes qu'il a eu avec des militants d'autres organisations, il a commencé à parler plus vite, à user d'ironie à leur propos. Il estima lui même à un moment qu'il avait l'impression de se perdre dans son discours et qu'il ne savait plus où il voulait en venir. Il se demandait même s'il était en train de vouloir prouver quelque chose par rapport à ces militants. Par la suite, en évoquant d'autres sujets, il reprit son attitude initiale.

Cette attitude s'est retrouvée chez les trois militants de Libertafac, ils étaient généralement calmes et parlaient de façon réfléchie, mais lorsqu'ils évoquaient le blocage et leur expérience relative à cet

événement, leur attitude changeait totalement. Ils perdaient leur calme et s'exprimaient de façon très émotive.

c. Précision des réponses par rapport aux questions

Cette catégorie ne vise pas à juger la qualité des réponses dans une analyse de fond, elle sépare tout simplement ceux qui répondaient aux questions posées, de ceux qui n'y répondaient pas, et ce pour diverses raisons et de diverses manières.

- Réponses étant en relation avec les questions

Cette catégorie est elle-même sous-divisée en plusieurs branches :

- ➔ Les étudiants qui répondent de façon précise à la question mais s'arrêtent à elle. L'exemple du président de Fac Verte en est le plus représentatif.
- ➔ Ceux qui répondent de façon rapide, et parfois incomplète, nécessitant une relance de la question. Cette attitude s'observe chez les militants stressés et qui auraient accepté l'entretien par obligation.
- ➔ Enfin les militants qui participent à l'enquête, et essayent de lui apporter tout ce qui leur est possible, répondant du mieux qu'ils peuvent à la question, et ajoutant tout ce qu'ils estiment comme étant important. Il s'agit des personnes qui ont semble-t'il accepté l'entretien en trouvant cette recherche intéressante.

Nous n'avons pas eu à déplorer beaucoup d'entretiens où les réponses n'étaient pas convenables. En règle générale les militants jouaient honnêtement le jeu.

- Réponses n'étant pas en relation avec les questions

Deux militants se sont fait remarquer dans cette catégorie, pour des raisons différentes. Il s'agit des entretiens des extrêmes, le plus long, et le plus court.

- ➔ Refus de participer : le président de l'UNI a refusé l'entretien, dans le sens où il ne voulait pas répondre à la majorité des questions, se contentant d'une réponses improvisée, très courte et de « *je sais pas* » aussi nombreux que les questions posées.

Les tentatives d'approfondissement n'ont pas été concluantes. Il semble évident qu'il pensait parler d'idées et de positionnement politique, et notre sujet semblait le gêner. Il est apparu par la suite que cette organisation est assez faible au niveau du militantisme, et il est possible qu'en tant que président il ait préféré ne pas dévoiler ces faiblesses. Cet entretien a été difficile, il a nécessité par moment un calme nécessaire face à la mauvaise foi de l'interlocuteur.

→ Volonté de parler d'autre chose : le benjamin des membres de Libertafac que nous avons interrogés, a profité de l'entretien pour « raconter sa vie », au propre comme au figuré. Il a apparemment été choqué par certaines facettes du militantisme, notamment la violence psychologique et les menaces qu'il a subies. Cet entretien a duré 4 heures. Sans cesse, alors que les questions se référaient à son engagement militant personnel, il parlait du mouvement anti LRU et du blocage qui a eu lieu à ce moment. Il a aussi présenté son organisation et sa jeune histoire qui a été apparemment assez tourmentée. Sur certaines questions il parlait pendant plus d'une dizaine de minutes sans s'arrêter, en parlant vite. Lorsqu'il semblait faire une pause et que nous voulions recadrer l'entretien, il repartait sur une autre dimension de son sujet. Cette confrontation a été très éprouvante et usante.

- Tri des réponses

D'une manière générale, tous les entretiens ont nécessité un tri entre les informations pertinentes pour notre recherche et celles ne l'étant pas. Un certain nombre de militants avait tendance à s'épancher sur des thèmes lui tenant à coeur, à sortir du sujet, à parler de sujets qui n'avaient plus rien à voir avec la question. Puis, au bout d'un moment, ils recommençaient à dire des choses intéressantes, que nous n'aurions peut-être pas pu connaître en se contentant juste des questions prévues. Ici réside une des grandes difficultés de l'entretien. Il est possible que la personne en parlant suit un cheminement logique pour répondre à la question, tel un sociologue qui explique une situation à la télévision, doit la reformuler, l'introduire par diverses présentations. Il est envisageable que le militant puisse suivre une logique similaire s'il estime qu'il risque d'être mal compris et ainsi apporte les précisions, les explications et les présentations nécessaires. Il est aussi possible qu'il se soit perdu dans ses pensées et parle de ce qui lui vient à l'esprit ou de ce dont il a envie de parler. Ainsi dire « stop » est un risque, qui pourrait être préjudiciable pour la suite de l'entretien et pour la précision de la réponse. Nous avons fait le pari de ne pas interrompre les militants et de faire ensuite le tri.

4. Problèmes rencontrés

Le pire problème a sans doute été la panne de batterie de l'enregistreur durant l'entretien avec une militante de l'UNEF. Ceci a causé la perte de cet entretien puisque nous n'avons pas réussi par la suite à reprendre un rendez-vous avec la militante. Une autre mésaventure a été que le militant ne vienne pas au rendez-vous, cela est arrivé avec un militant de Fac Verte qui n'était plus joignable ensuite. À moindre mesure cela est arrivé aussi avec une membre de l'UNEF, qui est venue en retard au rendez-vous, mais qui n'a pas pu participer à l'entretien ce jour là parce qu'elle partait dans une autre ville aider l'UNEF locale lors d'élections. Heureusement, l'entretien a été réalisé quelques jours plus tard.

Une durée trop longue entre le moment quand le rendez-vous est convenu et le moment choisi, peut favoriser l'oubli chez le militant, ce qui nous est arrivé. Pour éviter que cela ne se reproduise, nous nous arrangeons pour que ce temps soit court, au maximum quelques jours. Envoyer un message téléphonique la veille du rendez-vous est aussi un bon moyen de s'assurer que le militant sera présent.

Lors de l'entretien avec une autre militante de l'UNEF il y a eu deux problèmes : tout d'abord des personnes sont entrées dans la salle où nous étions durant l'enregistrement parce qu'elle y avaient cours. Ensuite, la militante a du partir parce qu'elle avait un examen. Nous devions finir deux heures plus tard, mais elle était partie et nous nous étions alors avec une autre militante. Cet entretien a donc finalement été fini dans les jours suivants, et a donc été réalisé en trois parties.

Le président de l'UNI a lui été un problème, il montrait une grande réticence à répondre aux questions. Au contraire, un militant de Libertafac ne voulait lui plus s'arrêter de parler et nous n'avons fini que quatre heures plus tard.

Quatrième partie : l'analyse des données

I. Traitement des données

1. Retranscription

La retranscription est un travail long et laborieux, heureusement facilité par la technologie. En effet, l'enregistrement numérique permet de ralentir le tempo de l'entretien, et donc de diminuer le débit des paroles du militant (sans pour autant lui donner une voix de robot inaudible) afin de pouvoir écrire en continu. Le logiciel libre Audacity (version 1.2.6) permettant ce traitement a été chargé depuis internet pour effectuer cette manipulation.

Une première sélection des données a été effectuée lors de la retranscription. Nous avons écarté tout ce qui n'avait aucun lien avec notre enquête et ses questions. Dans certains entretiens il y avait beaucoup à purger (celui de quatre heures notamment), d'autres ont été entièrement retranscrits (ceux durant le temps prévu, à peu près 45 minutes). Les entretiens retranscrits faisaient généralement six ou sept pages de traitement de texte en format habituel sans interligne. Les plus courts en faisaient cinq, et deux faisaient huit pages. La grande différence entre les entretiens retranscrits, est la densité des informations qu'ils contiennent. Cela peut être une bonne chose d'avoir beaucoup de données mais aussi une charge de travail supplémentaire qui n'est pas sûre d'être payée en retour. En effet, une réponse longue nécessite un réexamen ultérieur pour analyser si toutes ces informations sont utiles et en rapport avec notre enquête, alors qu'une réponse succincte en quelques lignes peut parfois apporter au final la même qualité, en étant déjà synthétisée par le militant.

Grâce au logiciel Audacity nous avons pu réaliser l'économie de temps très appréciable de ne pas avoir à arrêter l'enregistrement, sans cesse et de devoir ensuite chercher l'endroit sur la piste où nous manquaient des données. En pouvant retranscrire l'entretien « de volée », en une seule fois, la retranscription nécessitait deux fois et demi le temps de l'entretien, contre plus de quatre fois le temps original sinon.

Chaque entretien retranscrit reçu un numéro, afin de faire disparaître le nom du militant qui n'était utile jusque-là que pour nommer les différents fichiers des enregistrements. Le nom des militants ne nous est d'aucune utilité dans cette enquête. De plus, l'utiliser nous ferait courir des

risques au niveau légal en ne disposant pas des autorisations des personnes nommées, ainsi que la possibilité que les informations que nous avons recueillies dans un cadre scientifique soient utilisées à des fins malhonnêtes, regrettables pour les militants. Nous n'avons pas utilisé la première lettre du prénom parce que curieusement certaines lettres sont redondantes. Sur les vingt militants interrogés, trois ont un nom qui commence en A, deux en B, deux en D, trois en M, et quatre en T. Ce serait un autre travail de chercher si le nom influe sur le militantisme, mais ces coïncidences sont surprenantes et empêchent l'utilisation des initiales. Nous ne connaissons pas le nom de famille, cela n'apparaissant pas comme étant nécessaire.

Un problème de la retranscription d'une vingtaine d'entretiens est la fatigue des doigts et des poignets. Une alternative aurait été un logiciel de reconnaissance vocale qui retranscrit l'entretien lorsque nous le relisons. Malheureusement ces logiciels ne sont pas facilement disponibles. De plus nous n'imaginions pas que la retranscription manuelle nécessiterait autant de temps, et nous avons commencé avec elle, changer de méthode par la suite n'aurait pas apporté le même bénéfice. En conséquence nous avons opté pour la retranscription manuelle pour tous les entretiens, mais il est évident que si nous avions eu affaire à un nombre plus important d'entretiens, il aurait été presque nécessaire d'opter pour la retranscription vocale afin de réaliser des économies de temps.

2. Classement

Une fois les entretiens retranscrits, un classement s'impose afin de pouvoir travailler toutes ces données qui occupent une centaine de pages d'un document de traitement de texte (sans interligne).

La première opération est de classer les informations de chaque entretien en fonction de la réponse à laquelle elles se rapportent, afin de disposer pour chacune des questions de toutes les possibilités de réponses fournies par les militants. Ce travail s'effectue dans un nouveau document informatique, dans lequel chaque entretien sera coupé et réparti. Ce classement permet aussi d'effectuer un nouveau tri, seules les informations en rapport direct avec les questions seront gardées dans ce document. Une partie du reste des entretiens est organisée dans un autre document afin de pouvoir être utilisé par la suite en illustration et en explication notamment. En effet, il y a des données qui ne correspondent pas aux questions mais qui peuvent être très instructives et qui sont nécessaires, le comportement lors de l'entretien par exemple.

Une fois ce travail effectué, les différentes catégories sont rangées en six grandes parties relatives aux six thèmes du guide d'entretien. Ces six thèmes permettront ensuite de réaliser six

tableaux récapitulatifs où les réponses seront synthétisées. Il s'agit de tableaux à double entrée récapitulant les informations personnelles des militants (numéro, sexe, âge, organisation) et les différentes questions à lesquelles se rapportent les informations. Parfois il est difficile de synthétiser une réponse qui comporte beaucoup d'informations, certaines cases de ces tableaux sont donc grandes. À ce niveau nous pouvons donc voir rapidement les réponses de chaque militant, puisque elles se suivent sur la ligne du numéro du militant, et les réponses à chaque question qui se suivent dans la colonne.

La dernière étape du traitement, consiste à faire disparaître le lien entre les réponses et les militants qui les ont données et de chercher à connaître les informations qui reviennent le plus. Pour cela, chaque colonne du tableau précédent (comportant une question et ses réponses) est isolée. Un nouveau tableau en est issu où chaque colonne correspond à une réponse, ou un type de réponse lorsque nous pouvons en regrouper plusieurs dans une catégorie plus large qui pourrait donner d'avantage de sens qu'une multitude de réponses éparpillées. À chaque fois que l'information qui donne son titre à la colonne est citée, nous cochons la case correspondante avec un « 1 », puis une fois l'ensemble des réponses réparties, nous faisons le total de chaque colonne pour obtenir des résultats utilisables. L'ensemble des résultats de ces derniers tableaux est disponible en annexe.

II. Analyse

Il ne s'agit ici que d'observations faites sur une population de vingt étudiants militants. Nous précisons cette information un certain nombre de fois, mais nous ne le pourrons pas de manière systématique pour éviter des redondances qui alourdiraient le propos. Aucune des données chiffrées que nous présentons n'a pour vocation à être généralisée ou à s'appliquer à une population autre que celle interrogée durant cette enquête, même lorsque cela ne sera pas précisé explicitement.

Fréquemment les totaux ne sont pas égaux à vingt, en étant soit supérieurs, soit inférieurs. Cela peut s'expliquer par le fait que souvent nous n'avons pas eu une réponse à la question de la part de tous les militants, mais aussi que les réponses peuvent entrer dans plusieurs catégories, faussant donc un éventuel calcul de sommes. Lors de regroupements de plusieurs possibilités de réponses dans une catégorie ayant sens, le calcul est à chaque fois refait en fonction des réponses données et non des totaux précédents, afin d'éviter qu'une personne compte pour plusieurs.

Pour commencer, nous nous intéresserons au profil de nos militants afin de présenter les spécificités de cette population que nous avons étudié. Nous présenterons ensuite successivement les résultats des six grandes catégories du guide d'entretien, dans l'ordre où elles y sont présentes, puis pour finir nous ferons un récapitulatif.

1. Le profil des militants

a. Sexe

Il est remarquable que nous ayons interrogé plus de militants que de militantes (11 contre 9). Le Mirail connaissant une surreprésentation féminine au niveau de ses étudiants cela peut paraître surprenant. Une observation attentive dans les différentes organisations, ou lors du blocage laisse tout de même apparaître que si les hommes sont moins nombreux sur le campus, ils semblent plus actifs dans le militantisme. Néanmoins, il faut tempérer ce résultat en prenant en compte que notre population compte des militants de l'UNI originaires des autres universités, notamment de Paul Sabatier qui est plus masculine. En discutant avec ces militants il est apparu que l'UNI est un groupe comptant très peu de militants et essentiellement sinon exclusivement masculin. Fac Verte semble aussi être une association essentiellement composée d'hommes, mais là aussi ses militants proviennent essentiellement des autres universités et ne sont pas nombreux. L'AGET FSE est aussi un groupe assez masculin. La militante que nous avons interrogé qui fait aussi partie d'un collectif lancé par cette organisation nous a d'ailleurs avoué qu'elle et ses collègues féminines devaient faire face à des comportements machistes au sein de ce collectif dont le sujet (l'antifascisme) était généralement un domaine masculin, et que cela nécessite de la volonté et de l'obstination pour s'imposer. Au contraire, l'UNEF semble être une organisation féminine dont le seul militant que nous avons interrogé y était par calcul, pour suivre des directives de son organisation politique, et non par conviction. Son propos en est d'ailleurs très critique. Parmi les militantes considérées comme étant « hors organisation », une a quitté l'UNEF il y a quelques mois à cause de désaccords. Les autres militants UNEF que nous avons rencontrés, au moment des élections notamment, ne venaient pas du Mirail. Libertafac, JCR et Sud étudiants semblent être plus partagés entre les deux sexes, néanmoins, il s'agit de petits groupes. Il est donc difficile d'émettre un jugement. Si nous ne prenons en compte que les étudiants du Mirail, nous constatons presque une parité où les femmes deviennent majoritaires (9 femmes pour 8 hommes).

b. Âge

Nous avons interrogé des militants d'âges variés, dont le plus âgé pourrait presque être le père du plus jeune. Mais nous pouvons facilement constater que la majorité des militants a entre 18 et 21 ans (deux tiers des militants), voir 18 et 23 ans (4 sur 5). Ces deux catégories sont aisément explicables, puisque le système universitaire français fonctionne suivant la logique dite LMD, fixant les durées nécessaires pour obtenir les différents diplômes à 3, 5 et 7 années. Le taux d'échec, d'abandon, et de sortie au bout de la licence étant très important, il apparaît comme logique que ce soient les âges correspondant à la formation en licence qui sont les plus représentés. La deuxième catégorie pourrait sembler naturelle en suivant l'explication précédente, en admettant qu'une partie suffisante des étudiants militants continue ses études après la licence.

Parmi les militants n'entrant pas dans ces deux catégories nous avons l'exception du « doyen » de 37ans, mais surtout le groupe des « présidents ». Ceci est remarquable que les militants les plus âgés occupent ou ont occupé (pour le militant de l'UNI) le poste de responsable. Sans doute que leur âge a joué en faveur de leur désignation, puisque les deux présidents en exercice le sont, pour « *rendre service* » (Fac Verte), et d'un groupe constitué dans une situation exceptionnelle (Libertafac). Leur poste ne semble donc pas être le fruit d'une volonté de faire carrière mais une conséquence de leur âge et de leur expérience.

Une dernière information qui surprend au niveau de l'âge est que toutes les militantes ont entre 18 et 21ans et 7 sur 9 ont 20 ou 21 ans, alors que les militants se révèlent être plus âgés et plus répartis entre toutes les possibilités d'âges rencontrées. La moyenne d'âge des militantes est de 20ans, alors qu'elle est de 24 pour les militants. Même sans l'extrême de 37ans, la moyenne des hoùès reste proche de 23ans (22,8). Il y a donc ici une différence importante entre les militants et les militantes. Nous pouvons interpréter cette information en envisageant que les militantes se désengagent plus rapidement que leur homologues masculins, soit du militantisme, soit de l'université, en n'y poursuivant pas les études après la licence par exemple.

c. Études

Comme cela est prévisible, le niveau d'étude des militants correspond aux classes d'âge que nous venons de présenter, en suivant l'âge « théorique » du passage de chaque niveau. 3 quarts des militants sont à un niveau équivalent à la licence, et 9 sur 10 entrent dans cette catégorie si on inclut

le niveau master. En prenant en compte les redoublements et les réorientations, il n'y a rien de surprenant à ce niveau.

La formation suivie fournit des données plus intéressantes. Ainsi il apparaît que deux catégories regroupent chacune un quart des militants, l'histoire, et les études de langue. La sociologie et la psychologie sont elles aussi représentées puisque ensemble elle fournissent aussi un quart de nos effectifs. En prenant en compte les doubles cursus, il apparaît que 7 militants interrogés sur 10 suivent des études d'histoire, de langue, de sociologie ou de psychologie. S'il s'agit indiscutablement de filières comportant beaucoup d'étudiants, ces résultats semblent tout de même disproportionnés et pourraient s'expliquer en envisageant que certaines études soient plus déterminantes que d'autres dans le processus d'engagement.

Ces formations étudient les hommes, les sociétés et leur histoire, ainsi que leurs langues qui est la base de la société puisque nécessaire à la communication. Nous avons pu nous rendre compte que la recherche de lien social, son renforcement, l'ouverture sur les autres sont des éléments forts dans l'engagement. Ces études, en « dévoilant l'invisible » comme dirait Bourdieu, ou en donnant une nouvelle façon de penser, d'envisager les choses (en connaissant différentes langues et différentes cultures) doivent sans doute favoriser la prise de conscience et faciliter le passage à l'acte.

Il apparaît aussi judicieux de noter que la culture d'origine joue un rôle non négligeable. En effet, deux militantes suivent des études d'occitan. Une d'elle nous a d'ailleurs indiqué que les régionalistes occitans avaient été actifs dans le militantisme de la région. Une autre militante a un diplôme d'arabe (information indiquée spontanément, ce qui peut témoigner de son importance pour la personne dont le père est marocain). La langue et son affirmation par les études peuvent être interprétées comme une volonté de construction identitaire, mais aussi comme une sorte de résistance dans notre société qui tend vers l'uniformisation. L'engagement pourrait donc être envisagé dans ce cas là comme une action normale à la suite de cette construction et de cette résistance. Nous pouvons donc ici souligner une nouvelle fois l'importance que semble jouer l'étude des langues pour militer, puisque nous obtenons (en prenant en compte les doubles cursus) un tiers de militants qui font ou ont fait des études de langue.

Les autres formations représentées sont l'art (arts appliqués et histoire de l'art), le droit (pour les militants de l'Arsenal) et les sciences biologiques (pour ceux de Paul Sabatier).

Il est donc surprenant de constater que certaines filières ne sont absolument pas représentées, comme par exemple la géographie, la musique, le sport, les mathématiques ou les sciences de l'éducation au niveau du Mirail

d. Baccalauréat

Le baccalauréat peut être important dans le sens où chaque série permet l'apprentissage et l'ouverture sur des domaines différents, mais aussi met en contact avec des camarades différents, en envisageant que chaque série a un « caractère » particulier. Il est par exemple courant que la série scientifique soit vue comme étant la meilleure, et qu'en conséquence des mesures soient prises pour confirmer ce préjugé, par les professeurs par exemple.

Il faut aussi prendre en compte que la série ait une influence dans l'orientation, suivant un chemin présenté comme « naturel ». Une université de sciences humaines comme le Mirail abritera sans doute d'avantage de titulaires d'un diplôme série Littéraire ou Économique et Social qu'une université de médecine ou de sciences physiques.

Un tiers de nos militants viennent de la série littéraire. Cette information peut venir en complément de la nature de l'université et de ses études proposées qui sont présentées comme convenant à ces étudiants. Cette série littéraire peut donc apparaître dans le cadre du Mirail comme facilitant l'engagement militant, en « obligeant » le lycéen à s'y inscrire par exemple.

Mais cette série étant délaissée par les lycéens depuis plusieurs années, ces résultats peuvent sembler exagérés et mériteraient d'être approfondis avec plus d'éléments.

Nous pouvons également remarquer que les étudiants issus des filières technologiques et techniques sont quasiment absents (un seul militant), ce qui peut s'expliquer soit par leur absence de cette université, soit par un désintérêt relatif à ces questions.

2. L'engagement militant

a. Depuis quand ?

Cette question permet deux types de réponse. Une réponse sur la durée, mais aussi une réponse sur le moment. Nous disposons donc d'informations sur la pérennité de l'engagement, de « l'expérience » de nos militants, mais aussi sur l'effet déclencheur, sur ce qui a permis à la personne de franchir le pas d'entrer en militance.

Nous pouvons dans un premier temps déceler deux grands types idéaux représentatifs de notre population :

- La « vieille garde », les « grognards » du militantisme. 3 militants sur 10 sont engagés depuis plus de quatre ans. Cette proportion monte même à 4 sur 10 si nous prenons les plus de trois ans. Cet engagement pouvant commencer dès le lycée.
- Les novices : les mêmes proportions se retrouvent au niveau d'un engagement récent, de l'année en cours (3 sur 10) ou ayant commencé peu avant (4 sur 10).

Si nous ne disposions seulement de ces chiffres, nous pourrions penser que le taux de renouvellement des militants est naturellement important. Cependant, ces données sont à mettre en relation avec celles expliquant le « passage à l'acte » :

- Un mouvement social semble être un effet déclencheur très important dans le militantisme. En effet, plus de la moitié des militants (11) a déclaré avoir commencé son activité lors d'une de ces contestations. Le blocage de 2007 avec ses cinq militants explique à lui seul la quasi totalité des engagements de l'année. Le CPE qui a eu lieu en 2006 est lui aussi évoqué par un quart de nos militants.
- L'inscription à l'université est un moment clé pour l'UNEF. Il apparaît que la présence de cette association lors de cette étape de la pré-rentrée lui permette de recruter une partie non négligeable de ses membres. Sur les cinq militants qui sont ou ont été inscrits à l'UNEF, trois se sont engagés à ce moment là. Cette « technique » ne semble pas être utilisée par d'autres groupes.
- Le lycée a été le moment de l'entrée en militance pour un septième de notre population. Généralement ces individus font partie des « vieux » militants. Le mouvement contre le ministre Fillon peut avoir été une cause expliquant cet engagement précoce puisqu'il a été essentiellement l'oeuvre de lycéens.

Ces informations peuvent déjà confirmer ce que nous avons lu dans la bibliographie que l'action est « l'essence » des groupes militants. En fournissant plus de la moitié de notre population, le mouvement social, plus par ses conséquences que par ses buts est nécessaire pour toute organisation qui ne veut pas disparaître. La « durée de vie » d'un militant étant la conséquence du parcours d'étude, nous pouvons estimer que avec une partie importante des étudiants qui ne dépasse

pas le niveau licence, celle-ci n'excède pas en moyenne trois ans. En conséquence, les groupes doivent de façon périodique renouveler leurs effectifs. « Capter » les étudiants à leur arrivée à l'université et organiser un mouvement social pour créer une action entraînante peuvent être deux moyens à la disposition des organisations pour atteindre cet objectif vital pour elles.

b. Choix de l'organisation

Généralement l'engagement s'effectue au sein d'une structure, d'une organisation. Le militantisme nécessitant un investissement important et des contraintes, il ne peut pas être infini et un choix est donc nécessaire quant à la structure à privilégier.

- Les valeurs défendues : de façon peu surprenante, la principale raison évoquée (3 militants sur 10) est une affinité avec les valeurs et les idées affichées par l'association. Il serait en effet surprenant que des individus se battent, s'investissent pour une cause qu'ils rejettent.
- L'image de l'organisation : l'image donnée est aussi importante, soit qu'elle est qualifiée de « bonne », que le groupe soit vu comme « ouvert » et pas sectaire (comme peut l'être Lutte Ouvrière par exemple), ou qu'il soit un lieu de lutte « de la jeunesse », ces réponses sont chacune évoquées par deux des militants. Le contact avec les militants existants peut aussi jouer un rôle non négligeable comme nous l'avons vu dans la partie théorique, et explique aussi deux des adhésions.
- Le potentiel : il s'agit d'une valeur déterminante, soit au niveau de l'action (2 sur 10), soit au niveau de l'évolution personnelle ultérieure en terme de responsabilités (un militant). La réponse relative au potentiel d'action a surtout été donnée par des militants de l'AGET FSE pour expliquer pourquoi ils ne s'étaient pas engagés à Sud étudiant. Ils estimaient les deux groupes comme équivalents au niveau de l'intérêt, mais Sud étudiant souffrait de son manque de militants, et donc d'une efficacité moindre, mais aussi de cette manière, d'un cercle vicieux qui en éloignait les militants potentiels.

c. Raisons de l'engagement

Les informations présentées ici pourraient sembler proches de celles données précédemment dans le point relatif au moment de l'engagement. Cependant, il s'agissait alors d'analyses de chercheur alors qu'ici il s'agit des réponses des militants suivant leur propre analyse.

- L'opposition : la raison principalement évoquée (dans presque la moitié des cas) se rapproche de la théorie d'Alain Touraine de la lutte en opposition. Les militants évoquent leur opposition, leur mécontentement, le choc causé par les résultats d'une élection ou le sentiment de révolte. Cette opposition peut être pour différente raison, et explique ainsi à la fois l'engagement des militants de Libertafac en opposition avec les méthodes utilisées par des militants, qui eux peuvent s'être engagés en opposition aux gouvernants politiques.
- L'influence de la famille : avoir une famille militante est une raison présentée par 3 militants sur 10. Il y a donc ici soit une volonté de prendre la suite des parents, de suivre leur chemin et de s'en revendiquer, soit une reconnaissance de l'influence qu'ils ont eu dans ce domaine au niveau de l'éducation en particulier.
- L'intérêt de la structure : pouvoir intégrer une structure qui fera profiter de ses avantages peut aussi être une raison de l'engagement. Plusieurs militants ont indiqués qu'ils avaient tenté de s'engager plus tôt, mais que venant de la campagne cela avait été impossible. La structure peut offrir une efficacité plus grande que l'action individuelle, et cette raison est invoquée par un septième de nos militants. Une militante a aussi présenté l'avantage au niveau de la légitimation qu'offre une structure, et de la protection que cela apporte.
- Autres : la volonté de défendre une certaine vision de la société, celle d'agir, ou de faire carrière dans la politique ne sont des raisons évoquées à chaque fois que par 1 militant sur 10.

d. Engagements multiples

Plusieurs militants nous ont dit lors des entretiens, « *le militantisme, d'abords tu y mets le doigt, puis ça te prend la main, puis le bras entier, c'est un engrenage* ». Cette image doit donc être

commune chez les militants pour qu'ils soient plusieurs à utiliser cette métaphore de l'engrenage. Celle-ci était relative au temps passé au militantisme, mais aussi à la propension à contracter de nouveaux engagements. Les réponses obtenues ici permettent de questionner cette déclaration qui vient confirmer ce que nous avons présenté en partie théorique, c'est à dire que l'entrée dans de nouvelles structures était plus facile pour quelqu'un de déjà engagé.

- D'autres engagements : quasiment la moitié des militants déclare être engagée ailleurs que dans son organisation première. Les deux tiers de cette population l'est dans une autre organisation politique. La moitié des militants ayant plusieurs engagements politiques (soit un septième de la population totale) est membre de la LCR. Ces militants voient apparemment l'engagement politique (LCR) et syndical (association étudiante) comme étant deux facettes d'une même logique, et le double engagement leur apparaît donc comme évident. Le militant JCR qui n'a pas d'autre engagement indique d'ailleurs qu'il envisage d'en contracter un prochainement. Ces militants semblent intégrer en premier l'organisation politique, puis celle étudiante. Ces deux engagements étaient généralement présentés ensemble lors des premières questions de l'entretien, montrant ainsi qu'ils se situaient sur le même niveau dans l'esprit des étudiants.
- Aucun autre engagement : 3 militants sur 10 déclarent eux n'avoir aucun autre engagement. Il est possible qu'un engagement ultérieur survienne ou soit envisagé. Malheureusement nous n'avons pas inclus cette question dans le guide d'entretien, ce qui a constitué une erreur de notre part.
- Donations : cette forme financière d'engagement est revendiquée uniquement par des militantes (majoritairement membres de l'UNEF). Peut-être sont-elles davantage sensibles que les hommes à ces causes. Les bénéficiaires de ces donations sont des associations ou des causes reconnues, comme Greenpeace, Médecin du Monde, la lutte contre le cancer ou le sida.
- Autres engagements : seule une militante déclare être membre d'une association et deux occupent des permanences dans une bibliothèque de cité universitaire ou dans un foyer à l'université.
- Perspectives d'engagement : 1 militant sur 10 déclare vouloir s'engager davantage dans le

futur, la même proportion dénonce au contraire le grand impact au niveau du temps qu'implique l'engagement actuel, et indique que cela en rend tout autre impossible.

La majorité des militants déclare donc d'autres engagements, mais il semblerait y avoir une barrière, entre les engagements à visée politique et ceux de type associatif à vocation davantage sociale. Ce manque de connections est très surprenant. Malheureusement nous ne lui avons pas trouvé d'explication satisfaisante.

e. Image des organisations d'appartenance

Nous voulions obtenir des informations personnelles des militants, qui ne soient pas influencées par les organisations d'appartenance. Interroger sur l'image, les qualités et défauts de ces groupes, peut permettre de savoir en partie si cet objectif a été atteint. En effet, un discours critique reflétera davantage une certaine indépendance d'esprit, au contraire d'une discours essentiellement positif et consensuel.

Nous pouvons déjà constater que généralement les défauts étaient plus présentés que les qualités. Il nous fallait même parfois relancer la question des qualités pour en obtenir. Un militant nous a expliqué ce phénomène en déclarant que ce qui ne fonctionne pas est plus visible que ce qui va bien. Mais même si les militants ne sont pas avares lorsqu'il s'agit de pointer les défauts de leurs organisations, ils en gardent tout de même une bonne image. Nous pouvons envisager que cette critique se fasse dans un but constructif, afin d'améliorer les choses, plus que dans une logique de dénonciation stérile.

Deux grandes tendances s'opposent :

- D'une part l'UNEF, qui est vu par ses militants comme « *une grosse machine bureaucratique* », ou existent des dissensions entre les différents échelons de cette organisation très structurée. Mais cette grosse machine est aussi vu comme efficace, comme étant un « *bon outil* ».
- D'autre part les autres organisations qui sont elles présentées, au contraire comme n'étant pas bureaucratiques, mais démocratiques, présentent sur le terrain. Il y a chez les militants une sorte d'opposition idéologique entre être sur le terrain et être « *assis sur une chaise* ». Nous

reviendrons sur cette opposition, mais celle-ci est très présente dans les discours et semble conditionner une partie des représentations et des raisonnements.

Au contraire de la « *grosse machine efficace* », les autres militants se présentent aussi comme faisant partie de petits groupes, voire de groupes fermés (AGET FSE). L'amateurisme est aussi évoqué, par un quart des militants, mais plus comme un défaut qu'une marque de fabrique.

Il y a dans cette opposition, une sorte de combat entre deux visions du monde. D'un côté une organisation structurée, efficace, nationale, mais qui peut être étouffante au niveau de la marge de manoeuvre, de l'autre des organisations agissant au niveau local, mais de façon plus désorganisée, et qui revendiquent cette façon d'agir dans la dénonciation de la bureaucratie. La forte proportion de militants d'organisations dites « d'extrême gauche » dans notre population pourrait être en partie explicative de ce phénomène.

3. L'action militante

a. Ses formes

Comme nous déjà eu l'occasion de nous en apercevoir, l'action militante est le coeur du militantisme, elle pourrait presque en être sa définition. À partir du moment où un militant agit dans le cadre de son militantisme, cette action peut être considérée comme militante. En conséquence, il peut y avoir autant de types d'action militante que de militants. Cette question est d'ailleurs celle où nous avons obtenu le plus grand nombre de réponses différentes.

- La communication directe : aller parler aux étudiants est l'action la plus citée, par 6 étudiants sur 10. Il s'agit apparemment de l'activité principale des militants étudiants. Celle-ci peut souvent être accompagnée d'une distribution de tracts (9 sur 10), une « *diff* » dans le jargon des militants d'extrême gauche. Ces militants n'utilisent généralement que ce terme pour la « diffusion » de tracts, « *faire une diff, on va differ* ».

Il s'agit ici clairement d'un travail de terrain, et un des objectifs parallèle que nous pouvons déceler est l'occupation de ce terrain. Divers militants ont d'ailleurs critiqué l'AGET FSE dans sa logique « *d'occupation* » du Mirail, d'être présent physiquement, et ont déclaré

fatalistes, « *ils sont au Mirail chez eux* », « *ils ont le Mirail à eux tous seuls* ». Les militants de ce groupe ne disent pas autre chose. Pour la majorité des militants de l'AGET FSE et de Sud étudiant, l'action militante passe par « *une présence quotidienne* » sur le campus, qui peut être la « *tenue d'une table* », à l'entrée généralement.

Un des objectifs de cette communication peut être de « *convaincre* », de « *mobiliser* » afin de « *construire des mouvements* ». Cette facette de l'action militante est citée par un peu plus d'un tiers des militants qui sont ici aussi en grande patrie issus des organisations précitées.

- Les actions « traditionnelles » : les moyens que l'on peut considérer comme « traditionnels », parce que utilisés de façon répétée et large par beaucoup d'organisations politiques, sont beaucoup moins cités. Participer à des manifestations ou à des réunions n'est ainsi cité que par un quart des militants, coller des affiches par un cinquième, se former, réfléchir, participer à l'organisation interne, ou faire des actions médiatiques (uniquement cité par des militants de Libertafac) par un dixième, et recruter de nouveaux membres ou faire signer des pétitions à chaque fois par un seul militant.

Nous pouvons émettre plusieurs hypothèses pour expliquer cette situation : il est possible, comme le présente Jacques Ion que le militantisme change, et qu'un changement de ses formes d'action en soit une des facettes, parce qu'elles sont vues comme inefficaces par exemple. Il est aussi envisageable que ces activités « traditionnelles » soient envisagées comme naturelles et ne viennent pas forcément à l'esprit des militants. Cependant cette idée peut être remise en cause par la distribution de tracts qui est souvent citée et qui peut aussi être considérée dans cette catégorie. Là aussi, notre population « typée » ayant ses méthodes d'action propres peut expliquer ce phénomène.

- Les structures démocratiques : quatre militants citent la participation et la campagne pour les élections, trois l'action de siéger dans les conseils (ceux qui y sont élus), deux le fait de faire avancer ses idées et un seul celui de voter.

Cela pourrait paraître surprenant que des militants d'organisations politiques accordent si peu d'intérêt aux élections. Mais les structures où peuvent être élus les étudiants ont une très mauvaise image auprès des militants, étant vues généralement comme « *inutiles* », et y être élu est plusieurs fois envisagé comme une corvée. Les organisations d'extrême-gauche sont aussi en opposition avec ce système d'élection, lui préférant la « *lutte* ».

Nous retrouvons ici l'opposition entre l'action et la bureaucratie. Plusieurs étudiants se

déclarent plus attirés par le terrain que par les réunions :

« *Ne pas être assis et écrire* » (11)

« *Moi je préfère être sur le terrain, parler aux étudiants* » (15)

« *Il y a beaucoup de réunions, c'est pour ça que j'y vais pas, parce que ça me saoule* » (17)

Ceci peut être une des faiblesses des mouvements militants de ne pas avoir assez de membres s'occupant du travail administratif, de préparation, en amont de l'action elle-même. En effet, Mathieu (2004, p.94) indique qu'une organisation bureaucratique et centralisée est plus efficace qu'une qui ne l'est pas, mais qu'apparaît alors le problème de la récupération du mouvement et de l'ambition des dirigeants, problèmes auxquels semblent être sensibles certains militants qui revendiquent un fonctionnement de terrain.

b. Ses objectifs

- Se battre pour une cause : l'objectif le plus cité (par 7 militants sur 10) est le changement au niveau de la société, qui peut être un monde plus juste, la défense des étudiants et peut aller jusqu'à la révolution. Cet objectif correspond au profil de nos militants.

Il peut tout de même être intéressant de signaler que la défense des étudiants que nous avons regroupé dans cette catégorie n'est seulement citée que deux fois (par des militantes de l'UNEF) alors qu'il pourrait être imaginé comme étant la raison d'exister d'un « *syndicat étudiant* ». Cela peut témoigner d'un oubli, ou être révélateur d'objectifs autres (le changement dans la société, la révolution) qui ne se soucieraient pas forcément de la situation des étudiants.

Nous avons aussi intégré dans cette catégorie l'objectif des trois militants de Libertafac qui est de changer le Mirail en luttant pour une université plus ouverte, plus libre.

Si la nature de l'objectif peut se retrouver dans les différents groupes, sa forme est donc bien différente.

- Entrer dans le milieu politique : cette raison est un objectif avoué par 2 militants sur 10. Cette période étudiante pourrait alors servir de strapontin. Un militant de l'UNI a présenté les « *syndicats étudiants* » comme étant des « *pépinières de politiciens* » et que son travail à l'UNI sera récompensé lorsqu'il ira à l'UMP. Le président de Libertafac pense qu'intégrer une organisation syndicale est un objectif de beaucoup d'anciens du militantisme, et que chaque groupe offre des « débouchés » différents.

- Nous pouvons noter pour finir que un septième des militants a déclaré vouloir prendre le relais des générations précédentes et participer. Cet objectif semble être une survivance de la vision militante des décennies précédentes. Seulement deux militants déclarent chercher un enrichissement personnel dans le militantisme. Cependant, l'importance de l'épanouissement et de l'enrichissement personnel apparaît dans les discours lorsque ce n'est pas dans les réponses directes en étant vu comme quelque chose de très bénéfique pour le militant.

« Ma vie n'a rien à voir depuis que je milite. C'est génial de militer, le militantisme soigne » (3)

« C'est bon pour le moral d'agir » (10)

« Je me fais plaisir » (15)

c. Ce que représente la lutte pour les militants

La lutte est un des synonymes de l'action militante, et tout comme elle, elle peut avoir plusieurs significations pour les individus :

- Image négative : 3 militants sur 10 voient la lutte comme étant difficile, ce sentiment est peut être partagé pour le militantisme qui est généralement lui aussi vu comme ardu, ce qui n'en offre pas une image attirante. D'ailleurs, pour un certain nombre de militants la lutte souffre d'une assez mauvaise image. Elle est vue comme pleine de contradictions (1 sur 5), obsolète (1 sur 7), et comme contre-productive, violente par un militant. Cette image désenchantée de la lutte provient de militants de toutes les organisations et n'est pas la conséquence d'un groupe particulier.
- Le combat : l'autre image qu'a la lutte est la résistance, la grève (1 sur 4), la reprise et l'amélioration des mouvements sociaux du passé (1 sur 7), le combat permanent et quotidien (1 sur 7 également) et l'action de convaincre (1 sur 10) afin de diffuser ses idées. Cette catégorie de réponse est surtout fournie par les militants JCR.

d. Temps consacré à l'engagement

Le temps consacré est généralement considéré comme étant la principale contrainte du militantisme. Nous avons regroupé les réponses en cinq catégories, en fonction de son importance et de sa régularité.

- Important : l'engagement en terme de temps est considéré comme important par 6 militants sur 10, certains nous ont d'ailleurs indiqué qu'il estimaient en consacrer trop. Nous avons déjà vu que cet engagement pouvait les empêcher d'en contracter de nouveaux, mais ils peuvent aussi être un frein ou une menace à la réussite des études. Deux étudiantes nous ont indiqué avoir abandonné ou sacrifié leurs études en cours d'année, et consacrent depuis beaucoup de temps au militantisme, « *comme j'ai abandonné les cours cette année, ça prend beaucoup de temps* » (1), « *Ça m'a pris tout mon semestre, même toute mon année avec le mouvement* » (15). A ce propos, l'ancienne militante de l'UNEF a indiqué plusieurs fois qu'il fallait savoir faire la « *part des choses* » afin de ne pas s'engager de façon préjudiciable. Une prise de temps à laquelle on ne pense pas forcément et qui a été évoquée par deux militants, est le temps passé à penser aux questions en rapport avec son militantisme. Un militant indique y penser tout le temps et avoir du mal à « *faire des pauses* », une autre à avoir déjà eu des périodes (allant de plusieurs heures à plusieurs semaines) à penser à des questions politiques. Le militantisme devrait donc être effectué avec modération, surtout lorsqu'on en a pas l'expérience. Des militants de Libertafac ont à ce sujet indiqué qu'ils s'étaient trop investis pendant le blocage et que cela leur a posé des problèmes par la suite, notamment au niveau des résultats des examens.
- Pas important : peu d'étudiants (2 sur 10) estiment que leur militantisme ne leur prend pas beaucoup de temps. Ils se retrouvent à l'UNI (qui semble en hibernation hors des périodes d'élection) et chez les militants hors structure qui agissent de façon autonome en n'ayant pas les contraintes de leurs collègues encartés. Il semblerait donc qu'un militant qui s'engage accepte de consacrer le temps nécessaire à son engagement.
- Régulier : 3 étudiants sur 10 militent régulièrement, généralement tous les jours, plusieurs heures par jour. Il s'agit en majorité des militants qui accordent une grande importance à l'occupation du terrain, et qui ont souvent déjà une certaine expérience militante. Nous pourrions les caricaturer comme « les vieux briscards de l'AGET FSE et de Sud étudiant ».

Certains de ces militants nous ont d'ailleurs déclaré être présents quotidiennement à militer à l'université depuis plus d'un an.

Avoir des responsabilités peut aussi engendrer un militantisme régulier (comme cette militante de l'UNEF qui a obtenu des responsabilités et a passé son année à militer).

- Irrégulier : presque la moitié des militants déclare consacrer un temps irrégulier, variable, qui peut généralement aller de quelques heures par semaine, à plusieurs journées pleines. Le temps total n'est pas forcément faible parce qu'il est irrégulier, au contraire. Il est souvent très élevé en période importante (blocage, élections), alors qu'en période plus « calme » l'activité se résume à des réunions. Les militants de Libertafac, ainsi que les jeunes militants, notamment ceux de l'UNEF, peuvent être retrouvés dans cette catégorie.
- Élevé en période d'élections : les militants se retrouvant dans cette catégorie sont également ceux qui considèrent que leur engagement prend peu de temps. Leur militantisme se résume généralement à la période des élections, durant laquelle, ils peuvent consacrer un temps très important à la campagne. L'exemple le plus marquant de cette situation se trouve chez les militants de l'UNI qui participent activement aux campagnes de leur allié UMP (élections présidentielles et municipales notamment), peut être même plus qu'à leurs propres campagnes.

Le militantisme est donc en règle générale une action « *chronophage* » pour reprendre le terme du président de Fac Verte, que les militants acceptent. Il peut être vu comme une sorte de mission professionnelle, « *c'est ton travail d'informer les étudiant [...] c'est un travail très polyvalent* » (15), « *c'est les deux pans du travail syndical* » (17). Nous pourrions expliquer ceci comme un engagement complet du militant, mais aussi comme un lapsus qui pourrait trahir des ambitions de carrière.

e. Dépenses engendrées par le militantisme

Si le temps peut être un souci, l'argent ne semble pas poser de problème dans le cadre du militantisme. À l'exception des organisations qui se créent.

1. Dépenses officielles : la principale dépense signalée par presque la moitié des militants est la cotisation. Celle-ci est considérée comme faible. Elle va de 10 à 20€ par an généralement pour les associations étudiantes et entre 60 et 120€ par an pour les organisations politiques. Apparemment l'AGET FSE cultive le secret sur son financement, un militant ayant indiqué qu'il n'avait pas le droit d'en parler.

- Dépenses officieuses : les frais engendrés par le militantisme peuvent provoquer une dépense diffuse mais régulière, qui en étant généralement d'un faible montant n'est pas présentée comme gênante. Ces coûts annexes sont signalés par un tiers de notre population, un septième quant à elle signale une consommation accrue au niveau du forfait téléphonique. Ces dépenses peuvent être de divers ordres : des sandwiches et de la nourriture, des cafés, des bières (souvent après le militantisme), un militant nous a aussi indiqué sa consommation de cannabis, mais précisant que même si elle était essentielle à son action, elle serait identique s'il ne militait pas.

La création d'une association peut coûter cher. Les militants de Libertafac en ont fait l'expérience. Ils ont dû inscrire leur association, acheter du matériel (banderoles, peintures, tracts...), payer des consommations dans les bars où se déroulaient leurs réunions, ils ont même payé des tournées aux journalistes lors de leurs conférences de presse

Des militants peuvent aussi investir de leur argent, pour créer des affiches par exemple. C'est le cas d'une militante « libre » qui avec des amis a créé des affiches de format A4 contre le groupe Libertafac qui ont été attachées dans toute l'université.

- La protection de la structure : faire partie d'une structure protège des coûts que nous venons de citer. En effet, les frais relatifs au militantisme sont remboursés (affiches, colle, tracts, banderoles, peinture déplacement, logement...), libérant les militants d'une contrainte qui pourrait être lourde autrement. Un tiers des militants a indiqué que ces frais étaient remboursés. Cette possibilité de remboursement nécessite que l'association ait des revenus, c'est pour cela que toutes les organisations déploient une telle énergie lors des élections, qui sont une des seules, sinon la seule source de revenu stable (en ne prenant pas en compte l'argent qui vient directement des militants).
- L'argent n'est pas un soucis pour militer : c'est ce que semble penser presque la moitié des militants. 3 sur 10 déclarent que militer ne leur coûte « *pas beaucoup* » d'argent, et 1 sur 10 pas du tout. En prenant en compte les remboursements de frais, notre population n'estime

généralement pas que son engagement soit coûteux financièrement parlant. Et lorsque les militants reconnaissent des dépenses, ils les acceptent de bon coeur.

f. Risques encourus

Cette catégorie n'était initialement pas prévue. Elle s'est imposée d'elle-même après que ce thème revienne de façon régulière dans les entretiens.

- Risques physiques et moraux : être menacé ou insulté est le principal risque exprimé par les militants, par un quart de notre population. Les militants de Libertafac semblent avoir été particulièrement concernés par ces problèmes, qu'ils ont évoqués de façon très dense et détaillée. Il semblent avoir été choqués par cette expérience. 2 militants sur 10 indiquent avoir des connaissances qui ont été agressées physiquement (frappées) et 1 sur 10 indique l'avoir été eux-mêmes par d'autres militants, la même proportion déclare avoir été bousculée et s'être fait cracher dessus.

Il aurait ici été intéressant de poser les questions dans l'autre sens, pour savoir si dans notre population il y avait des militants qui usaient de ce genre de pratiques. Un militant de l'UNI a par exemple déclaré qu'il avait un jour frappé quelqu'un qui avait tapé et fait s'envoler des tracts qu'il distribuait

- Autres risques : ces risques sont moins cités. Dans deux cas de figure 1 militant sur 10 indique avoir eu des problèmes, en affrontant l'Etat (en étant frappé par la police ou condamné en justice), ou avec l'institution scolaire (heures de retenue, renvoi du lycée).

Seuls un septième des militants affirme ne pas prendre de risque en militant. Cela signifie donc que le militantisme n'est pas un monde paisible, et que des tensions peuvent exister, aux conséquences dommageables. Ceci peut apparaître comme étant bien éloigné de l'idéal démocratique et de la société pacifiée dans laquelle nous vivons.

La question des liens qui existent avec les camarades militants est en deux parties. La première est traitée ici et présente les différentes possibilités au niveau du temps passé ensemble. Le point suivant présentera lui le niveau de relation entre ces militants.

g. Temps passé avec les camarades

La moitié de nos militants déclare passer beaucoup de temps avec ses camarades, seul 1 sur 7 affirme le contraire.

Nous nous intéressons ici surtout au contexte dans lequel le temps est passé, ou n'est pas passé au contact des camarades, lorsque les militants n'indiquent pas qu'ils passent peu de temps avec eux.

- En militant : beaucoup de temps est passé lors de l'activité militante. Il s'agit ici généralement des individus qui consacrent un temps important à leur engagement. Cette catégorie concerne la moitié de notre population, et vient en complément avec les deux suivantes.
- Pas en dehors du militantisme : ces militants (3 sur 10) ne côtoient leurs camarades que dans le cadre de leur militantisme « actif », et ce pour deux grandes raisons : soit par volonté de ne pas mélanger les milieux militants et amicaux, et de ne pas créer un « *groupe affinitaire* » au sein de son organisation ; soit par contrainte, les relations au sein de l'organisation n'ayant pas cette finalité. L'UNI et Libertafac connaissent cette deuxième situation, alors que les militants de la première sont originaires de L'AGET FSE et de Sud étudiant et ont des années d'expérience militante, circonstance qui peut leur faire tenir ce raisonnement.
- Hors militantisme : le militant passe du temps avec ses camarades en dehors de ses activités militantes. Ces militants (3 sur 10 également) se voient pour faire la fête, dans des bars, chez certains d'entre eux. Les militants de l'UNEF sont dans cette situation ainsi que certains d'autres organisations.

h. Relations avec les camarades

- Des amis proches : 6 militants sur 10 déclarent avoir parmi leur camarades des amis proches, qui peuvent représenter tout ou partie du groupe. Une militante de l'UNEF déclare par exemple « *les militants de Toulouse sont mes amis* » (15). Le lien entre ces personnes est donc devenu fort et dépasse le cadre du militantisme.

Certains sont même très proches, un sur 7 sort avec un camarade (il s'agit exclusivement de militantes), 1 sur 10 vit avec des camarades, part en vacances avec eux, et considère son groupe militant « *comme une famille* ». Ceci témoigne donc de lien très forts.

Ces liens peuvent être tellement forts qu'ils peuvent couper le militant des autres personnes. Certains militants pointent du doigt le danger de passer trop de temps avec des militants, et ainsi de s'isoler :

« Les amis en ont un peu marre au bout d'une moment, à raison ».(1),

« Il y a des militants qui commencent à le vivre assez mal d'être tout le temps avec les mêmes personnes » (11),

« Parfois ça serait bien d'avoir plus de potes extérieurs à mon organisation » (13)

Ce sont les groupes dits d'extrême-gauche qui connaissent le plus cette situation de repli sur soi et de groupe fermé, confirmant par la leur réputation.

- Des copains : les relations peuvent être amicales mais ne pas dépasser un certain stade, de façon voulue ou de façon subie. Il n'est pas évident en effet de redéfinir une relation et sortir du cadre relationnel de militant, au niveau des discussions par exemple, et ainsi de créer des liens amicaux.

« Quand on se retrouve on parle naturellement de ce qui s'est passé pendant le blocage ou de ce qu'il faut faire dans Libertafac » (2)

« Il y en a qui sont trop investis et c'est dur de leur parler d'autre chose » (8)

« C'était du temps pour l'UNI, pas pour s'amuser » (18)

Libertafac et l'UNI sont les deux groupes touchés par cette situation. Ces militants ne réussissent apparemment pas à dépasser le cadre de connaissance, ou de copain pour entamer des relations amicales plus poussées.

- Des camarades : un dixième des militants déclare ne pas être proches de ses collègues. Ils se côtoient et agissent ensemble dans des situations et des cadres bien précis mais ne cherchent apparemment pas à aller plus loin au niveau amical.

4. Le rapport à la société

a. **L'image donnée par la société française**

Nous avons vu que nos militants défendent des causes, et que leur engagement est en partie construit en opposition. La société avait été évoquée à ce moment lorsqu'il était dit qu'ils voulaient la changer. Nous pouvons penser que des gens qui s'engagent dans des groupes politiques veulent apporter des améliorations et ont donc un certain nombre de critiques à adresser.

- Une mauvaise image : les militants ont une image très mauvaise de la société française. Elle est présentée comme malade par un tiers des étudiants, et pour 3 sur 10 d'entre eux la situation empire, en partie au niveau des inégalités (1 sur 7). Un septième des militants la voit aussi comme superficielle et individualiste, et elle fait peur à un dixième d'entre eux. Tous les militants à l'exception de ceux de l'UNI partagent cette impression désastreuse. Presque la moitié des militants s'accorde même à dire que la situation est critique (contre un quart qui pense que non). Il y a donc une réelle défiance vis-à-vis des logiques qui gouvernent notre société et une volonté de changement, qui est présentée comme une solution pour améliorer la situation, et devrait passer par l'action collective massive (1 sur 4) et par le militantisme (1 sur 10).
- Une bonne image : les militants de l'UNI tiennent eux un discours tout à l'opposé, pour eux « *c'est le top* » et la situation s'améliore grâce au gouvernement qui suit l'exemple de l'Angleterre et lutte contre les assistés. Il est à signaler que deux des trois militants de l'UNI sont originaires de Madagascar, et qu'ils jugent la situation en fonction de ce qu'ils ont vu là-bas. Leurs discours sont parfois surprenants pour des gens qui revendiquent un lien avec la droite. En effet, ils louent le système social et tiennent des discours proches de ceux de la droite des années 60 ou 70, qui aujourd'hui seraient plus ceux des centristes et d'une frange du Parti Socialiste. Un de ces militants a déclaré que la France était le meilleur pays où vivre au monde, parce que c'était celui qui était le plus communiste. Un discours bien éloigné des thèses généralement défendues par les organisations qui se disent de droite.

b. Les moyens d'information

Les médias sont souvent présentés comme étant au service des dominants, contre ceux qui veulent faire évoluer la situation, donc contre les militants, et notamment ceux de notre population. Il est donc intéressant de connaître au niveau de l'information les liens qui existent entre ces militants et les médias qui sont facilement accusés de tous les maux.

- L'organisation : la structure peut apporter beaucoup d'informations aux adhérents, notamment grâce à un travail d'équipe et une répartition des tâches. 4 militants sur 10 y trouvent des informations (dont la totalité des membres de l'AGET FSE), lors des réunions, en discutant avec les camarades, dans les journaux de ces organisations. La discussion lors du militantisme est aussi évoquée comme moyen d'information par un septième de notre population. Ces discussions semblent donc plus être des échanges que des récitations de propagande.
- La presse : ce média reste le plus reconnu et le plus utilisé par les militants, deux tiers d'entre eux y ont recours. La presse tire son succès de la grande diversité de titres qu'elle propose. Le plus populaire est le Canard Enchaîné, consulté par plus d'un tiers des militants, soit plus de la moitié de ceux qui utilisent des titres de presse pour leur information. Les autres titres n'ont pas le même succès, même ceux qui sont réputés comme étant des journaux de « qualité ». Les militants de la LCR indiquent tous s'informer dans Rouge qui est le périodique de leur organisation, souvent de façon couplée avec d'autres titres ou d'autres médias.
- Internet : ce média bénéficie de ses nombreux atouts, il peut être consulté gratuitement, il est très diffusé auprès d'une population étudiante, et surtout il est le média qui permet d'avoir la plus grande neutralité puisque tous les avis y sont disponibles et le fait de s'informer y est actif. À tout moment il est possible de chercher à comparer une information, ou d'en chercher une autre source. 6 militants sur 10 consultent internet pour s'informer.
- La télévision : il s'agit sans doute du média le plus populaire et à la fois le plus honni. Presque la moitié des militants déclare la regarder pour s'informer, notamment les journaux télévisés. Néanmoins, les discours affichent une certaine méfiance à son propos et une

nécessité de confirmation des informations qui y sont diffusées. Seule une militante déclare refuser la télévision

- La radio : il s'agit du dernier média fréquemment cité, par 3 militants sur 10. Un tiers de ces militants déclarent écouter la station France Inter.

Les militants revendiquent généralement une volonté de pluralité de l'information, ils veulent pouvoir avoir le choix, comparer. Il n'y a pas de différences entre les groupes sur cette question. De même la télévision sert de moyen d'information des militants de toutes les organisations, une seule ayant déclaré la refuser.

c. Le rapport à la sociologie et aux théories

En reprenant Bourdieu, nous pouvons penser que la sociologie puisse être un formidable outil pour les militants. Il convenait donc de les interroger sur cette question et ainsi de savoir si, comme le pense Bourdieu, les militants auraient besoin de sociologues pour leur vulgariser et expliquer cette science.

- La sociologie est intéressante : seuls 2 militants sur 10 trouvent un intérêt certain aux travaux sociologiques, les trois quarts d'entre eux étant étudiants en sociologie. Mis à part les initiés qui l'étudient et quelques cas isolés, la sociologie ne semble pas provoquer beaucoup d'intérêt parmi les militants. Sur les trois étudiants en sociologie, deux le sont en cursus majeur, et un en mineur. Les deux premiers affirment que la sociologie leur apporte beaucoup dans leur pratique militante, notamment lorsqu'il s'agit de prendre la parole en réunions ou de réaliser des tracts. Une militante a aussi déclaré que l'apport était réciproque, son militantisme l'aidant dans son apprentissage de la sociologie.
- La sociologie pourrait être intéressante pour le militantisme : 3 militants sur 10 déclarent que la sociologie pourrait avoir une utilité, mais ne l'utilisent pas, ce qui peut alors sembler surprenant. Il s'agit peut-être ici d'une réponse de circonstance afin de ne pas vexer l'interlocuteur qui réalise une étude de sociologie.
- Aucun intérêt porté à la sociologie : la moitié des militants interrogés ne s'intéresse pas à la

sociologie. Parmi eux, 4 sur 5 ont entre 18 et 21ans. Cette population est donc essentiellement jeune, mais il n'est pas sûr que ce désintérêt en soit une conséquence.

Si l'utilité de la sociologie pour le militantisme est aussi importante que le pense Bourdieu, la situation est donc problématique pour les militants, puisque ceux-ci ne s'y intéressent pas. Peut être qu'ils tirent leur inspiration de théories, qui remplaceraient alors la sociologie.

Mais contrairement à ce que nous pourrions penser, en nous appuyant par sur des images d'Épinal du militantisme, les militants ne se revendiquent généralement pas d'une théorie (deux tiers de non, contre un tiers de oui) mais au contraire mettent en avant le pragmatisme nécessaire pour leur action, et le danger que constituerait le recours systématique à une doctrine. Les militants JCR constituent une exception, puisqu'ils affirment tous se référer à des théories, marxistes ou trotskistes.

d. Ressources financières

Connaître l'origine des ressources financières des militants nous permettra de mieux les cerner, de connaître en partie leur origine, et de savoir si à côté du militantisme ils doivent consacrer une partie de leur temps à travailler.

La moitié de nos militants bénéficie d'une bourse d'étude, 3 sur 10 travaillent durant l'année, 3 sur 10 reçoivent une aide financière de leurs parents et un quart travaille durant les vacances. Ces catégories peuvent se combiner entre elles. À partir de ces chiffres, nous pouvons émettre l'hypothèse que les militants sont en moyenne plus favorisés que les autres étudiants puisqu'il y aurait plus de boursiers et moins d'étudiants travailleurs. Mais la population est trop faible pour aller au delà de la simple supposition. Cependant, il apparaît difficile de pouvoir combiner études sérieuses, engagement militant et travail à mi-temps. Il est probable qu'il faille faire un choix et que ces trois possibilités, sauf exceptions, ne peuvent pas être réalisées en même temps.

5. Vie politique

En militant, ces étudiants participent à la vie politique. Mais au-delà de leur engagement, nous allons chercher à connaître les autres liens qu'ils entretiennent avec la vie politique, de leur pays, et de leur université.

a. **Participation à la vie politique**

- De l'université : les élections étudiantes sont un événement très important pour la survie des différentes associations, il n'est donc pas étonnant que la quasi totalité des militants (19 sur 20) déclare y voter, 4 sur 10 participent à la campagne et 2 sur 10 sont élus étudiants.

Il est probable que le taux de participation à la campagne soit plus élevé mais que certains militants ne l'ont pas signalé. Nous pouvons imaginer en effet que presque tous les militants membres d'une organisation militent pour celle-ci lors de la période électorale.

- Française : les chiffres sont moins élevés dans cette catégorie. Seuls 7 militants sur 10 déclarent voter régulièrement, un septième le faisant de façon occasionnelle et un dixième ne vote jamais. Sans surprise ce sont les militants qui dénoncent les élections qui y participent le moins, les deux qui ne votent pas faisant partie de l'AGET FSE. Ceux qui votent occasionnellement le font soit pour leur candidat (membres de la LCR), soit pour faire « barrage ». 3 militants sur 10 participent aux campagnes politiques, mais ce chiffre est faussé par les membres de la LCR qui participent de façon logique à la campagne de leur organisation. deux des étudiants interrogés envisagent d'intégrer un parti politique.

Le comportement des militants JCR est intéressant. En tant que parti politique leur organisation se présente aux élections, bien qu'elle les dénonce. Ses militants semblent donc participer activement aux campagnes et votent, tout en tenant un discours révolutionnaire.

Les militants de l'UNEF eux votent de façon systématique.

Les militants semblent tout de même accorder une certaine importance aux élections mais paraissent plus impliqués dans les élections étudiantes qui concernent leurs organisations de façon directe que dans les élections françaises. Le taux de participation aux élections semble tout de même supérieur à ce qui s'observe généralement au niveau national, et incontestablement au niveau de l'université.

b. Images véhiculées par les organisations d'appartenance

Nous avons demandé aux militants quelle image donnaient leurs organisations aux autres étudiants. Généralement ceux-ci ont répondu de façon partagée, avec d'une part une mauvaise image, de l'autre une bonne image. Mais il semblerait que ceux qui ont une mauvaise image des différentes organisations soient plus virulent et expressifs parce que nous obtenons plus de réponses et qui sont plus précises du côté négatif.

- Une bonne image : presque la moitié des militants indique que leurs associations ont une bonne image auprès d'une partie des étudiants, elles peuvent passer pour des groupes de gens qui ont raison, qui font de bonnes propositions, à qui demander de l'aide. Les militants de l'UNEF estiment qu'en grande majorité les étudiants ont une bonne image de leur organisation.

- Une mauvaise image : nous pouvons arriver à un total de 7 militants sur 10 qui nous avouent qu'une partie des étudiants a une mauvaise image de leurs organisations, qui se répartissent à parts égales entre ceux qui sont vus à tort ou à raison comme étant de droite, des fascistes, des racistes, des traîtres (Fac Verte, Libertafac, UNI), et ceux qui sont vus, là aussi à tort ou à raison comme des énervés, des gauchistes, des staliniens, des bolcheviques des sectaires, des fous, des bloqueurs (AGET FSE FSE, Sud étudiant, JCR).

Il y a une anecdote intéressante à ce sujet. Les militants de Libertafac étaient considérés le plus souvent comme étant de droite, voir des fascistes durant le blocage, par la suite ils s'appelaient entre-eux « *fasciste* », lorsqu'ils se croisaient pour tourner en dérision cette situation, « *salut fasciste!* » par exemple. Les militants de la LCR agissent de la même manière entre-eux en se traitant des termes employés à leur encontre « *salut le stalinien!* », « *espèce de bolchevique!* ». D'une certaine manière les attaques portées à leur encontre renforcent les liens.

- Une image neutre : des militants de Libertafac ont indiqué qu'il pouvaient passer pour des inconnus auprès d'une partie des étudiants, d'autres ont aussi indiqué susciter de la méfiance auprès des autres organisations en passant pour des concurrents.

c. L'exception militante

Le militantisme est réellement une activité exceptionnelle. Si le nombre d'inscrits dans des associations est important (grâce notamment aux licences sportives), les militants politiques sont eux peu nombreux, tant au niveau national que universitaire. Sur le campus du Mirail nous pouvons estimer leur nombre à une centaine, sur plus de vingt mille étudiants revendiqués. En ne prenant en compte que les étudiants physiquement présent sur le campus à Toulouse pour suivre des cours, nous pourrions estimer un nombre aux alentours de dix mille. Approximativement nous arrivons à une proportion de 1% des étudiants présents sur le campus qui s'engage en militance. Ce chiffre peut apparaître comme relativement faible pour une université qui a la réputation d'être politisée et engagée. Nous avons donc interrogé les militants sur les raisons de ce désintérêt apparent pour les questions politiques et sur les raisons pouvant expliquer ce faible engagement.

Il peut être utile de signaler que seuls 1 militant sur 7 a remis en question notre hypothèse du désintérêt en affirmant au contraire que les militants s'intéressaient aux questions politiques. Les quatre cinquièmes de notre populations sembleraient donc partager cette idée, ou ne pas être suffisamment convaincu du contraire pour l'affirmer.

- Un manque de sensibilité à la question politique : le pessimisme, le fatalisme, la démoralisation, la résignation ou l'égoïsme sont les raisons les plus souvent évoquées, par presque la moitié des militants. Ceci peut être lié au fait que 3 militants sur 10 citent le déficit de prise de conscience et d'origine militante des autres étudiants. Ceux-ci prennent pour exemple leur situation personnelle estimant avoir de la chance de pouvoir être militant, grâce à leur famille, à leur éducation. Ce terme de « *chance* » revient d'ailleurs fréquemment dans les discours :

« Moi j'ai été victime de mon déterminisme avec mes parents. Ma mère n'est pas militante, mais elle a une réflexion critique sur la société. Moi j'ai été plongé la dedans »
(10)

« J'ai vu que la majorité de ceux qui s'engagent avaient des parents syndiqués ou militants, sans qu'ils le sachent forcément. Je pense que l'engagement ne vient pas pour rien, qu'il y a quelque chose en aval » (11)

« Il faut aussi avoir de la chance d'avoir été conscientisé dans son enfance, au niveau du collège, du lycée, il faut en avoir déjà parlé avant, c'est pas la chance de tout le monde »

(12)

« Ça dépend aussi de l'éducation qu'on a eu, moi j'ai été baignée dedans, mais tout le monde n'a pas la chance d'avoir cette éducation là » (14)

« Je pense que ça joue que les parents ne soient pas intéressés, je pense qu'on suit beaucoup le chemin de nos parents, je pense avoir de la chance à ce niveau. Depuis que je suis petite, je baigne dans la politique » (15)

« J'ai eu une éducation assez politisée, ce sont mes parents qui m'ont ouverts à avoir une réflexion critique sur le monde » (17)

- D'autres priorités : un tiers des militants estime que les étudiants ont d'autres priorités que la politique et le militantisme à lesquelles ils s'intéressent. Généralement les militants présentent cette situation en déclarant que les étudiants « s'en foutent ». Deux militants pensent même que ces étudiants voient l'université comme un lieu de passage et pas comme un lieu où faire de la politique.
- Les contraintes : il n'est pas impossible que les étudiants connaissent les conséquences du militantisme et que ces contraintes en dissuadent un certain nombre. 3 militants sur 10 évoquent les efforts et le temps demandés par l'engagement, qui nous l'avons vu précédemment peuvent être importants.
- La mauvaise image du monde politique : intégrer une organisation peut faire peur, et la crainte d'y perdre sa liberté peut être dissuasif comme l'indiquent 2 militants sur 10. Plusieurs d'entre eux, notamment ceux membres des mouvements d'extrême-gauche ont révélé que plusieurs de leurs amis ayant les mêmes idées qu'eux refusaient de s'engager en ayant une mauvaise image de la structure politique. Sans doute ont ils en mémoire le Parti Communiste affilié à l'URSS.
Un septième des militants accuse la mauvaise image donnée à la population par la politique et les politiciens. Un dixième met plutôt en cause la communication des organisations qui est présentée comme mauvaise.

d. La discussion politique au sein de la famille

Des militants estiment avoir eu de la chance d'être imprégnés des questions politiques par leur famille. Ceci tendrait donc à prouver l'importance que joue le cercle familial dans la formation politique des étudiants. Si nous considérons l'engagement politique comme le fruit d'un habitus, le cercle de socialisation essentiel qu'est la famille doit être interrogé sur cette question. Nous avons donc demandé aux militants si le thème de la politique était abordé par leur famille dans leur jeunesse.

- Oui : la moitié de nos militants vient de familles qui s'intéressent aux questions politiques et les évoquent régulièrement. Cette proportion peut venir en complément de toutes les précédentes laissant à penser à la possibilité d'une influence forte de la famille et de l'éducation dans l'engagement militant ultérieur.
- Non ou très peu : le sujet politique peut ne pas être abordé de différentes manières et pour différentes raisons. Deux des militants déclarent que ce sujet n'est jamais abordé, marquant un désintérêt total de la question, deux autres indiquent que le sujet est polémique et que consensuellement il a été décidé de ne pas en parler (il s'agit de militants révolutionnaires), et également deux indiquent que ce sujet est évoqué rapidement lors d'élections ou pour commenter des informations télévisées, mais que cela reste superficiel et rapide.

6. Idéologie

L'idéologie est une notion indiscutablement liée à l'idée que nous pouvons généralement avoir de la politique. Néanmoins, la majorité de nos militants se déclarent opposés à l'utilisation d'une idéologie dans leur militantisme, y préférant le pragmatisme, agir suivant les circonstances. Nous devons tout de même explorer plus en avant cette question, nous avons donc demandé aux étudiants ce que représentaient pour eux les termes suivants.

a. L'utopie et réalisme

→ L'utopie

L'utopie a généralement deux grands sens reconnus : une conception imaginaire d'une société idéale à construire, et quelque chose d'impossible à réaliser³⁷. Ces deux définitions étant d'une certaine manière liées puisque une société imaginaire idéale ne peut pas être réellement atteinte.

Les militants en ont généralement ces deux définitions, mais peuvent l'adapter à leur cause.

- Le but final, un idéal, un monde meilleur : cette idée est partagée par un peu plus de la moitié des militants, mis en parallèle avec les raisons pour lesquelles ils se battent, nous pouvons en déduire qu'une certaine partie d'entre eux dispose d'utopies à mettre en oeuvre. 1 sur 10 affirme d'ailleurs que pour lui l'utopie est le communisme qui est donc vu comme un idéal.
- Quelque chose d'impossible : ici aussi un peu plus de la moitié des militants cite cette réponse. Cela peut être une réponse liée à une image négative de l'utopie, mais 2 sur 10 semblent aussi avoir une prise de conscience qu'un idéal est inatteignable mais qu'il fallait s'en servir pour s'en approcher, tel un outil, une force, une ambition

→ Le réalisme

Le réalisme est souvent cité en politique comme synonyme de sérieux, faisant passer les utopistes pour des rêveurs qui sont coupés des « réalités » et donc qui ne sont pas crédibles.

La réponse la plus citée, par un tiers par les militants est de voir les choses telles qu'elles sont réellement, d'appréhender le réel de façon vraie, sans avoir une vision déformée. Un septième l'oppose à l'utopie en le présentant lui tel un objectif qu'il est possible d'atteindre. Au contraire, deux catégories de deux étudiants le voient lié à l'utopie, comme un complément, et comme les conséquences bénéfiques du cheminement vers l'utopie

→ Comment se situer vis à vis de ces deux notions

37 <http://www.cnrtl.fr/definition/utopie>

Seul 1 militant sur 7 se place d'un côté, celui du réel en refusant l'utopie. La même proportion tient un discours moins tranché mais tout de même apparemment assez méfiant vis à vis de l'utopie et pense qu'il faille être pragmatique. Un quart de notre population pense qu'il ne faut pas opposer les deux notions, mais être à la fois réaliste et utopiste dans son action. La réponse la plus fréquente, qui est celle d'un tiers des militants, est qu'il faille aller progressivement vers l'utopie, le prendre comme objectif et s'en approcher.

L'utopie semble donc être une notion assez appréciée par notre population et ne semble pas y venir en opposition avec le réalisme, il y aurait une certaine volonté de prendre conscience de la réalité tout en se dirigeant vers son idéal.

b. Le capitalisme et le communisme

Ces deux notions sont très chargées idéologiquement et souvent présentes dans les discours politiques. En effet, ces notions qui s'opposent, et qui ont une origine économique ont apparemment dépassé ce stade pour devenir des projets de société allant bien au delà du sens économique initial.

- Le capitalisme : ce terme a une mauvaise image auprès de la majorité de notre population. Un tiers des militants estiment par exemple que le capitalisme est la cause de l'exploitation et des inégalités, un cinquième pensent eux tout simplement qu'il s'agit du mal, d'une fatalité, d'un fléau. L'argent est une des composantes essentielles du capitalisme, il n'est donc pas étonnant qu'un quart des réponses évoquent le fait de ramener toutes les considérations au niveau pécuniaire. Des militants de l'UNI présentent le capitalisme dans une définition basique, qui serait de « faire du profit », tout en signalant que actuellement, cette logique pouvait être dangereuse et qu'il importait d'imposer des règles strictes au capitalisme . Enfin 1 étudiant sur 10 le voit comme une idéologie, un courant économique. Il peut être intéressant de noter que le rejet et la critique du capitalisme vont bien au delà des clivages partisans et concernent des militants de toutes les organisations, et pas seulement ceux que l'on pourrait considérer comme étant d'extrême gauche.
- Le communisme : cette idée est elle plus favorablement accueillie, la moitié des militants la voit comme une société idéale, une utopie. Nous pourrions estimer que cela soit une réponse

positive, mais nous pouvons aussi l'interpréter comme la dénonciation d'une idée de rêveurs. Étant donné les militants qui ont fourni cette réponse, nous pouvons opter pour la première possibilité. Un quart des militants le présentent tout simplement comme étant une bonne idée, une bonne doctrine, et presque un tiers précise qu'il s'agit de l'égalité, d'une répartition juste, d'un partage, alors que uniquement me pensent à un projet de société. Ce terme ne suscite que peu de critiques, qui vise la mise en oeuvre du communisme qui est vue comme mauvaise par 1 étudiant sur 10.

Tout comme les militants semblent se rejoindre d'une certaine manière sur le capitalisme, autant des images bonnes ou relativement bienveillante semblent être répandues dans tous les groupes, les plus critiques à propos du communisme étant les militants de Libertafac.

La bonne image dont bénéficie le communisme, et au contraire celle mauvaise qui affecte le capitalisme pourrait permettre de remettre en cause les résultats obtenus précédemment lors de la question relative à l'utilisation d'idéologies dans la pratique militante. Le communisme pourrait presque être considéré comme étant l'utopie d'un certain nombre de militants, ce qui aurait inmanquablement une influence sur leurs actes.

c. La politique et les mouvements sociaux étudiants

Le terme politique est très facilement utilisé et a perdu son sens initial pour caractériser davantage le monde du pouvoir et les dirigeants, les hommes politiques. De fait, ce terme souffre souvent de la mauvaise image donnée par ce monde et par ses membres.

Nos militants ne semblent pas avoir ces préjugés sur le terme politique. Par exemple 4 sur 10 estiment qu'elle consiste en tout ce qui régit la vie de la population, tant au niveau des idées et idéologies que des choix de société. Un quart estiment d'ailleurs que la politique est partout, que tout est politique. Pour un cinquième des militants il s'agit de s'engager, de s'occuper de son lieu de vie, le fait de s'impliquer dans sa cité est aussi évoqué. Le pouvoir et son exercice ne sont cités que par 1 étudiant sur 7. Seul un militant évoque le côté péjoratif que peut avoir la politique.

Les mouvements étudiants des dernières années peuvent être vus comme des actes politiques, de par leur forme, leurs revendications. Concernant souvent le Mirail, donc ses étudiants, il peut être intéressant de connaître l'avis des militants à leur propos, afin d'avoir une vision « de

l'intérieur ».

- Mauvaise image : de façon surprenante (au vu de notre population issue de différents groupes organisant régulièrement des mouvements sociaux tels AGET FSE, Sud étudiant, JCR, UNEF) la catégorie de réponse la plus redondante est négative, un tiers des militants voient ces événements comme inefficaces, mous, mal utilisés, contre-productifs, un dixième allant même les définir comme étant une « mascarade », voir du « n'importe quoi ». de même un dixième dénonce les divisions qui gangrèment ces mouvements.

Cette mauvaise image provient en partie de quelques militants membres des organisations initiatrices des mouvements et semble représenter une dénonciation des défauts, voir une incompréhension à leur encontre. Les militants de Libertafac et de Fac Verte sont eux aussi critiques mais en étant plus mesurés.

- Bonne image : un quart des militants (dont certains de l'UNI) les voit comme étant nécessaires et ayant une justification valable. 1 sur 7 pense qu'ils suivent une évolution positive, ce qui est complété par 1 membre sur 10 de notre population qui estime que les étudiants permettront d'éviter de reproduire leurs erreurs. Le mouvement appelé CPE est souvent cité et est vu comme une victoire, voir une « grande victoire ».

Si l'université du Mirail est souvent le théâtre de luttes étudiantes, les militants sembleraient donc plus partagés sur l'efficacité de ces actions, ce qui peut amener le questionnement sur l'origine de ces mouvements.

7. Entourage

L'entourage joue un rôle prépondérant dans l'éducation d'une personne et dans ses choix ultérieurs. Cette catégorie nous permet d'explorer davantage l'origine des militants et les gens qui les entourent.

a. Engagement familial

Nous avons déjà vu que la famille pouvait permettre de sensibiliser l'étudiant aux questions politiques. Elle peut aussi servir d'exemple, s'il y a des membres de la famille qui sont engagés. Et

les résultats que nous avons obtenus semblent démontrer qu'on ne va pas au militantisme totalement par hasard.

- La famille : presque la moitié des militants déclare avoir un grand père militant, un quart un père, un quart une mère et un quart également un oncle ou une tante, voir plusieurs, qui sont militants. En revanche, seul un dixième indique un frère ou une soeur militante. Uniquement 1 étudiant sur 7 nous informe qu'il n'a pas de militants dans la famille. Nous pouvons donc arriver à une statistique impressionnante de plus de 4 militants sur 5 qui ont des membres de leur famille qui ont milité avant eux. Ce critère semble donc jouer un rôle essentiel sinon déterminant dans l'engagement. Chez les militants ayant une famille non militante, l'effet déclencheur peut être un père de droite ou militaire. Il s'agirait ici d'un militantisme construit en opposition.
- Organisations : les membres de la famille militant ont généralement milité au cours du vingtième siècle, les organisations qu'ils fréquentaient peuvent être différentes de celles qui agissent aujourd'hui, elles pouvaient aussi être plus puissantes qu'elles ne le sont désormais. Un cinquième des militants a un membre de la famille syndiqué à la CGT, il s'agit d'ailleurs souvent d'un oncle, la même proportion était militante communiste, il s'agit ici davantage des grands parents. Les militants des différents partis socialistes (SFIO, PSU, PS) concernent eux un septième de notre population, un dixième a de la famille ayant participé à Mai 68 et la même proportion qui a milité pour la décolonisation.
Il peut être intéressant de noter que généralement les familles sont assez homogènes, les militants communistes et de la CGT se retrouvent ensemble, alors que les militants socialistes sont dans des familles socialistes où ne figurent pas ou peu les deux groupes précédents.
- Responsabilités et autres caractéristiques : certains de ces militants ont obtenus des responsabilités, ainsi 2 militants sur 10 ont un membre de la famille qui est ou était politicien, et 1 sur 10 un membre qui a ou a eu des responsabilités importantes dans une organisation syndicale. Ces deux proportions apparaissent comme élevées par rapport à ce qui peut être observé dans l'ensemble de la population, et renforce le côté militant de la famille.
Quelques militants ont aussi un membre de la famille qui appartient à un groupe très minoritaire, ainsi pour un dixième il s'agit d'un énarque, et pour un dixième également il

s'agit de francs maçons.

b. Préférences politiques familiales

Généralement les familles sont partagées, mais souvent de façon précise. Ainsi, fréquemment un des deux côtés, maternel ou paternel sera opposé à l'autre. Le statut social et les revenus peuvent aussi influencer, les plus riches ayant des idées opposées aux plus pauvres.

Il est évident que les militants familiaux que nous venons de présenter ont des préférences en rapport avec leur engagement. Ici nous nous intéresserons donc aux autres membres de la famille, ceux qui ne sont pas engagés (nous parlerons moins des militants afin de pas nous répéter)

4 militants sur 10 affirment avoir une partie de la famille étant de droite. Il peut s'agir d'une branche de la famille, d'une seule personne, ou de toute la famille. De l'autre côté, un tiers indique avoir tout ou partie de leur famille étant socialiste, un quart de gauche (dans un certain nombre de cas, les militants distinguent socialiste pour Parti Socialiste, et gauche, le PS apparaissant souvent plus à droite que ce qui est généralement considéré comme étant la gauche), et un quart communistes. Un cinquième des militants a une partie de la famille qui est apolitique, soit qu'elle ne s'intéresse pas à ces questions, soit qu'elle ne souhaite pas parler de ses préférences et de ses opinions.

Ces résultats semblent indiquer que les militants ne reproduisent pas forcément les préférences politiques de leur famille, qui peuvent jouer un effet repoussoir (plusieurs militants d'extrême-gauche ont des familles de droite, et les trois membres de l'UNI sont originaires de familles socialistes). Une part non négligeable reprend tout de même l'héritage partisan de la famille, les membres de l'UNEF semblent par exemple avoir des origines socialistes, et plusieurs militants d'extrême-gauche y ont des militants communistes.

c. Situation économique et origine géographique de la famille

Il est très difficile de réaliser une analyse de la situation économique des familles, en effet celle-ci répond à un jugement de valeur puisque les militants l'ont qualifiée et n'ont généralement pas donné de chiffres. Avoir des chiffres précis aurait posé problème au niveau de la demande, qui aurait pu apparaître comme une intrusion dans la vie privée, mais aussi plus simplement sur la

méconnaissance ou la falsification de ces chiffres par les étudiants. Nous avons déjà aperçu que un peu moins d'un tiers des militants perçoit une aide de leurs parents, un peu plus de la moitié déclare que ses parents ont des revenus corrects ou moyen, un cinquième indique des revenus modestes. Au niveau des revenus supérieurs, un militant indique des revenus moyens supérieurs, et les deux militants malgaches proviennent eux de familles de hauts fonctionnaires qui ont dirigé alternativement une province dans le sud de Madagascar, nous pouvons en conséquence envisager leurs revenus comme confortables dans leur pays, mais la comparaison avec la France est plus délicate.

L'information la plus intéressante ne se situe pas ici, mais au niveau de la structure familiale, 1 militant sur 7 indique une mère au foyer et la même proportion des parents divorcés. Au cours des entretiens cette information est revenue plusieurs fois, au point où nous considérons l'absence de cette question dans le guide d'entretien comme pouvant être préjudiciable. En effet, nous pouvons imaginer qu'un divorce des parents pourrait avoir des conséquences sur l'entrée future en militance, en créant par exemple un vide qui tendrait à vouloir être comblé.

L'origine géographique permet de donner des pistes pour savoir si la venue à Toulouse a constitué un éloignement avec la famille pour l'étudiant, et si ainsi il a pu être isolé en arrivant à l'université. La militante numéro 1 semble être clairement dans cette situation. Malheureusement il manque ici une précision sur les liens qui subsistent avec la famille, notamment les retours au foyer familial pour le week-end et les vacances (comme cela se fait dans les études sur les conditions de vie des étudiants par exemple). Seul 1 militant sur 5 vient de Toulouse et de sa grande banlieue, un tiers des départements environnants (de la région Midi Pyrénées et de l'Aude) avec une proportion élevée d'Arriégeois (un septième de l'ensemble des militants), et un tiers vient du reste de la France. Il y a aussi nos deux militants venus de Madagascar.

Nous pouvons donc observer la faible proportion de militants venant de Toulouse et de son département, au contraire de celle des militants « extérieurs ». Ceci pourrait confirmer notre hypothèse de l'isolement à briser. De plus, Toulouse étant une ville très attractive qui connaît une part importante d'étudiants venant d'ailleurs. Cette dernière donnée pourrait alors peut être, en suivant toujours cette hypothèse de créer du lien dans son nouvel environnement, expliquer le caractère militant de la ville.

d. Engagements et préférences politiques des amis

Si la famille est évidemment un moteur d'influence fortes, elle peut dans certains cas être dépassée par les cercles amicaux au niveau des déclencheurs de l'engagement militant. Par exemple lors d'une situation d'opposition, d'affirmation de soi qui passerait par la revendication de valeurs différentes. L'image d'un père à forte personnalité qui étoufferait celle de son enfant est celle qui vient le plus facilement à l'esprit. Un groupe d'amis pourrait ici apporter une nouvelle vision, et proposer une sorte de libération. Il s'avère aussi que pour un individu politisé, vivre au contact d'un entourage passif et rétif aux questions politiques puisse créer une frustration qui facilitera le contact avec des personnes y étant intéressées.

Il peut être utile de préciser que nous nous intéressons ici uniquement aux amis qui ne font pas partie du cercle militant, à l'exception de ceux étant déjà connus avant l'intégration à celui-ci.

- Amis politisés et engagés : les groupes d'amis pouvant se créer par le partage de valeurs, il n'est pas étonnant que des militants déclarent partager des préférences ou des convictions politiques avec leurs amis. Cependant la proportion entrant dans cette situation (4 sur 10) peut apparaître comme étant assez faible et tendrait à témoigner que cette raison n'est pas celle déterminante pour la majorité des militants. 3 sur 10 indiquent avoir des amis militants ou engagés dans des associations. Certains en ont quelques-uns lorsque d'autres n'ont quasiment que des amis qui se sont eux aussi engagés. Nous pouvons ici citer le cas d'une militante de JCR et de Sud étudiant. Elle nous a indiqué que presque tous ses amis étaient dans des associations diverses, qu'ils avaient commencé à militer ensemble au lycée (et que c'est ce militantisme qui a permis de créer des liens d'amitié entre eux) mais qu'elle ne les a jamais croisés sur le terrain, que chacun semblait militer « dans son coin ». Il semblerait donc que les valeurs partagées ici avec les amis le soient au niveau de l'état d'esprit, sur la forme (défendre ses valeurs) plus que sur le fond (les valeurs défendues). Un dixième des militants indique aussi avoir des amis engagés au Parti Socialiste, et un autre avoir des amis proches des organisations militantes. Enfin, les militants de gauche ont une mauvaise image de la droite et de ses partisans. Ce terme est déjà connoté très péjorativement dans leur esprit et 1 étudiant sur 7 indique qu'il ne pourrait pas avoir des amis de droite, qu'il y a une incompatibilité.
- Amis apolitiques et n'étant pas militants : un peu plus de la moitié des étudiants déclare que le cercle d'amis ne comporte pas de militants, et 1 sur 5 indique que leurs amis sont apolitiques voire hostiles aux questions politiques.

Nous pouvons donc trouver ici des explications pour certains engagements. Certains militants ont donc pu, en militant, trouver des personnes avec qui discuter des sujets politiques qu'ils ne pouvaient pas évoquer avec leurs amis. L'exemple le plus typique de cette situation est le militant de Libertafac dont l'entretien a duré quatre heures. Il a indiqué une frustration, dans son cercle d'amis, mais aussi en arrivant à l'université, de ne pouvoir avoir de « discussions intéressantes », que l'engagement lui a enfin permis d'avoir. L'engagement peut donc être ici une manière de se rapprocher des personnes sensibles aux mêmes intérêts, ce qui n'est pas forcément possible dans des groupes d'amis « contraints ». En effet, si l'adage veut que l'on choisisse ses amis, les circonstances de la vie peuvent limiter l'étendue du choix. Certaines personnes peuvent donc s'estimer lésées ou insatisfaites vis à vis des groupes amicaux que les contraintes géographiques, de la carrière d'étude, du sexe ou de l'âge leur ont proposés, et ainsi chercher à élargir leurs connaissances.

8. Synthèse des résultats

L'analyse des résultats étant assez longue, cette synthèse nous permettra d'utiliser les informations obtenues de façon plus pratique et plus rapide. Nous nous contentons de présenter rapidement les données qui sont détaillées précédemment, afin de faciliter une vue globale et une création de militants types par organisation. Lorsque cela est possible, nous avons indiqué pour chaque structure les caractéristiques qu'ont tous ses militants interrogés, c'est pour cela que certains groupes comportent plus d'informations que d'autres.

a. Synthèse de l'analyse

Le première information importante que nous avons pu déceler se situe au niveau de l'enseignement suivi, en effet le rapport à la langue semble très important dans l'engagement militant puisque les étudiants ayant une formation linguistique semblent s'engager d'avantage que les autres en représentant à eux seuls un tiers de notre population. Au contraire, la sociologie semble assez peu représentée, alors qu'il aurait pu être envisageable au vu de ses programmes qu'elle suscite davantage de vocations.

Nous avons aussi pu confirmer l'importance des mouvements sociaux au niveau de

l'engagement, et du rôle primordial qu'ils peuvent jouer pour certaines organisations dans le renouvellement et l'accroissement de leurs effectifs. Une des conséquences de cette situation est que l'engagement qui a été déclenché par une opposition est le plus fort, loin devant celui en faveur d'une cause. Le multi-engagement semble une réalité du militantisme puisque uniquement un militant sur trois déclare ne pas en avoir d'autres, cependant, ces autres engagements peuvent avoir des formes très variées.

La principale action présentée par les militants est d'aller au contact des étudiants pour discuter avec eux et essayer de les convaincre. Néanmoins, notre expérience d'étudiant ne nous a jamais amené à être abordé par un militant pour discuter, uniquement pour recevoir des tracts. L'objectif du militantisme est généralement une cause (des changements dans la société). L'image la plus fréquente de la lutte est négative, pour différentes raisons et ceci pour des militants de toutes les organisations. L'engagement prend généralement beaucoup de temps aux militants, de façon plutôt irrégulière avec un pic au moment des élections. L'argent n'est apparemment pas un problème lorsqu'on fait partie d'une organisation existante, en effet celle-ci permet une prise en charge des frais du militantisme, seules restent les cotisations et des coûts annexes comme la restauration ou la boisson. L'engagement semble engendrer un certain nombre de risques pour les militants puisque très peu d'entre eux estiment ne pas en courir, ce qui peut avoir des répercussions sur la vie, et sur le militantisme. La moitié des militants passe beaucoup de temps avec ses collègues de militantisme et 6 sur 10 en considèrent certains comme étant des amis. Un tiers du total des militants les voit aussi en dehors de l'engagement, de façon amicale, alors qu'un autre tiers non.

Les militants ont une mauvaise, voir une très mauvaise image de la société française qu'ils voient comme malade et allant dans la mauvaise direction, à l'exception de ceux de l'UNI qui eux voient une situation étant bonne et s'améliorant. Les militants témoignent d'une volonté de pluralité au niveau de leur information, ils utilisent essentiellement la presse (dont le Canard Enchaîné) et internet, mais leur organisation est aussi une source pour un certain nombre. Il y a un grand désintérêt de la sociologie chez les militants, même si certains estiment qu'elle pourrait leur être utile dans leur action. Les militants semblent aussi hostiles à fonder leur action sur des théories, des dogmes, ils leur préfèrent le pragmatisme et l'action adaptée à la situation en question. La moitié des militants bénéficie d'une bourse, ce qui pourrait être une raison facilitant le militantisme.

Le vote aux élections universitaires est très important chez les militants et concerne presque tous les militants, la participation à la campagne est aussi importante. La participation aux autres

élections est elle moins répandue, même si elle reste supérieure à la moyenne de la population totale. Les militants pensent avoir une image partagée auprès des autres étudiants, mais la majorité estime être mal vue par une partie d'entre eux. Ils considèrent aussi comme une chance le fait de pouvoir militer, en ayant été sensibilisés à ces questions dans leur jeunesse (pour la moitié de nos militants, la politique est un sujet de discussion courant au niveau familial) et indiquent que ce défaut de prise de conscience pourrait être une raison au fait que la majorité des étudiants ne s'engage pas, avec la poursuite d'autres objectifs et les contraintes qu'engendre le militantisme.

Les militants envisagent généralement l'utopie et le réalisme de façon groupée, le premier en tant que moteur, le deuxième en tant que contexte. Le capitalisme est lui mal vu ou très mal vu par les militants, au contraire du communisme qui est lui vu comme un idéal ou une bonne idée. Si la politique est vue comme un élément central de la vie en société, les mouvements sociaux le sont de façon partagée, leur utilité et leur nécessité sont reconnues mais la forme qu'ils prennent est souvent critiquée.

Presque tous nos étudiants ont des militants dans leur famille, le plus souvent au niveau des grands pères, puis au niveau des parents et des oncles et tantes. Souvent les militants d'extrême gauche ont des membres de leur famille étant communistes (le grand père notamment). Plus d'un tiers des militants vient d'en dehors de la région Midi Pyrénées et seul 1 sur 5 vient du grand Toulouse. La grande majorité des militants connaît donc une sorte de déracinement en venant étudier à Toulouse. Un peu plus de la moitié des militants n'a pas d'ami qui est aussi engagé. L'influence des cercles d'amis ne joue donc une influence que pour une proportion limitée de notre population.

b. Caractéristiques communes des militants des diverses organisations

Certaines caractéristiques revenant de façon similaire chez les militants des diverses organisations, nous avons trouvé intéressant de tenter la réalisation d'idéaux types des militants des différentes associations. Ceci a été impossible pour Fac Verte puisque nous n'avons interrogé qu'un seul de ses membres et a posé des problèmes pour Sud étudiant où deux militantes ont des profils proches entre elles, mais différents du troisième militant.

- AGET FSE :
 Militant qui avait déjà l'envie de s'engager en arrivant à l'université et qui a été sensible au potentiel d'action de l'organisation, son action principale consiste à « occuper le terrain » pour pouvoir aller au contact des étudiants, en conséquence il consacre de façon régulière beaucoup de temps à son engagement, il passe aussi beaucoup de temps avec ses collègues, sur et en dehors de l'université, les liens pouvant être très étroits entre eux, il s'informe en partie grâce à son organisation, en interne, boursier, il est vu comme faisant partie d'un groupe fermé, il dénonce et refuse le système d'élections actuel mais y participe pour obtenir des financements
- JCR :
 Étudiant de 19 à 21ans, en deuxième ou troisième année de licence, il consacre un temps important à son militantisme et est généralement aussi membre d'un « syndicat étudiant », il s'informe en partie grâce au journal de son organisation (Rouge), son action se base sur des théories marxistes et trotskistes, il est vu comme étant un communiste voir un stalinien, il dénonce et refuse le système d'élections actuel mais y participe pour diffuser ses idées et celles de son organisation
- Libertafac :
 Étudiant qui n'imaginait pas militer dans une organisation et qui s'est regroupé avec d'autres lors du blocage de l'université, il agit de façon préparée et réfléchie et regrette l'amateurisme de son organisation mais loue le courage de ses membres, son objectif est de faire de l'université un lieu de vie plus que de passage, et de lutter contre les barrières mentales y étant présentes, il est copain avec ses camarades mais pas ami et passe peu de temps avec eux en dehors de son militantisme, militer lui a coûté de l'argent, il a subi de nombreuses pressions et a pris des risques en s'engageant, il était souvent vu comme étant de droite voir un fasciste, il accepte le système d'élections actuel et y participe pour faire avancer ses idées et appliquer son programme
- Sud étudiant :
 Militant qui est vu comme étant un bloqueur, il dénonce et refuse le système d'élections actuel mais y participe pour obtenir des financements, il a des amis (qui ne font pas partie du cercle militant) qui sont aussi engagés dans le militantisme.

- UNEF :

Étudiante de 20 ou 21ans en première ou deuxième année de licence, elle a adhéré en s'inscrivant à l'université et fait des dons réguliers à des associations, elle n'estime pas prendre de risque en militant, passe du temps en dehors du militantisme avec ses camarades et vote à toutes les élections, elle pense avoir une bonne image auprès des étudiants, elle accepte le système d'élections actuel et y participe pour faire avancer ses idées et défendre les étudiants.

- UNI :

Étudiant masculin qui milite essentiellement lors des campagnes électorales, pour les partis de droite plus que pour l'UNI, il passe peu de temps avec ses collègues militants et n'est pas proche d'eux, il a une mauvaise image, de traître, de raciste, il voit l'UNI comme un tremplin pour intégrer la vie politique

Conclusion

Nous avons pu, au cours de ce travail, voyager au sein de l'engagement militant et en découvrir diverses particularités, composantes. Bien entendu cette recherche demeure incomplète, tant au niveau des références et de la dimension d'approche, qu'au niveau du travail de terrain. Malgré cela, nous avons tout de même pu éclairer certaines situations. L'origine de l'engagement en est un exemple.

La militante numéro 3 a indiqué son incompréhension face à l'attitude des autres étudiants vis-à-vis du militantisme, elle a ajouté que « *tout le monde pouvait devenir militant* ». Cette affirmation peut être mise en question. Nous avons vu avec Lilian Mathieu (2004, p.75) que l'influence de la famille est forte, et que le rôle des parents ou de la famille dans la transmission d'un capital militant est important, sinon déterminante. Cette information a été confirmée par les résultats des entretiens qui nous indiquent que seuls trois des vingt étudiants que nous avons interrogé ne comptent aucun militant dans leur famille. Le militantisme de notre population apparaît donc comme déterminé, comme étant la succession d'une histoire familiale, les militants d'aujourd'hui en étant les héritiers. Les rares militants qui n'ont pas d'ascendance familiale ont un père strict (généralement militaire ou de droite). Militer (qui plus est dans une organisation d'extrême gauche) peut apparaître pour l'enfant comme un moyen de communication avec son père, et le message du refus de ses valeurs semble fort. L'hypothèse de la construction identitaire peut donc être validée, dans le sens d'une construction en relation avec les parents, en accord ou en opposition avec eux. La question de l'épanouissement est plus difficile à traiter. Si les militants « exubérants » comme les numéro 3 et 15 semblent s'épanouir de façon manifeste dans le militantisme, il est plus difficile de se prononcer pour d'autres. Ici apparaît le déficit d'une question demandant ce qu'apporte le militantisme à la personne. Nous pouvons tout de même proposer une hypothèse dans la continuité des informations précédentes. Il est possible que le contexte d'épanouissement soit différent en fonction des individus, et de leurs habitus qui pourraient les définir. Nos militants, en agissant en conformité avec leur monde, avec eux-mêmes, y trouveraient alors un épanouissement, mais sans forcément s'en rendre compte. De la même manière un musicien pourrait s'épanouir dans la musique et un sportif dans le sport. Il n'y a alors plus qu'un pas à franchir pour expliquer l'absence d'étudiants de musique ou de Staps dans notre population militante.

La carrière militante est un aspect non négligeable du militantisme, surtout en cette période de changement où les individus auraient davantage tendance à papillonner en fonction de leurs intérêts et de leurs motivations actuels. Au long de sa « carrière », le militant participera à un certain nombre d'organisations et de manifestations. Nous cherchions en conséquence à préciser l'entrée dans le monde militant. Lilian Mathieu (2004, p.75) indique que l'engagement présent en suit généralement un passé. Ceci peut être entendu comme l'influence de la famille par exemple, mais aussi par une plus grande facilité à multiplier les engagements une fois le premier contracté. Nous avons appris que presque les deux tiers de notre population connaît un engagement multiple, celui-ci pouvant toutefois prendre différentes formes. Un tiers des militants est présent simultanément dans deux associations politiques, mais peu le sont également d'associations à d'autres visées. Il semblerait donc apparaître une plus grande facilité à partager des engagements à finalité proche. Plusieurs militants ont indiqué avoir voulu s'engager en arrivant à l'université. Ceux qui n'avaient pas forcément cette envie l'ont généralement fait de façon « accidentelle », suite à un événement particulier. Ceci est une des informations les plus importantes de cette étude. Plus de la moitié des militants se sont engagés suite à un mouvement social, dont la quasi totalité de ceux de l'année universitaire 2007-08 à l'occasion du blocage de l'université. Ceci peut alors signifier que même si un habitus militant est important, l'engagement nécessite généralement un effet déclencheur, qui peut être un mouvement social, mais aussi une sollicitation (pour les inscriptions à l'arrivée à l'université et pour les dons essentiellement). Cet effet déclencheur peut être retrouvé dans la faible proportion de militants s'étant engagés au lycée, qui reste une école pour mineurs, où la politique est présente, mais généralement de façon assez éloignée. Les priorités des lycéens sont souvent autres. Le passage à l'âge adulte, avec les particularités politiques qu'il confère (l'inscription sur les listes électorales, la réception de la carte d'électeur), peut provoquer une prise de conscience d'un rôle à jouer au niveau politique. Il serait intéressant d'interroger ces militants dans quelques années, pour pouvoir analyser l'évolution de leur engagement et découvrir si celui-ci se poursuit au-delà du cadre scolaire et universitaire où s'il y était lié.

La question du rapport aux autres est très présente dans le militantisme. Il s'agit en effet d'une activité collective, qui ne pourrait donner aucun résultat en étant seul. Propager ses idées, et par extension agrandir le groupe en est une des finalités. Il y a donc une recherche de nouveaux militants. Dans l'ordre inverse, les futurs militants sont eux à la recherche de groupes à intégrer,

composés de gens leur ressemblant et partageant des références communes, comme l'indique Lilian Mathieu par exemple. Notre population est très sensible à cette question. La moitié d'entre elle passe beaucoup de temps avec les autres membres du groupe, dont un tiers en dehors des activités militantes. Pour six militants sur dix, l'engagement a permis d'apporter des amis, cela pouvant même aller jusqu'à un compagnon, des colocataires, une deuxième famille. Les rares personnes qui n'ont que peu de liens avec leurs camarades sont généralement des carriéristes, que cette facette de l'engagement n'intéresse apparemment pas. Plusieurs militants ont déploré la faiblesse des liens qui unissaient les différents membres de leur organisation, indiquant qu'ils avaient tenté d'organiser des événements plus festifs, plus détendus, mais que la remise en cause des habitudes de relation militante n'était pas facile. Il y aurait donc trois catégories de militants sur cette question du lien social : ceux qui cherchent à rencontrer des personnes et créer des liens avec elles, ceux dont ce n'est pas forcément l'objectif mais qui acceptent de nouvelles rencontres, et ceux qui ne sont pas intéressés à élargir leur cercle d'amis. Le contexte de la venue à Toulouse peut être déterminant, selon que l'étudiant s'y retrouve seul ou qu'il y connaisse déjà du monde. Sans que cela ait forcément un lien, les militants des trois associations étudiantes ayant un local sur le campus du Mirail, entretiennent des relations plus fortes et plus amicales avec leurs collègues que ceux des trois autres associations. La proportion d'étrangers à la ville de Toulouse étant importante, le partage de cette particularité, qui peut être un problème, peut créer des liens forts entre les militants. Cependant, ces liens pourraient avoir tendance à enfermer la personne dans ce groupe et l'isoler des autres, comme cela peut être le cas de l'AGET FSE. Le militantisme est donc intimement lié avec la question des rapports amicaux entre militants, mais ceux-ci ont sans doute une influence partagée avec d'autres raisons, dans les motivations amenant à l'engagement..

Nous avons envisagé que le désenchantement du Monde que présente Max Weber puisse être une cause du militantisme, dans le sens où les étudiants n'accepteraient pas cette perte de valeurs de la société, et qu'ils voudraient la « ré-enchanter » par la croyance en une cause juste, un monde meilleur. Force est de constater que cette hypothèse ne se vérifie pas dans sa totalité. En effet si les militants semblent bien pâtir des conséquences du désenchantement, leur engagement est davantage le fruit de la contestation de cette tendance à la rationalisation. Il y aurait davantage une lutte contre le désenchantement, que pour le ré-enchantement. La théorie de Alain Touraine qui indique que l'action militante se réalise en opposition est donc bien présente. Nous pouvons aussi imaginer que le désenchantement ait été intégré, et qu'il fasse désormais partie de l'habitus des militants, même si ceux-ci le rejettent ou le dénoncent. Nous pouvons ici souligner la différence

entre le déclencheur de l'engagement qui est l'opposition, et son l'objectif actuel qui est la lutte pour une cause, un idéal. Le monde idéal serait donc d'une certaine manière présente, mais il le semble plus à fortiori, comme étant une nécessité qui guiderait l'action. Il est notable que les deux tiers des militants rejettent les idéologies au niveau de l'action, mais la grande majorité d'entre eux est attirée par le communisme, par l'égalité, en tant que société idéale, utopie. Les militants semblent donc avoir d'une certaine manière intégré la rationalisation au sein de leur action, tout en ayant enchanté leur monde intérieur. Nous pouvons aussi remarquer que la dimension enchantée semble dynamiser l'engagement, les plus exaltés étant généralement ceux qui ont un idéal d'autant plus inatteignable comme objectif, alors que ceux ayant des objectifs concrets semblent davantage calculer leur engagement.

Une des motivations « naturelles » de la politique est la recherche de pouvoir, Weber (1994, p.126) pense d'ailleurs qu'il s'agit d'une volonté répandue chez tous les individus engagés en politique, militant. Nous avons remis ce postulat en cause, au vu des évolutions de la société et de l'engagement que présente Jacques Ion notamment dans ses différents travaux. Les résultats de notre enquête confirment ces doutes. La grande majorité des militants (4 sur 5) ne semble pas être intéressée par le pouvoir, il y a même une certaine répulsion de la bureaucratie, d'être assis, d'écrire, de participer à des réunions ou des conseils, d'être élu. Ces militants cherchent davantage de l'action que des responsabilités. En revanche, le cinquième de notre population qui veut entrer en politique et donc occuper des responsabilités publiques ne manifeste pas beaucoup d'enthousiasme pour l'action de terrain. Ces militants y participent tout de même, parfois de façon énergique, mais apparemment uniquement dans un contexte particulier qui semble être celui des élections et des mouvements sociaux. Nous pouvons déceler trois grandes catégories de militants à ce niveau :

- Ceux qui refusent le système démocratique actuel et en conséquence le pouvoir qu'il peut apporter. Ce sont généralement des militants d'extrême-gauche, ne jurant que par l'action de terrain et dénonçant la cogestion. Cette situation est sans doute renforcée par le fait qu'ils sont minoritaires.
- Ceux qui n'ambitionnent pas le pouvoir, mais acceptent de participer à des organes décisionnels, dans le but de défendre des intérêts qu'ils estiment justes, qui les touchent, généralement au niveau local. Cette situation semble très actuelle et proche de celle que présente Jacques Ion (2001, p.11), dans une tendance à la méfiance des institutions étatiques

pour se consacrer au monde environnant. Les militantes sont plus nombreuses que leurs collègues masculins dans cette situation, ils viennent principalement des organisations que l'on peut qualifier de centre-gauche, de réformistes (UNEF, Libertafac, Fac Verte).

- Ceux qui ont des ambitions, que le militantisme sert ou peut servir. Ces militants paraissent être dans la situation du pari de Becker et s'engagent en attendant quelque chose en retour. Nous n'avons rencontré que des hommes correspondant à ce cas de figure, ils sont généralement plus âgés que la moyenne des étudiants et occupent ou ont déjà occupé des responsabilités au sein de leurs organisations. Ils sont aussi d'une certaine manière une « espèce à part », parce que contrairement aux militants des deux autres groupes, ils ne sont pas rebutés par le travail administratif, sur une chaise, et apparaissent au contraire comme davantage attirés par ce côté du militantisme.

Une des conclusions que nous pouvons apporter à cette situation peut apparaître comme assez terrifiante. Au-delà de l'acceptation ou de la participation aux institutions élues, il semble y avoir une répartition des militants, une sorte de hiérarchie diffuse. La conséquence pourrait être que sous couvert de division du travail et de répartition des tâches, il y ait une oligarchie militante qui existe et qui monopolise le pouvoir, potentiellement pour défendre ses intérêts. Il existerait peut-être alors au sein même des organisations, de la violence symbolique et des mécanismes de domination. D'une certaine manière, une conséquence du militantisme serait de permettre à certains d'atteindre leurs objectifs carriéristes. Les militants de terrain se battraient alors davantage pour des personnes qui pourraient défendre des idées, que pour ces idées. Ces militants de terrain seraient alors utilisés, comme des pions dans un jeu machiavélique. Les militantes semblent être victimes de cette situation, au vu de leur âge, de leur activité et de leurs objectifs. Cependant cette inégalité sexuelle peut être d'origine extérieure au militantisme, et s'y être immiscée de facto.

Cette enquête a apporté des précisions, mais aussi fait apparaître des manques. Un certain nombre de questions aurait pu en effet y être intégré, et ceci est important à savoir pour pouvoir la développer ultérieurement. De plus, il est possible d'élargir le champ des références. Le militantisme étant un sujet abondamment étudié, nous pourrions chercher davantage d'études sociologiques qui le traitent, mais aussi des études de sciences « soeurs », comme la psychologie sociale ou les sciences politiques, qui sont très proches sur cette question. Nous avons étudié des militants étudiants, nous intéressant en partie au commencement de l'activité. Nous pourrions

élargir ce cadre aux jeunes militants, hors du cadre universitaire, mais également hors du cadre français. La comparaison faisant apparaître des informations pouvant être invisibles autrement, elle ne peut être que bénéfique pour une étude sociologique. Elle écarte en effet au maximum les possibilités de recherche, ce qui au final permet de définir avec précision la direction à suivre, en nous fournissant un choix vaste, dont une partie peut alors être d'autant plus adaptée à notre recherche, et nous permettre ainsi un travail intéressant.

Pour finir, nous pouvons tenter d'apporter des précisions et des explications sur le sujet d'actualité qu'est le blocage de l'université du Mirail. Ce thème y est central au niveau de la question militante, et il semble avoir marqué les esprits. En effet, cet événement est davantage dénommé « blocage » que mouvement LRU par exemple, alors qu'à l'occasion du mouvement du CPE, le blocage de l'université a aussi été utilisé. De même, pour de nombreuses personnes militant égal bloqueur et militantisme équivaut à blocage. Cette situation a été dénoncée par une militante, revendiquant le fait d'être une personne « normale », qui a des intérêts, des loisirs et non pas une « bloqueuse » dont la seule raison de vivre serait d'occuper l'université, comme certains de ces camarades de cours semblaient le croire.

Des militants ayant participé au blocage ont indiqué qu'il s'agissait d'une manière de montrer qu'il était possible d'agir, alors qu'il était entendu qu'après l'élection présidentielle le gouvernement serait fort et la contestation faible. Ce mouvement a alors pu constituer pour certains une façon de « rejouer » le résultat des élections. Il a aussi pu être l'occasion « d'occuper le terrain », de façon plus nette que d'habitude, pour des groupes qui utilisent ce type d'action militante. Il a aussi pu être un sursaut salutaire pour des organisations qui ne pouvaient pas rester inactives en période de démobilisation, suite au choc (plusieurs militants ont utilisé ce terme) qu'avaient pu constituer les élections ayant eu lieu quelques mois auparavant. Ce mouvement doit sans doute être envisagé en partie dans cette optique, tel un « troisième tour ». De plus, des organisations qui se revendiquent « de lutte », ne peuvent pas se permettre de rester inactives, surtout lorsque leur « ennemi » est au pouvoir. Cet apathisme serait, comme nous le laisse entendre Daniel Gaxie, une attitude suicidaire. La « jeunesse qui lutte » doit montrer qu'elle est présente, pour redynamiser et motiver les troupes après une période estivale qui a pu être rageante et démoralisatrice, mais aussi pour recruter de nouveaux adhérents. Ce mouvement est particulier à cause du moment où il a eu lieu, c'est à dire peu de temps après la rentrée universitaire. En conséquence sa légitimité était faible puisqu'il n'a pas pu être préparé suffisamment par un travail de terrain, ce que prouvera son échec. Tout comme le militantisme, le mouvement social peut avoir des raisons cachées, et nous pouvons imaginer que le

but du blocage ait été tout autre que celui revendiqué. Nous pouvons le constater en observant la situation des deux organisations qui ont activement pris part à cet événement, AGET FSE et Sud étudiant. Leurs effectifs ont grossi durant l'année (et nous avons pu constater que dans notre population, la grande majorité des nouveaux militants de l'année s'est engagée lors du blocage, il est imaginable que d'autres aient suivi cette voie), permettant même à Sud étudiant d'atteindre une situation viable (d'après un de ses membres), qui lui permette désormais de grandir, et plus de végéter. Ces organisations ont profité de ce mouvement pour se rapprocher et étouffer les tensions qui existaient entre elles, et ensemble ont réalisé les meilleurs scores lors des élections étudiantes du printemps, sur le Campus du Mirail. Les élections universitaires étant un moment à ne pas rater pour des organisations aux finances fragiles, il est envisageable que le blocage en ait été le préambule. Il y a d'ailleurs une rumeur qui indique que l'université du Mirail est bloquée tous les deux ans, donc généralement les années d'élection aux différents conseils.

Les organisations instigatrices semblent donc avoir su profiter de ce mouvement. Néanmoins, le mouvement d'opposition à ce moyen d'action incarné par Libertafac, s'il réussit à survivre, pourrait leur être très dommageable. Si ses positions sont assez proches de celle de l'UNEF, ses membres semblent par contre moins résignés au niveau du « partage » du Mirail, et apparemment ils sont bien décidés à s'y faire une place. Les élections du printemps leur ont d'ailleurs donné une légitimité certaine en propulsant leur association directement au deuxième rang. Ses militants ne cachaient d'ailleurs pas leur satisfaction et savouraient leur revanche en indiquant : « *lorsque les résultats ont été donné ils [les membres de l'AGET FSE et de Sud étudiant] rigolaient au score des autres candidats, notamment pour Fac Verte, par contre, quand il y a eu Libertafac, il n'y a pas eu un seul bruit* ».

Le mouvement d'octobre-novembre semble donc avoir été un calcul sur le court terme, qui s'est révélé payant, mais qui peut avoir des conséquences différentes sur le moyen et le long terme, qui pourraient marginaliser les groupes organisateurs et ainsi potentiellement les obliger à être plus extrémistes pour survivre, avec les conséquences que cela peut avoir pour l'université du Mirail.

Bibliographie

BECKER Howard 1960, Notes sur le concept d'engagement (référence originale : Becker H. S., « Notes on the Concept of Commitment » in *The American Journal of Sociology*, vol. 66, n° 1, 1960, p. 32-40.)

<http://traces.revues.org/index257.html#bodyftn4>

BEITONE Alain, DOLLO Christine, GERVASONI Jacques, LE MASSON Emmanuel, RODRIGUES Christophe 2004, *Sciences sociales*, Paris, Dalloz

BOURDIEU Pierre 2001, *Si le monde social m'est supportable c'est parce que je peux m'indigner*, Édition de l'aube, Collection Monde en cours/Intervention.

BOURDIEU Pierre 1996 , *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, dictionnaire en ligne

<http://www.cnrtl.fr>

FERRAND BECHMANN Dan 2004, *Les bénévoles et leurs associations: autres réalités, autre sociologie?* Paris L'Harmattan

GERTSLE Jacques 2003, Préférences collectives et réactivité politique in *RFSP*, vol 53, n°6, déc. 2003.

IGNASSE Gérard et GERISSEL Marc-Antoine 1999 *Introduction à la Sociologie*, Paris Ellipses.

ION Jacques 2002, *interviews*

http://www.esj-lille.fr/atelier/magan2/militant/cadrart1_2.htm

<http://www2.cnrs.fr/presse/journal/2586.htm>

ION Jacques 2001, *L'engagement au pluriel*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne

LAGREE Jacqueline 2006, *La religion*, Paris, Armand Colin

LE BRETON David 2004, *L'interactionnisme symbolique*, Paris, Presses Universitaire de France

LUCAS Philippe 1997, *L'école délibérée*, Paris, Stock.

MARCHAND Pascal 1993, *Engagement militant et rationalisation, analyse psychosociale du discours militant*, Université Toulouse Mirail, thèse de doctorat

MARCUSE Herbert 1964, *L'Homme unidimensionnel*, Paris, Éditions de Minuit (1968)

MATHIEU Lilian 2004, *Comment lutter ?*, Pari, Textuel.

MATONTI Frédérique et POUPEAU Frank, Le capital militant. Essai de définition, *Actes de la recherche en sciences sociales* 2004/5, 155, p. 4-11.

MILNER Jean Claude 2002, *Existe t'il une vie intellectuelle en France ?*, Verdier.

MUXEL Anne 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.

NEVEU Erik 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte

OLLITRAULT Sylvie 1996, *Action collective et construction identitaire, le cas du militantisme écologiste en France*, thèse sous la direction d'Erik Neveu, Université de Rennes 1

PERREIRA Irène 2007, *Individualité et rapports à l'engagement militant*

<http://www.revue-interrogations.org/article.php?article=105>

SARTRE Jean-Paul 1981, *Les chemins de la liberté*, Paris, Gallimard, p.1422 et p.1449.

WARIN Philippe 1995, « *Les politiques publiques, multiplicité d'arbitrages et construction de l'ordre social* », dans Faure A., Pollet, G., Warin P., *La production de sens dans les politiques publiques, débats autour de la notion de référentiel*, L'Harmattan, Logiques Politiques.

WEBER Max 1994, *Le savant et le politique*, Paris, 10-18

Tableaux récapitulatifs des réponses données par les militants aux différentes questions de l'entretien

Données personnelles

Sexe des militants

sexe	F	M
Total	9	11

Répartition des sexuelle des militants par organisation

	H	F
AGET FSE	2	1
Fac Verte	1	
JCR	2	2
Libertafac	2	1
Sud étudiant	1	2
UNEF	1	2
UNI	3	
Aucune		3

Age des militants

Âge	18	19	20	21	22
Total	1	4	4	4	1
Âge	23	26	28	29	37
Total	2	1	1	1	1

Données personnelles (suite)

Répartition par âge et par sexe des militants

Âge	18	19	20	21	22	
H		3	1		1	
F	1	1	3	4		
Âge	23	26	28	29	37	Moyenne
H	2	1	1	1	1	24,09
F						20,11

Filière d'étude des militants

filière	L1	L2	L3	M1	M2	Thèse	Art appliquées	Biologie
Total	2	8	5	1	2	1	1	2

filière	LEA, LLCE	Histoire	Sociologie	Occitan, arabe	Droit	Histoire de l'art	Psychologie
Total	5	5	2	3	2	1	3

Type de baccalauréat obtenu pas les militants

Bac	L	S	ES	STT	Équivalence, mise à niveau
Total	7	4	4	1	2

Engagement militant

Organisations d'appartenance des militants

organisation	AC	AGET FSE	Aucune	Fac Verte	JCR	Libertafac	Sud étudiant	UNEF	UNI
Total	1	3	3	1	4	3	3	3	3

Origine dans le temps de l'engagement des militants

Origine	5ans	4ans	3ans	2ans	1an	Année en cours	Lors de l'inscription à l'université
Total	4	2	2	3	2	6	3

Origine	Mouvements sociaux	Blocage de l'université (2007)	Mouvement Fillon (2005)	CPE (2006)	Depuis enfant	Lycée
Total	11	5	2	5	1	3

Raisons du choix de l'organisation d'appartenance

Pourquoi ces organisation	Reconnu dans valeurs et idées	Faire connaître les mensonges	Symbolise le mouvement de la jeunesse	Bonne image	Sollicité pour dynamiser l'association
Total	6	1	2	2	1

Pourquoi ces organisation	Plus gros potentiel	Ras le bol	Contacts avec des militants	Par hasard	Potentiel d'évolution	Plus ouverte
Total	4	1	2	1	1	2

Engagement militant (suite)

Raisons ayant motivé l'engagement

Ce qui a poussé à s'engager	Opposition, mécontentement, choc, révolte		Être organisé, agir dans une structure		Manifester son mécontentement	Opposition avec les bloqueurs	Famille militante	Choc d'une élection
Total	9		3		2	2	5	3
Ce qui a poussé à s'engager	Le ras le bol	Vision de la société	Être protégé par la structure	Contexte du Mirail	Défense des autres	Côté humain	Faire carrière	Envie d'agir
Total	2	2	1	1	1	1	2	2

Autres engagements des militants

Autres engagements	Oui	Non	Double appartenance politique	Volonté d'engagement futur	L'engagement actuel prend déjà trop de temps	Permanence (bibliothèque, foyer)	Dons à des associations	Aide ponctuelle à des amis	Associations
Total	9	6	6	2	2	2	4	2	1

Image des organisations d'appartenance

Image des organisations	Active	Présente sur le terrain	Groupe fermé	Amateurisme	Militants courageux	Pas bureaucratique	Petit groupe
Total	2	2	3	5	2	3	2

Image des organisations	Démocratique	Divergences en son sein	Bon outil	Grosse machine bureaucratique	Bonne ambiance
Total	3	2	3	3	1

Action militante

Formes de l'action militante pour les militants

En quoi consiste l'action militante	Diffuser des tracts	Discuter avec les étudiants	Être présent quotidiennement	Mobiliser, convaincre, construire des mouvements	Coller des affiches	Manifester	De la réflexion
Total	9	12	5	7	4	5	2

En quoi consiste l'action militante	Faire appliquer ses idées	Voter	Siéger aux conseils	Faire signer des pétitions	Faire des réunions et y assister	Se présenter aux élections et faire campagne
Total	2	1	3	1	5	4

En quoi consiste l'action militante	Organisation interne	Recruter des membres	Se former	S'informer	Faire des actions médiatiques	Tenir un stand, une table
Total	2	1	2	2	2	2

Objectifs de l'engagement des militants

Objectif de l'engagement	Se battre pour une cause	Changer la société, un monde plus juste, faire la révolution	Ouvrir l'université à tous les niveaux, changer le Mirail	Entrer dans le milieu politique	Enrichissement personnel	Prendre le relais, participer	Défendre les étudiants
Total	14	9	3	4	2	3	2

Signification de la lutte au 21ème siècle pour les militants

Signification de la lutte aujourd'hui	Résister, faire la grève	Pleine de contradictions	Difficile	Reprendre et adapter les mouvements du passé	Obsolète	Participation aux différents organismes
Total	5	4	6	3	3	1

Signification de la lutte aujourd'hui	Quotidienne, partout	Convaincre	Des soupapes qui empêchent le changement	Une violence faite aux individus	Réfléchir
Total	3	2	1	1	1

Action militante (suite)

Temps consacré par les militants à leur engagement

Temps consacré à l'engagement	Considéré comme important	Considéré comme n'étant pas important	Régulier	Irrégulier, variable	Élevé en période d'élections
Total	12	4	6	9	5

Coûts de l'engagement pour les militants

Dépenses engendrée par le militantisme	Lancer l'association	Pas un soucis pour militer	Pas beaucoup	Coût annexes lors du militantisme	Frais remboursés	Cotisations	Non	Téléphone
Total	3	1	6	7	7	9	2	3

Risques encourus par les militants

Risques encourus	Être frappé par d'autres militants	Être bousculé, se faire cracher dessus	Émotionnels en s'investissant trop	Affronter l'Etat (police et justice)
Total	2	2	1	2

Risques encourus	Problèmes au travail	Problèmes avec la famille ou les amis	Sanctions scolaires	Membres de l'entourage agressés	Être insulté ou menacé	Non
Total	1	1	2	4	5	3

Importance du temps passé avec les autres militants

Importance du temps passé avec les autres militants	Important	Non	Lors du blocage	Passe la majorité de son temps avec eux	En militant	Pas en dehors du militantisme	Hors militantisme
Total	10	3	2	1	10	6	6

Proximité avec les autres militants

Sont ils proches?	Oui, certains sont des amis proches	Partent en vacances ensemble	Sort avec un collègue militant	Vivent ensemble	Copains	Comme une famille	Non
Total	12	2	3	2	4	2	2

Rapport à la société

Image de la société française qu'ont les militants

Image de la société française	De plus en plus inégalitaire	Souffre de mal être, de stress, est malade, va mal	La manipulation augmente	Fait peur	La situation empire	De plus en plus de gens ont des problèmes d'argent
Total	3	7	2	2	6	1

Image de la société française	Le top, la situation s'améliore	L'oppression et l'organisation restent la même	Superficielle, matérialiste, uniforme, individualiste	Il y a trop d'assistés, une perte d'autorité, a du retard sur l'Angleterre
Total	2	2	3	2

La situation de la société est elle critique pour les militants?

La situation est elle critique?	Oui	Non
Total	9	5

Moyens des militants pour améliorer la situation critique

Si oui, comment améliorer la situation	En agissant massivement	En militant
Total	5	2

Rapport à la société (suite)

Moyens d'information des militants

Moyens d'information	Camarades militants, l'organisation, les journaux de l'organisation	La presse, les journaux, les magazines	La télévision	Internet	Pas par la télévision	La radio
Total	8	13	9	12	1	6

Moyens d'information	Le Canard Enchaîné	France Inter	Courrier International	Le Monde	Libération, Figaro	Marianne	l'Humanité	Discuter avec les gens
Total	7	2	2	3	3	2	1	3

Intérêt porté par les militants aux travaux sociologiques

Intérêt porté aux travaux sociologiques	Oui	Peut être intéressant pour le travail militant	Influe sur son militantisme	Inscrit en sociologie	Non
Total	4	6	2	3	10

Les militants appuient-ils leur action sur des théories?

L'action s'appuie t'elle sur des théories?	Non	Oui
Total	13	7

Origines des ressources financières des militants

Ressources financières	Bourse	Aide des parents	Vit chez les parents	Travaillait	Autres, économies sur bourse, prêt	Travail d'été	Travaille	Contrat de thèse, bourse de mérite
Total	10	6	2	3	2	5	6	2

Vie politique

Participation des militants à la vie politique

Participation à la vie politique	Élu étudiant	Participe aux élections étudiantes	Vote élections étudiantes	Participe à la campagne lors d'élections politiques	Veut intégrer un parti politique	Vote aux élections	Vote parfois	Ne vote pas
Total	4	8	19	6	2	14	3	2

Comment les militants pensent que sont vues leurs organisations

Image de l'organisation pour les autres personnes	Des énervés, des gauchistes, des staliniens, des bolcheviques des sectaires, des fous, des bloqueurs	Des gens qui ont raison, qui ont de bonnes propositions	Des fascistes, des gens de droite, des traîtres, des racistes	De la méfiance, des concurrents	Une bonne image	Des inconnus	Une mauvaise image
Total	7	3	7	3	9	2	2

Raisons expliquant pour les militants le manque d'engagement des autres étudiants

Explications au manque d'engagement et d'intérêt des autres étudiants dans la politique	Autres priorités	L'université est un lieu de passage, pas un lieu d'engagement politique	Le pessimisme, le fatalisme, la démoralisation, la résignation l'égoïsme	Demande des efforts, du temps	Manque d'initiative
Total	7	2	9	6	1

Explications au manque d'engagement et d'intérêt des autres étudiants dans la politique	La peur de la structure, volonté de rester libre	Déficit d'origine militante, manque de prise de conscience	Mauvaise communication des organisations	Mauvaise image de la politique et des politiciens	Les étudiants s'intéressent à la politique	La peur des risques
Total	4	6	2	3	3	1

La politique est-elle un sujet couramment abordé dans la famille des militants?

La politique est elle souvent abordée dans le milieu familial?	Non	Conflictuel	Rarement	Oui
Total	2	2	4	10

Idéologie

Ce que représente l'utopie pour les militants

L'utopie	Le but final, un idéal, un monde meilleur	Quelque chose d'impossible	Un outil, une force, une ambition	Quelque chose qui n'a pas encore été réalisé	Le communisme
Total	11	11	4	1	2

Ce que représente le réalisme pour les militants

Le réalisme	Un moyen d'écraser les gens, une désillusion	Regarder les choses comme elles sont, le réel	Complémentaire de l'utopie	Aller vers un but que l'on peut atteindre	Ce qui peut être obtenu en allant vers l'utopie
Total	1	7	2	3	2

Où les militants se placent par rapport au réel et à l'utopie

Comment se situer par rapport à ces 2 notions	En allant progressivement vers l'utopie	En étant pragmatique	En se disant qu'on peut faire quelque chose	Être les 2 en même temps	Dans le réel
Total	7	3	1	5	3

Ce que représente le capitalisme pour les militants

Le capitalisme	Ce qui crée l'exploitation, les inégalités	Le mal, une fatalité, un fléau	Pouvoir posséder en nom propre	Un outil de progrès qui nécessite des règles	Tout ramener à l'argent	Un courant économique, une idéologie	Faire du profit	L'uniformité
Total	7	4	1	1	5	2	2	1

Idéologie (suite)

Ce que représente le communisme pour les militants

Le communisme	Une analyse sociétale, un projet de société	Une bonne doctrine, une bonne idée	Une utopie, une société idéale	Une idée mal mise en forme	L'égalité, une répartition juste, un partage	L'opposé du capitalisme
Total	2	5	10	2	6	1

Ce que représente la politique pour les militants

La politique	Elle est partout, tout est politique	Ce qui régie la vie de la population, les choix de société, les idéologies, les idées	S'occuper de son lieu de vie, s'engager	Le pouvoir, son exercice	Peut être péjoratif	S'impliquer dans sa cité
Total	5	8	4	3	1	1

Images des mouvements sociaux étudiants pour les militants

Image des mouvements sociaux étudiants passés	Des erreurs à ne pas refaire	Justifiés, nécessaires	Mous, inefficaces, mal utilisés, contre productifs	Une mascarade, du n'importe quoi	Trop de mot d'ordres, de division	Évolution positive
Total	2	5	7	2	2	3

Entourage

Engagements de membres de la famille des militants

Engagement familial	Arrière grand père	Grand père, grands parents	Oncle, tante	Père	Mère	Frères et soeurs	Franc maçon	Énarque
Total	1	9	5	5	5	2	2	2

Engagement familial	CGT	PCF	Anticolonialistes	Militant socialiste, SFIO, PSU	Responsable	Élu, politicien	« mai 68 »	Non
Total	4	4	2	3	2	4	2	3

Préférences politiques des membres de la famille des militants

Préférences politiques des membres de la famille	Communiste, extrême gauche	Gauche	Socialiste, PS	Écologiste	Droite, conservateurs	FN	Apolitique
Total	5	5	7	1	8	1	4

Situation économique du foyer parental des militants

Situation économique de la famille	Correct, pas à plaindre	Classe moyenne	Classe moyenne basse	Classe moyenne haute	Revenus modestes	Élite malgache)	Parents divorcés	Mère au foyer
Total	4	4	3	1	4	2	3	3

Origine géographique des militants

Origine géographique	Midi Pyrénées (hors Toulouse) + Aude	Toulouse et banlieue	Reste de la France	Madagascar
Total	7	4	7	2

Engagement et préférences politiques des amis des militants

Engagement et préférences politiques des amis	Amis pas engagés	Amis socialistes	Amis et entourage militants	Mêmes préférences, idées proches avec mes amis	Ne pourrait pas avoir d'amis de droite	Amis apolitiques	Amis sympathisants des structures militantes
Total	11	2	6	8	3	4	1